

# Globethics Repository

The logo for Globethics, featuring the word "Globethics" in white, sans-serif font centered within a solid blue rectangular background.

## Documents Politiques de La Via Campesina

This page was generated automatically upon download from the Globethics Repository. More information on Globethics see <https://www.globethics.net>. Data and content policy of Globethics Repository see <https://repository.globethics.net/pages/policy>.

Item Type	Conference proceedings
Authors	Via Campesina
Publisher	Via Campesina International Secretariat
Rights	With permission of the license/copyright holder
Download date	2026-06-22 15:36:27
Link to Item	<a href="http://hdl.handle.net/20.500.12424/175436">http://hdl.handle.net/20.500.12424/175436</a>

# Remerciements

Nous tenons à remercier tout particulièrement tous les traducteurs et traductrices, correcteurs et correctrices bénévoles, ainsi que le graphiste qui ont œuvré dans l'ombre depuis novembre 2007. Leur travail enthousiaste permet que ce livret existe aujourd'hui dans 4 langues de travail. Ils ont fait un travail d'une efficacité remarquable qui fait de cette publication un véritable ouvrage collectif. Qu'ils soient ici chaleureusement remercié(e)s pour leur militantisme.



## Contacts :

**Secrétariat Opérationnel International (SOI) de La Via Campesina**  
**Coordinateur général : Henry Saragih**

Adresse: Jl. Mampang Prapatan XIV No. 5 Djakarta Selatan 12790  
Djakarta – Indonésie. Téléphone:+62-21-7991890

Fax:+62-21-7993426

E-mail: [viacampesina@viacampesina.org](mailto:viacampesina@viacampesina.org)

[www.viacampesina.org](http://www.viacampesina.org)

**Documents  
Politiques de La  
Via Campesina**

**Cinquième Conférence**

**Mozambique, du 17 au 23 Octobre 2008**

# Introduction

Je suis heureux de présenter une première compilation de documents politiques de base de la Via Campesina, fruit d'un vaste processus de discussion et de consultation au sein de notre mouvement. Les textes publiés dans cette publication émanent de membres et de dirigeants de la Via Campesina actifs aux quatre coins du monde; ils ont été écrits soit collectivement pour un événement spécifique récent, soit spécifiquement pour cet ouvrage. Ils furent ensuite publiés dans deux livrets. Le premier, publié en mars 2008, fut discuté durant les réunions régionales de préparation qui ont précédé la V<sup>ième</sup> conférence de la Via Campesina qui s'est tenue à Maputo, au Mozambique, du 17 au 23 octobre 2008. Un deuxième livret fut publié juste avant la conférence. Le contenu de ces documents fut finalement discuté lors de la conférence elle-même, au cours des divers ateliers et assemblées.

A travers ce processus, certains textes ont été modifiés, d'autres remplacés, de nouveaux textes sont apparus et certains ont été simplement adoptés tels quels. Cette édition présente le résultat de ce large processus de prise de position et de consultation. Certains des documents de ce livre ont déjà été publiés et utilisés au cours de nos mobilisations à travers le monde. C'est le cas par exemple du document de position sur le changement climatique (*“L'agriculture paysanne durable refroidit la planète”*) qui fut défendu par la délégation de la Via Campesina à la réunion de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Bali en décembre 2007. Mais d'autres sont nouveaux, tel que la *“Position sur les prix agricoles et la spéculation”* proposé par la Commission pour la souveraineté alimentaire de la Via Campesina, et finalement, certains sont encore à un stade précoce de développement, comme *“Banque mondiale – fonds monétaire international: hors de l'agriculture!”* ou *“L'agriculture industrielle crée la crise de l'eau”*.

Ces textes ne sont pas parfaits. Ils ont été créés au sein de nos organisations, avec toute la complexité qu'impliquent le débat et la

construction d'une vision commune au sein d'un environnement culturel et linguistique extrêmement divers. Cependant, ces textes représentent actuellement un large consensus au sein des organisations membres de la Via Campesina et constituent une base importante pour aller de l'avant dans la consolidation d'une voix paysanne internationale forte. Cet ouvrage est maintenant publié en anglais, espagnol, français, et portugais, et la plupart des textes ont également été traduits en japonais et coréen.

Nous avons réalisé que malgré la diversité de nos organisations de base – des paysannes sans terre en Bolivie aux paysans bio au Canada, des ouvrières agricoles dans les plantations en Indonésie aux producteurs de lait en Espagne ou aux riziculteurs maliens – nous partageons une analyse étonnement commune des causes de la crise que traverse l'agriculture depuis de nombreuses années: les politiques impitoyables qui placent le profit au-dessus de toute autre considération. En travaillant sur ces documents conjoints, nous avons senti que – bien plus que de représenter simplement un secteur économique – nous défendons certaines valeurs et un mode de vie en société basé sur la justice, la simplicité et la durabilité.

Tous les quatre ans, Via Campesina rassemble des représentant(e)s de toutes ses organisations membres lors d'une conférence internationale afin d'analyser les avancées faites et de définir les grandes lignes directrices des années à venir. En octobre 2008, plus de six cent femmes et hommes se sont rassemblés à Maputo pour la 5ème conférence. Ils ont passé des jours et nuits à échanger et discuter de leurs différentes réalités et de leurs opinions, de leurs succès et de leurs échecs, leurs rêves et victoires.

J'espère que cette publication aidera les paysans et les paysannes, et les organisations paysannes à travers le monde qui n'étaient pas avec nous à Maputo à renforcer leur position. J'espère sincèrement également qu'elle inspirera d'autres secteurs de la société, dans les villes comme dans les campagnes, de continuer à lutter avec nous pour la souveraineté alimentaire.

Henry Saragih,  
Coordinateur général de la Via Campesina  
Jakarta, février 2009

# Table des matières

<b>Remerciements</b> .....	1
<b>Introduction</b> .....	3
<b>Table des matières</b> .....	5
<b>A. Analyse du contexte international</b>	
• Contexte international et conséquences pour les stratégies de La Via Campesina .....	12
• Perspective africaine: La crise alimentaire n'est pas seulement une question alimentaire .....	19
<b>B. Evaluation du travail réalisé par La Via Campesina</b>	
• Résumé historique de la Via Campesina.....	44
• Un regard sur la Via Campesina .....	49
• Evaluation du travail fait par Via Campesina depuis 2004	54
• Perspectives et valeurs de la Via Campesina .....	62
<b>C. Documents de positions sur des thèmes spécifiques</b>	
• Changements climatiques: L'agriculture paysanne durable refroidit la planète.....	74
• Les agrocarburants industriels provoquent la faim et la pauvreté .....	83
• Une réponse à la crise alimentaire mondiale: Les paysans et les paysannes peuvent nourrir le monde!.....	90
• Mouvements sociaux et changements politiques.....	103
• L'Offensive des entreprises multinationales sur l'agriculture .....	109
• Construction d'alliances avec d'autres mouvements sociaux .....	118
• Via Campesina et les peuples indigènes .....	125
• Banque Mondiale / FMI : Hors de l'Agriculture .....	128
• L'agriculture industrielle crée la crise de l'eau.....	133

## D. Documents politiques clés des commissions de travail

- *Réforme agraire* : Pour une réforme agraire globale et participative ..... 140
- *Semences et biodiversité* : Protocole de Biosécurité et Convention sur la Biodiversité: Non à la privatisation de la biodiversité! ..... 144
- *Commerce et souveraineté alimentaire* :
  - Position sur les accords de libre échanges ..... 152
  - Déclaration du Forum sur la Souveraineté Alimentaire, Nyeleni 2007 ..... 158
  - Position sur les prix agricoles et la spéculation..... 164
- *Femmes*
  - Campagne mondiale de la Via Campesina pour mettre fin aux violences faites aux femmes..... 173
  - La Parité Homme Femme dans la Via Campesina ..... 179
  - Déclaration des femmes pour la souveraineté alimentaire, Nyeleni 2007 ..... 185
- *Droits humains*: Vers une convention internationale des droits paysans ..... 187
- *La formation* dans La Via Campesina ..... 189
- *L'agriculture paysanne durable*: l'avenir de la planète  
Projet de texte..... 196
- *Migrations et travailleurs agricoles*: La question de la migration ..... 209

### Texte additionnel

- Accélérer en plein désastre: quand les banques gèrent la crise alimentaire ..... 214









Paysannes membres d'une coopérative de l'Union des Paysans du Mozambique (UAC) à Aldea Comunal Samora Machel, Marracuene, à 60 km de Maputo. La coopérative rassemble des familles paysannes organisées pour produire des légumes et les vendre dans la rue.

# **A. Analyse du contexte international**

# Contexte international et conséquences pour les stratégies de La Via Campesina

---

Plusieurs mutations dans le contexte international vont avoir des conséquences importantes sur nos stratégies et nos possibilités d'avancer vers de réels changements sociaux. Certaines pourraient impliquer des difficultés supplémentaires tandis que d'autres pourraient créer de nouvelles opportunités et nous faire avancer dans nos plans d'action.

## Les nouvelles questions soulevées

Les enjeux et les conséquences du libre échange (Organisation Mondiale du Commerce - OMC, Accords de Libre Echange -OMC, Accords de Partenariat Economiques -APE) se manifestent plus clairement dans plusieurs pays (Costa Rica, Mexique, Indes, Pérou, Colombie, Corée du sud) et la résistance publique s'accroît.

La nouvelle question, aggravant le conflit entre les pays industrialisés et les pays pauvres, est le changement climatique. Les pays industrialisés sont les principaux responsables du problème climatique. Mais ce sont surtout les pays les plus pauvres qui en pâtissent, notamment dans le sud de l'Asie, où se trouve le plus grand nombre de pauvres dans le monde. Ces pauvres sont principalement des ruraux. Les multinationales et certains gouvernements ont profité de la question de la crise climatique pour imposer leurs solutions, en proposant notamment les agrocarburants.

La dérégulation du marché alimentaire (libéralisation des importations, suppression des offices nationaux encadrant les

marchés, suppression des stocks régulateurs...) et des effets de la crise climatique ont rendu la production mondiale instable et le nombre de pays devenus dépendants des importations a augmenté.

La consommation accrue de viande en Asie, l'utilisation des terres pour les agrocarburants, le manque d'investissements dans la production alimentaire (le soutien des États va aux cultures d'exportation, qui sont aussi les matières premières qu'utilisent les multinationales), et la spéculation des multinationales, ont entraîné la montée actuelle des prix des produits agricoles.

Ceci met sous pression les gouvernements des pays qui dépendent d'aliments importés.

Ce qui est intéressant, c'est que plusieurs gouvernements font appel à leurs paysans et paysannes, pour qu'ils produisent plus d'aliments pour le marché local. Si, pendant les années passées, l'investissement dans la production alimentaire avait baissé, il redevient aujourd'hui une priorité.

La privatisation de l'eau était également un point important à l'ordre du jour des multinationales. Cette question est devenue, étant donné la raréfaction prévue des ressources en eau, un thème 'explosif' pour les années à venir.

## **L'équilibre géopolitique est en train de changer**

Suite aux événements du "11 septembre" avec l'attaque sur le World Trade Center, la question du "terrorisme" a été reprise par le gouvernement des USA, entre autre, pour essayer de retrouver son pouvoir de leader en imposant son agenda au reste du monde. Parallèlement, l'unilatéralisme des USA se concentrant sur la guerre d'Irak a engendré une résistance accrue dans de nombreux pays. Cela a également créé plus d'espace, en particulier pour les pays d'Amérique Latine, en vue d'une orientation plus indépendante. L'augmentation des prix du pétrole a permis de renforcer la confiance en soi de pays comme le Venezuela, l'Iran et la Russie. D'autre part, la Chine a retrouvé une certaine influence et l'Inde comme le Brésil jouent un rôle chaque fois plus affirmé au niveau international. Dans d'autres pays d'Asie et d'Afrique, du fait

de la pression efficace des mouvements sociaux sur leurs gouvernements, il existe une prise de conscience croissante de l'importance de la protection des marchés nationaux.

Nous pouvons donc conclure que l'équilibre des pouvoirs entre les pays a évolué vers une situation où la domination des USA augmente mais avec plus d'espace pour les alliances portant sur des intérêts spécifiques.

## **Les institutions néo-libérales s'affaiblissent**

Jusqu'à il y a peu de temps, les décisions de l'OMC étaient surtout prises par les Etats-Unis et l'Union Européenne puis imposées aux autres pays. Ceci a radicalement changé. Les pays n'acceptent plus les concessions que l'Union Européenne et les Etats-Unis exigent (sur l'accès au marché) et ils ont intensifié leurs propres demandes (sur la protection de la production nationale). Aux USA comme en Europe, la résistance contre les politiques néolibérales s'amplifie vu que les effets en sont chaque fois plus ressentis. La main d'oeuvre la moins qualifiée se retrouve sans emploi et vient augmenter les flux migratoires. A l'heure actuelle, l'OMC est plus ou moins bloquée. Les autres instruments visant à imposer des politiques commerciales néolibérales (Accords de Libre Echange, Accords de Partenariat Economique) doivent faire face à une opposition croissante et certains ont même été stoppés.

La Banque Mondiale a joué un rôle actif dans presque toutes ces politiques au niveau international, en contrôlant les décisions politiques. Au cours de ces dernières années, nous avons vu qu'elle a fait l'objet de critiques sévères et que son rôle s'est largement amenuisé ainsi que sa visibilité. Au moyen de la plateforme "Global Donor", elle essaye de contrôler tous les fonds pour la coopération au développement, pour le développement rural et l'agriculture. C'est une nouvelle méthode pour entrer "par la petite porte", imposer ses politiques et retrouver son contrôle. Pour l'heure, en réaction à crise alimentaire, elle essaye en collaboration avec les Fondations Bill Gates et Rockefeller de lancer la seconde "révolution verte". Elle développe de nouvelles stratégies avec les multinationales au niveau local et, "par le truchement des communautés locales".

Le FMI a également perdu sa crédibilité et de nombreux pays ne dépendent désormais plus du FMI pour leurs emprunts, ce qui a réduit son rôle.

## **Les Agences des Nations unies**

La FAO se trouve dans une situation de crise, les USA et l'Union Européenne (UE) ne souhaitent plus financer cette institution. Ils bloquent ses réformes et ses initiatives pour lesquelles elle avait pourtant reçu un mandat (réduire la pauvreté dans le monde rural).

Parallèlement, l'institution a construit des liens forts avec les organisations de la Société civile et demande de l'aide pour pouvoir continuer "à vivre."

Le même type de tendance est évident pour le FIDA (Fonds international pour le Développement de l'Agriculture). Il est particulièrement intéressé par les politiques prônées par la Via Campesina- comme celles sur la Réforme agraire, la production alimentaire nationale et le renforcement du rôle des organisations paysannes. Le FIDA collabore chaque fois plus avec la FAO, afin d'éviter de devenir un département de la Banque Mondiale (comme le souhaiteraient les USA et d'autres gouvernements néolibéraux).

Au cours de ces dernières années, l'influence du Conseil des Droits Humains a diminué, sans doute lié à la polarisation croissante occasionnée par la guerre contre le terrorisme. Il est devenu plus facile de criminaliser les mouvements sociaux, ce qui rend la défense contre les violations de Droits de l'homme plus difficile.

Dans certains pays, le contrôle des gouvernements nationaux ou fédéraux sur les élites locales est moindre d'où une plus forte répression contre nos membres.

## **Gouvernements plus ouverts à nos propositions**

Avec certains gouvernements (Bolivie, Népal, Mali, Indonésie...) nous avons maintenant plus de possibilités de coopérer ou de construire des alliances stratégiques. Ceci, avec l'équilibre changeant de pouvoir, pourrait créer prochainement des opportunités pour nous pour défendre et travailler sur la mise en

oeuvre de nos propositions fondées sur la souveraineté alimentaire. La souveraineté alimentaire est maintenant au cœur des débats sur l'alimentation et l'agriculture et son niveau de reconnaissance augmente constamment.

## **Entreprises transnationales**

La concentration des activités économiques par les multinationales est en augmentation, ces dernières sont de moins en moins nombreuses et deviennent de plus en plus grandes. D'une part, cela augmente leur pouvoir mais aussi leur vulnérabilité. Les entreprises individuelles vont être considérées de plus en plus responsables des problèmes créés par le système. Pour l'heure, les entreprises estiment qu'elles pourraient se retrouver au milieu de la crise alimentaire et redoutent les effets négatifs éventuels. Lors du Forum économique mondial, les multinationales ont lancé une initiative contre la faim en Afrique. Ce qui n'est probablement qu'une stratégie faussement rassurante pour cacher leur pénétration agressive du continent.

D'autre part, elles sont extrêmement agressives pour imposer les agrocarburants, une nouvelle étape dans la destruction de l'agriculture paysanne et sa transformation en une production contrôlée par les compagnies.

Quand à la question des OGM, la résistance est encore forte en Europe, Afrique et Asie, ce qui signifie que seulement un nombre limité de pays dans le monde ont introduit massivement des cultures OGM.

## **Le rôle des mouvements sociaux**

Suite aux événements du 11 septembre, la résistance et la mobilisation contre les politiques néo-libérales ont connu un certain "déclin" en particulier aux USA et en Europe, les centres de pouvoir. Aujourd'hui, la résistance se reconstruit également autour de thématiques telles que le changement climatique, les agrocarburants, les OGM et les Accords de Libre Echange (ALE), etc.

La Via Campesina est souvent en première ligne de la lutte et l'une de ses priorités est de parvenir à mieux articuler son travail avec celui des mouvements alliés. Plusieurs mouvements ne sont pas encore très solides au niveau international et manquent de coordination. C'est là une de nos préoccupations majeures pour l'avenir proche. En 2007, le Forum de Nyéléni a permis d'élaborer un programme commun autour de la souveraineté alimentaire. C'est donc un grand pas en avant et cela va nous aider à orienter nos stratégies pour l'avenir.

En revanche, le Forum social mondial n'a pas réussi à avoir un fort impact en raison d'un manque d'orientation politique claire : il devrait être l'espace où sont définies nos luttes contre nos ennemis communs au lieu d'être une plateforme d'échanges d'idées.

### **Quelques conclusions**

Dans le contexte géopolitique actuel, nous constatons l'influence croissante des multinationales. Après le piège de la dette et des interventions militaires, qui ont longtemps ligotés les pays, il semble que maintenant l'alimentation joue de plus en plus un rôle central comme arme servant à contrôler les populations et les pays. La dépendance chaque fois plus forte des importations accroît la dépendance politique de ces pays. La faim est également un puissant ennemi pour les gouvernements car les médias et les organisations paysannes font savoir ce qui se passe au niveau national (la faim existe surtout dans les zones rurales). Mais les multinationales et certains gouvernements y voient la possibilité d'augmenter leur domination et leur contrôle. Il semble donc extrêmement important pour nous de porter toute notre attention sur le renforcement des organisations locales étant donné qu'elles subissent de plus en plus de répression et de pression de la part des élites locales ou d'autres acteurs qui ont des liens avec les intérêts des grandes entreprises.

En tant que mouvement paysan, nous avons mené une analyse politique claire et avons défini des objectifs qui nous permettent de développer des stratégies à long terme. Il reste un aspect que La Via Campesina n'a pas suffisamment analysé et contrôlé : il s'agit de l'idéologie néo-libérale et du lavage de cerveau qui leur permet de vendre leurs politiques aux effets pourtant très négatifs comme un "progrès pour l'humanité".

La situation politique évolue très rapidement. D'ici à dix ans, la réalité aura sans doute évolué dans un sens que nous ne pouvons imaginer aujourd'hui (comme ce fut le cas avec l'effondrement de l'URSS, l'apparition du terrorisme, les changements dans l'équilibre des pouvoirs...). C'est pourquoi les opportunités de changement peuvent se présenter très rapidement et il est important de s'y préparer pour pouvoir les saisir, de faire une analyse correcte, d'avoir des propositions et une organisation solide afin d'être capables de réagir de façon appropriée. La crise du climat va engendrer de nouvelles situations instables et donc de nouvelles opportunités pour le changement. De même, le contrôle renforcé des grandes entreprises sur la chaîne alimentaire peut, à un moment donné, connaître un "retour de bâton" et provoquer une forte résistance populaire. De nouvelles alliances institutionnelles peuvent créer des espaces pour de nouvelles politiques. C'est donc à La Via Campesina et à ses alliés d'analyser de près la situation et de se préparer pour se jeter à l'eau lorsque quelque chose à gagner se présentera.

## Perspective Africaine

# La crise alimentaire n'est pas seulement une question alimentaire

---

*par Jacques Delepechin et Diamantino Nhamposa*

### **Préambule: A la recherche de quelques principes**

Pour vivre, tout un chacun a besoin de manger mais personne ne peut vivre en se satisfaisant uniquement d'aliments. Dans un monde régi par le marché et ses adulateurs, on en est rendu à accepter que les principes de justice et de solidarité soient relégués au second plan. De plus en plus, on fait la distinction entre justice et justice sociale comme si lorsque l'on invoquait la première, cela ne faisait pas forcément référence à ceux qui souffrent le plus du manque croissant de justice et d'égalité.

Etant donné l'état d'esprit ambiant, dominé par l'avidité, l'égoïsme et la charité pour se donner bonne conscience, il n'est pas inutile de rappeler quelques principes ou axiomes préalables. Prenons garde aux noms par lesquels un problème, une maladie ou une personne est désigné, sans le consentement de la personne en question. Souvenons nous toujours des Arawaks et de ceux qui ont accueilli Christophe Colomb et ses compatriotes lorsque celui-ci découvrit l'île des Grandes Antilles qu'il dénomma « Hispaniola ». Ils ont vite dépéri de faim ou de maladies. Rappelons nous aussi de ceux qui ont résisté contre la conquête de leur territoire parce qu'il défendait bien plus qu'une simple terre. Mais le travail de mémoire demande plus que des archives. Il faut aussi savoir écouter avec une attention bienveillante les poètes et savoir faire attention à bien d'autres choses encore.

## 1. Définition des paramètres

La crise alimentaire actuelle, une crise aux multiples facettes, devrait alerter tous ceux qui cherchent à apporter des solutions en se focalisant sur les seuls aliments. A première vue, il y a au moins deux pôles qui s'affrontent. D'un côté, il y a ceux qui mènent le monde et leurs alliés ; de l'autre, il y a ceux à qui on demande de se soumettre et d'accepter le monde des premiers cités. Formellement, les premiers organisent leurs activités entre autres via le G8 et les réunions qui ont eu lieu dans le passé à Davos. Les seconds sont réduits à faire appel aux Nations Unies et ses agences spécialisées ainsi qu'aux forums sociaux mondiaux. Bientôt, le Conseil de Sécurité et ses membres permanents sera renouvelé. Mais ceci est sans impact puisque le G8 et les réunions de Davos ont pris soin de s'assurer que les décisions importantes pour ceux qui dominent le monde ne soient plus prises par les organisations qui dépendent des Nations Unies.

En d'autres termes, ce n'est pas seulement dans le domaine de la justice, de la santé, ou plus prosaïquement dans le secteur des compagnies aériennes que le système de classe s'est imposé. Il y a aujourd'hui une justice et une santé pour les pauvres, une justice et une santé pour les riches. Vraiment, si on y prête quelque attention, il n'est pas difficile de constater que les super riches aimeraient vivre séparément du reste du monde. Cependant, malgré l'ardeur avec laquelle ils peuvent souhaiter cela, il n'y a qu'une seule et unique humanité. Tenter de la séparer comme on a voulu le faire avec les atomes aura des conséquences encore plus désastreuses que les expériences qui ont conduit à Hiroshima et Nagasaki. Plus de 50 ans plus tard, combien sont-ils, à l'image de Dwight Mc Donald, à voir dans ces explosions une modernisation de Auschwitz ou Dachau. Etant donné ce qui s'est produit lors de la Deuxième Guerre Mondiale, et surtout au cours des siècles précédents qui y ont conduit, n'est-on pas en droit de se demander si les multiples crises actuelles ne sont pas un sous produit de cet état d'esprit de compétition à mort, qui a conduit à ce que les décideurs politiques, dans plusieurs pays aux économies les plus avancées, se montrent complaisants avec l'idée qu'il n'y a rien de mal à se débarrasser, une bonne fois pour toutes, de quelques groupes raciaux (qu'ils soient Africains, Asiatiques, Arméniens, Pygmées, Juifs, Tutsi, Hutu). Poser la question ne signifie pas que

l'on ait la réponse. Dans un contexte où ces périodes de génocides ne sont pas si éloignées de nous, il serait irresponsable de NE PAS s'interroger sur qui sont les esclaves? Qui sont les Juifs? Qui sont ceux qui ont été colonisés? Poser ce type de questions peut aider à comprendre comment la pauvreté et la faim ont vu le jour.

Le mépris de l'Humanité, quelle que soit la forme qu'il prend (esclavage, colonisation, holocauste, apartheid) est loin de régresser ; au contraire il s'est développé comme un cancer s'attaquant aux principes de base de la vie. Il a emprunté de nouveaux noms, comme celui des biotechnologies, pour mieux déguiser sa nature mortifère et prédatrice. Il se présente comme défenseur de la vie alors même qu'il tue brutalement ou à petits feux. Étant donné leur passif, les biotechnologies sont bien mal nommées. Un nom plus approprié serait celui de nécrotechnologies car avec elles, il s'agit bien de vivre sur terre en suivant des principes de mort. L'engrenage qui conduit à l'auto-destruction est sans fin. Violer, rendre esclave, coloniser, rechercher la solution finale, « bantustaniser », nettoyer un pays d'une ethnie etc. L'humanité se doit de prévoir la fin de ses tendances génocidaires et de leurs conséquences. Lorsque l'on avait affaire à un processus classique de soumission, il était possible d'identifier les responsables en regardant du côté des autorités politiques des Etats, mais dès lors qu'il s'agit d'une soumission par les règles du marché, les responsabilités sont à la fois partout et nulle part.

Au nom de la suprématie donnée aux Lois du Marché, les peuples, les nations ont été mis en esclavage et colonisés par d'autres pays. Le Marché, au sens capitaliste du terme, surpasse toutes les méthodes précédentes de conquêtes, de mises en esclavage, de colonisation. Effectivement, contrairement aux anciens empires, le Marché (guidé par les principes capitalistes) a modernisé (automatisé) les mécanismes de domination à un niveau que les puissances impériales n'auraient même jamais rêvé d'atteindre. Au travers des mécanismes du marché, un petit nombre d'anciens esclaves, un petit nombre de ceux qui ont été colonisés, peuvent accéder à la classe dirigeante et ainsi échapper à la faim et à la pauvreté. A l'heure où les dénonciations pour corruption sont devenues un mantra perpétuel, les doux murmures du Marché et les promesses d'une plus grande richesse accessible au travers de

ses labyrinthes, musellent et/ou étouffent les quelques voix qui essayent de changer le cours des choses. Avant de vouloir réduire la crise alimentaire aux dernières décennies et/ou aux habituels coupables, on doit se replonger dans l'histoire de ceux qui (depuis l'inauguration du capitalisme il y a quelques siècles) sont morts de faim dans des temps où le terme crise alimentaire n'était pas encore utilisé.<sup>1</sup> Du moins dans le sens où on l'entend aujourd'hui.

De plus en plus, la nourriture ne devient accessible que par le biais du Marché, comme le travail, l'éducation, la santé, la justice, la naissance, le droit d'exister, de respirer un air pur, d'avoir accès à de l'eau propre, etc. Tout ce qui concerne le fait que la vie mérite d'être vécue, ce qui fait l'intérêt d'être un être humain, tout ceci n'est plus accessible aujourd'hui qu'au travers de mécanismes contrôlés par quelques individus, et « *par dessus le marché* » par une main invisible. Les fondamentalistes du Marché réagiront sûrement et diront que tout ceci est exagéré et qu'ils ne sont pas plus intéressés que n'importe qui d'autre dans les objectifs cités auparavant. En tant que fondamentalistes, qui tirent des bénéfices du Marché, de manière compréhensible, leur premier objectif a été, est et sera de maintenir le prisme du Marché comme celui devant servir pour évaluer la valeur de la vie. Si la problématique de la crise alimentaire ne prend pas en compte le contexte ou les histoires de ceux qui ont été affamés avec pour simple explication le fait qu'on pouvait se passer d'eux, alors l'analyse a de forte chance d'apporter des solutions qui ne satisfassent que les « découvreurs » du problème. Historiquement, les « découvreurs » ne se sont jamais envisagés, au moins au départ, comme la source possible et probable des problèmes de nature socio-économique qui affectent plus de 90% de la population mondiale.

Que ce soit consciemment ou inconsciemment, les analystes à très court terme qui ne discutent de la crise alimentaire actuelle en ne considérant que les dernières décennies, disent qu'il s'agit d'un problème momentané et conjoncturel. Ce n'est ni l'un ni l'autre, il s'agit d'un problème en gestation depuis très longtemps<sup>2</sup> Parfois,

---

<sup>1</sup> A ses grandes heures, l'Empire Romain avait essayé de résoudre ses problèmes d'approvisionnement en se lançant à la conquête de l'Égypte. .

<sup>2</sup> Très justement, Fernand Braudel et beaucoup d'autres depuis ont insisté pour que le regard que l'on porte sur l'histoire soit celui d'une perspective de long

comme maintenant, le laps de temps est encore plus court en raison de la concomitance de plusieurs crises (écologique, énergétique, financière). Cet article souhaite s'intéresser à la crise alimentaire actuelle en remontant au moins jusqu'en 1491. Comme Ch. Mann l'a souligné, prendre 1492 comme point de départ du discours post 1492 donne l'impression qu'avant 1492 il n'y avait rien qui vaille la peine de se souvenir. L'idéologie dominante, celle qui a émergé de soit-disant découvertes ne met en avant que les aspects positifs à l'exclusion de tous les autres aspects qui pourraient venir entacher le récit<sup>3</sup>.

Le terme de conscience du diable a été utilisé pour décrire ce qui s'est passé pendant la Deuxième Guerre Mondiale. 50 ans après, nous glissons, doucement mais irrésistiblement, vers une éradication des personnes qui entravent l'avancée, la volonté et le triomphe total et complet des plus riches sur Terre. Lorsque les natifs Américains ont été expulsés de leur terre, lorsqu'ils ont perdu les bases matérielles qui leur permettaient de vivre, ils sont morts de faim ou de maladie. Des siècles plus tard, mais cette fois à plus grande échelle, des milliers de personnes meurent de faim, pendant qu'une minorité se goinfre à s'étouffer<sup>4</sup>. Les uns meurent parce qu'ils ne mangent pas une nourriture appropriée, les autres parce qu'ils mangent trop, influencés par des campagnes de publicité à n'en plus finir. L'idéologie qui tue l'humanité a atteint un tel niveau d'intensité que ceux qui en sont les victimes ne parviennent plus à comprendre qu'ils ne doivent pas se soumettre. Il suffirait pourtant de réaffirmer les principes de base de l'humanité et de la vie.

---

terme. Malheureusement, de telles approches tendent à favoriser les questions qui ressortent du discours dominant. Sur le site de *Pambazukanews*, 383 articles traitaient de la crise alimentaire en prenant comme seul recul les années 1970. Si quelqu'un veut comprendre le sens de la crise alimentaire aujourd'hui, et aussi celui d'autres crises du passé (par exemple la crise de la pomme de terre en Irlande au XIX<sup>ème</sup> siècle, comment peut-il le faire s'il se contente de survoler le sujet.

<sup>3</sup> Par exemple, Howard Zinn dans son *Histoire des Peuples des Etats-Unis* ne peut aller au-delà de l'inventaire des massacres des peuples natifs de l'Amérique et des Africains. Pour lui, 1776, reste un événement et comme un sous-titre l'indique, 1492 est le point de départ de son récit.

<sup>4</sup> Voir Raj Patel, "Obésité et famine. La bataille cachée du système alimentaire mondial". Melville House Printing. [www.mhpbooks.com](http://www.mhpbooks.com) 2008.

## 2. La Crise alimentaire actuelle vue par ceux qui meurent de faim

Si on veut prêter l'oreille aux voix de ceux qui dans l'histoire ont voulu dénoncé les excès d'inhumanité, on peut entendre quelque chose semblable à ce qui suit

Quand les gens souffraient de la faim,  
Ils ont protesté, mais qui étaient-ils ?  
Des esclaves.

Ils ont répondu:

Nous ne sommes pas des esclaves, nous sommes des Africains qui  
ont été mis en esclavage.  
Pour avoir parlé, ils ont été tués.

L'Humanité s'est révoltée,  
Ses cris ont été entendus, mais  
Ils étaient ceux d'une colonie assujettie.  
Elle a été mise en prison, violée, exilée,  
Simplement pour avoir parlé,  
Quand elle était supposée se taire

Les êtres humains ont protesté,  
Bébés, enfants, vieillards et vieilles femmes  
Ont protesté.  
Puis les animaux, les oiseaux, la Nature.  
La vie a protesté contre la mort  
Pour ne pas céder  
Le Marché a maintenu,  
Maintient,  
Et maintiendra  
Le diktat le plus puissant.

L'habitude de ne pas écouter les êtres les moins puissants,  
L'habitude de violer sans impunité,  
A conduit à l'humanitarisme, et le prétexte de découvrir;  
A couvert jusqu'au crime contre l'Humanité,  
Par ceux qui ont refusé d'écouter l'Humanité,  
Et ont perdu leur propre humanité.

De Colomb à nos jours, les découvreurs n'ont pas changé,  
Ils ont changé de ton pour renforcer leur idéologie,  
Cela interroge :  
Leur découverte de l'humanitarisme,  
Était-ce une diversion ou une négation  
De leur propre humanité?

Ou sont-ils en train de dire qu'il y a une Humanité,  
A comprendre, représenter, défendre  
- Par eux ou les leurs -  
Au travers de l'humanitarisme, de la Charité  
Et il y a l'Humanité, Humanité,  
Contre laquelle aucun crime ne peut être commis.  
Ils se sont découverts comme les meilleurs représentants de  
l'Humanité,  
Mais ils étaient eux-mêmes déconnectés de l'Humanité,  
Ils n'ont eux-mêmes jamais connu la faim,  
La seule chose qu'ils comprennent,  
Est comment faire de l'argent,  
Grâce à leur découverte,  
Quelques soient leurs noms.  
Terre, Esclave, Colonies, Pauvreté, Misère, Faim.

L'histoire est connue depuis longtemps, mais elle continue à être refoulée, même et surtout lorsqu'elle parvient à se libérer des entraves de l'idéologie dominante. Une personne soumise à l'esclavage qui se libère sans attendre l'affranchissement donné par son maître ou un peuple colonisé qui se libère du joug de la colonie avant que la puissance coloniale n'y ait consenti, doit être « corrigé ». De Saint-Domingue et Haïti à L'Indochine et le Vietnam en passant par Cuba, le Kenya; la République Démocratique du Congo, le Mozambique, de telles leçons ont été distribuées avec tous les moyens à la disposition de l'idéologie dominante : depuis l'extrême violence jusqu'à l'extrême séduction. Avec les mêmes objectifs : garantir que la peur et/ou la honte empêcheront les descendants de ceux qui ont tenté l'impossible (et l'ont réussi) d'essayer eux-mêmes de se libérer.

### 3. Identifier et trier quelques unes des causes les plus profondes de la crise alimentaire

Si la crise alimentaire actuelle pouvait être résolue au profit de ceux qui ont été les plus touchés par ses développements, et d'une façon telle que ceux qui ont le plus souffert de la faim puissent participer aux réflexions sur la manière d'éradiquer la faim, alors la crise alimentaire serait abordée bien au-delà des lignes de statistiques qui ne révèlent que ce qui est déjà évident : c'est à dire que les plus pauvres parmi les pauvres (PpP) deviennent de plus en plus pauvres au profit de ceux qui sont déjà parmi les plus riches parmi les riches (RpR).

Depuis que l'Humanité existe, les premiers se sont soulevés contre les seconds, mais on doit résister à l'idée facile que les politiques émancipatrices sont toutes vouées à l'échec. Plus proche de nous, on doit aussi résister à la tentation de penser que les idées exprimées par les élites intellectuelles ont plus de valeur que celles des paysans et paysannes analphabète ou peu éduquées. Les Africains qui se sont affranchis à Saint Domingue /Haïti avait une bien meilleure idée de leur propre situation que ceux qui prédisaient qu'ils ne pourraient pas atteindre leur but. Il n'est pas difficile d'imaginer que les propriétaires d'esclaves (et les philosophes des Lumières) aient pu dire à qui voulait bien l'entendre : qu'est-ce que les esclaves connaissent de la liberté?

En réalité, ce sont ceux qui n'ont pas hésité à s'opposer à ce qui était perçu comme bizarre et voué à l'échec, qui nous ont laissé des leçons sur la manière d'atteindre la liberté. Mais à nouveau, les leçons racontées par les « découvreurs » et/ou leurs descendants et/ou leurs alliés diffèrent de la version dont se souviennent ceux qualifiés de « découverts », de leurs descendants et/ou de leurs alliés. Souvent, on trouve parmi ces derniers, les récits les plus vociférateurs et les plus différents par rapport aux histoires et aux leçons qui sont ressorties des batailles contre les défenseurs de la soumission à l'idéologie dominante. Par exemple, l'histoire d'Haïti telle que racontée par C.L. R. James et plus récemment Peter Hallward, n'est pas la même que celle d'Alex Dupuy<sup>5</sup>. Les RpR ont

---

5

C.L. R. James, *Les Jacobins Noirs* ; Peter Hallward, *Contenir le courant : Haïti, Aristide et les Politiques de Contentions*, Verso. 2007; Voir aussi la relecture par Peter

de multiples façons de renforcer leurs versions des faits, c'est aussi le cas de PpP pour peu qu'ils soient convaincus qu'ils peuvent aussi le faire.

Pour tout être humain, la souffrance peut atteindre un seuil intolérable. Au cours de l'histoire, les peuples ont démontré une capacité héroïque à résister et à s'élever contre les formes les plus atroces de tortures et ce particulièrement lorsqu'ils étaient animés par une compréhension politique de leur situation, car ils étaient parvenus à se détacher de l'idéologie dominante qui ne cesse de répéter que la seule issue possible est celle qu'elle propose.

Si, à nouveau, on regarde de près l'histoire d'Haïti, il est facile de comprendre pourquoi les propriétaires de plantations et d'esclaves, ont voulu, par tous les moyens possibles, prouver aux Africains qui s'affranchissaient du joug de l'esclavage qu'ils n'auraient jamais dû essayer. Pour véhiculer le message que les habitants de Saint Domingue auraient vécu dans de biens meilleures conditions s'ils ne s'étaient pas élevés contre l'esclavage, des moyens financiers, économiques, politiques, religieux, culturels et intellectuels ont été employés. En résumé, tout a été fait pour garantir que tout Africain soumis à l'esclavage (ou vivant dans un système prolongeant l'esclavage) s'interroge sur la viabilité des politiques d'émancipations.

L'histoire d'Haïti est l'une des plus exemplaires pour illustrer les deux côtés de la barrière idéologique séparant les politiques d'émancipations de celles consensuelles / de soumission / abolitionnistes.

#### **4. La convergence entre la peur de son histoire et la peur de la faim**

D'après les rapports historiques, on sait que le taux de renouvellement des Africains à Saint Domingue était très élevé. La main d'oeuvre étant peu chère, il coûtait moins cher de la renouveler plutôt que de chercher à la maintenir en bon état. La

---

Hallward de Alex Dupuy *Le Prophète et le pouvoir : Jean Bertrand Aristide, la communauté internationale et Haïti* Rowan and Littlefield. 2007. in Haïti Liberté  
<http://www.haitianalysis.com/2007/8/18/hallward-reviews-dupuy-s-the-prophet-and-power-jean-bertrand-aristide-the-international-community-and-haiti>

pratique était d'acheter de nouveaux esclaves et de les user jusqu'à la mort. La démographie était aussi favorable aux Africains, libres ou soumis à l'esclavage. Du début à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, la population africaine est passée d'environ 2,000 personnes à près d'un demi million. Comme dans toute situation similaire, différentes possibilités ont été envisagées, allant de l'amélioration des conditions de travail et de traitement, avec notamment une meilleure alimentation, jusqu'à la proposition d'en finir totalement avec le système.

Cependant, avant d'aller plus loin dans notre exploration, il faut rapprocher l'histoire des Africains de Saint Domingue et celle des Africains issus d'un des pays d'origine : Le Royaume du Congo. Seulement 85 années (soit environ 3 générations) séparent les deux événements relatifs à la fin de l'esclavage. Le 2 juillet 1706, Kimpa Vita (parfois connue sous le nom de Dame Béatrice) était brûlée pour avoir tenté de convaincre le roi du Congo de mettre fin aux activités de commerce triangulaire des Portugais. Ce n'était pas seulement l'entreprise d'une personne. Tous ceux qui étaient d'accord avec ses revendications l'avaient rejoint dans un mouvement connu sous le nom du Mouvement des Antoniens. (appelé ainsi parce que Kimpa Vita disait recevoir son message de Saint Antoine). On sait peu de choses sur ce qu'est devenu ce mouvement après la mort de Kimpa Vita mais il n'est pas impossible que la mémoire de ce mouvement ait survécu et qu'elle ait influencé ceux qui en 1791, à Saint Domingue, ont décidé et fait le voeu de mettre fin à l'esclavage.

Et il serait injuste de présumer que l'Humanité est génétiquement programmée pour être allergique à toute forme d'esclavage. Au sein de l'Humanité, il y en aura toujours qui pousseront pour obtenir des politiques émancipatrices. Les Africains dont le voyage aboutissait à Saint Domingue, vivaient dans des conditions effroyables. Pour comprendre la détermination de ceux qui sont parvenus à en finir avec l'esclavage, on doit essayer de comprendre en quoi consistait l'esclavage<sup>6</sup>.

---

6

L'importance de ceci ne peut pas être mis en évidence si l'on s'en tient au point de vue de l'idéologie dominante qui tend à atténuer les horreurs de l'esclavage. Lire J. Thornton, *L'Afrique et les Africains dans la construction du monde de l'Atlantique, 1400-1800*. Presse de l'Université de Cambridge. 1998.

Ceci est quasiment impossible, malgré les descriptions disponibles, qu'il s'agisse de récits historiques, de fictions ou de versions cinématographiques<sup>7</sup>. L'utilisation d'un continent entier comme terrain de chasse pour mettre des hommes et des femmes en esclavage est une sorte de dérapage de l'Humanité. Parce qu'il est resté anonyme, il a ouvert la porte à d'autres dérapages, non pas seulement en nombre de personnes estropiées, massacrées et violées mais aussi parce que cela a renforcé l'idéologie qui dit que la compétition à mort, par tous les moyens, est la manière la plus rentable d'organiser une activité économique. On n'insistera jamais assez sur le fait que si on ne comprend pas un jour l'énormité de ce qui est arrivé, il sera *impossible* de faire *quelque* ce soit pour relever les défis auxquels l'Humanité doit faire face.<sup>8</sup>

De cette mentalité est surgie l'habitude de minimiser et d'effacer tout ce qui a supposé l'esclavage industriel de tout un continent. Ce processus de construire lentement une mentalité donnée cherchait à minimiser/amortir/éradiquer les efforts de ceux qui se sont levés face aux crimes contre l'Humanité, bien avant qu'ils soient proclamés par les « découvreurs ». Il s'agissait de mettre fin à toute tentative de soulèvement contre ses conséquences plus dangereuses. Cette minimisation de l'esclavage et de ses conséquences s'est répétée à chaque transition postérieure (fin de la colonisation, fin de l'apartheid).

Quand le gouvernement français approuva la loi qui reconnaissait l'esclavage comme un crime contre l'Humanité (Loi Christiane Taubira, 2001), il le fit de façon à essayer de protéger ceux qui collectivement bénéficièrent de l'esclavage. De quelle autre façon

---

7

Dans son *Jacobins noirs*, C.L.R. James a pourtant essayé. Des écrivains de fictions ont aussi essayé que ce soit Ayi Kwei Armah avec *Deux cent saisons* ou Toni Morrison avec *L'aimé*. Haile Gerima dans son film, *Sankofa*, offre une vision poignante de ce à quoi cela pouvait ressembler. Néanmoins, malgré tout ce qui a été dit et fait, j'ai envie de dire que personne, jusqu'à ce jour et ce malgré mon plus profond respect pour les écrivains cités, personne n'a vraiment pu approcher ce que l'esclavage voulait dire d'un point de vue individuel et collectif. Je dois admettre qu'une telle évaluation, qui ne soit pas seulement physique, sera sans doute possible un jour. L'espoir demeure, que quelqu'un quelque part soit parvenu à cet acte impossible, mais que cela n'a pas été enregistré dans la forme et ou l'endroit adéquat pour être remarqué. Il y a des exceptions, et la plus notoire est Aimé Césaire (2005)

8

Point délicatement soulevé par Françoise Vergès dans Césaire (2005).

pouvons-nous interpréter le comportement du gouvernement français envers le président Jean Bertrand Aristide (JBA) en 2004 ? L'enlèvement fut réalisé par l'armée américaine en collaboration avec les gouvernements français et canadien et leurs alliés, la République Centre-africaine incluse. Tout l'épisode rappelait, plus de 200 ans après, l'enlèvement de Tousaint-L'Ouverture.

Que signifie ce long détour par l'histoire d'Haïti par rapport à l'objectif d'analyser la crise alimentaire actuelle? Il s'agit de résister à la tentation de réduire la crise alimentaire à la perspective de ceux qui veulent en bénéficier au maximum. En termes plus simples, la crise alimentaire est analysée et expliquée selon les paramètres établis par une mentalité dominante dont les racines les plus profondes sont à l'origine de la paupérisation de ceux qui avaient vaincu la plus grande torture de tous les temps. En vérité, ce fut bien plus qu'une torture, ce fut l'embryon de ce qu'on appelle la mondialisation deux siècles plus tard.

Les Africains, alors, comprirent leur situation, sans représentants politiques ou charitables. Leur compréhension et leurs idées des moyens de sortir de leur situation furent un produit de leur propre pensée et sans l'aide de philosophes illustres. 1789 était déjà passé et ceci permit d'avancer l'idée, au moins parmi quelques personnes, que si le drapeau Liberté, Égalité et Fraternité avait un sens, alors il devait conduire à l'abolition totale de l'esclavage. De grands efforts ont été faits, non seulement en France, mais aussi en Angleterre et en Espagne, pour annuler ce que firent les Africains. L'abolition de l'esclavage dans les territoires contrôlés par la France n'aurait lieu qu'en 1848.

Une date qui coïncide aussi avec la Déclaration Universelle des Droits Humains. Mais comme nous l'avons confirmé auparavant, ces droits s'appliquent de façon différente si on appartient à l'Humanité (première classe) ou à l'Humanité-qui-existe-grâce-à-l'humanitarisme (seconde et troisième classes).

La crise alimentaire sera-t-elle résolue en utilisant la perspective discriminatoire décrite ci-dessus ou selon la compréhension qu'il n'existe qu'une seule humanité? En d'autres mots, qui posera la question de comment éradiquer la pauvreté et la faim : la pensée dominante qui les a générées massivement ou bien seront-ce les

pauvres qui offriront leur perspective à cette question et en donneront la réponse sans le conseil humanitaire/caritatif des « découvreurs » de la pauvreté et de la faim ?

Il n'est pas difficile de voir que la crise alimentaire est liée à d'autres crises, économique et financière (aussi connue comme crise hypothécaire), climatique, etc. Il est aussi clair que toutes les institutions se sont mobilisées, depuis celles qui sont spécialisées dans ce thème (par exemple : la FAO et les ministres de gouvernements) jusqu'à certaines personnalités, comme le précédent Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan, qui comprend le sérieux et l'importance de la crise. Mais lorsque tous ces spécialistes se réunissent et discutent, les voix des paysans, les voix de ceux qui produisent les aliments, que ce soit pour eux-mêmes ou leurs familles ou pour des entreprises, sont rarement voire jamais écoutées.

De plus, comment peut-on espérer que les personnes dont la mentalité est responsable de la crise alimentaire apportent des réponses satisfaisantes ? Comment les personnes qui ne voient rien de mauvais à leur mentalité peuvent-elles se défaire ou s'éloigner d'une pensée qui a conduit les habitants de la Terre à s'affronter avec un désastre menaçant ? La peur présente dans les esprits du groupe mentionné ci-dessus n'est pas la même que celle qui se trouve parmi les habitants plus vulnérables du planète. Un esprit qui n'a pas à se préoccuper de manger trois fois par jour, en plus de fournir la nourriture nécessaire à tous les membres de sa famille, peut être en paix, pendant que ceux qui endurent la faim chaque jour trouvent souvent (Raj Patel) dans le suicide une solution à leur misère quotidienne.

Une question dérangeante, semblable à celle qui surgit à propos de l'épidémie du VIH-SIDA, se pose alors: Les plus riches ne préfèrent-ils pas laisser mourir ceux qui souffrent de la faim avant de discuter avec eux la meilleure façon de résoudre la crise ?

## **5. Peur et Honte : Conscience du Mal ou de la Honte ?**

Au-delà de la peur, il y a la honte. Alors que les psychologues cherchent à détecter les mensonges chez les individus, peu ont tenté de comprendre comment et pourquoi, individuellement et

collectivement, les êtres humains sont disposés à cacher n'importe quelle chose qui puisse faire honte. La peur qu'un acte honteux soit révélé apporte un stimulus puissant pour le cacher<sup>9</sup>

Le fait de connaître comment une partie de l'Humanité a traité l'autre dans le passé peut conduire à un sentiment de honte et un désir de demander des excuses. Malheureusement, on ne travaille pas dans les mêmes conditions : ceux qui savent par leur propres expédients historiques qu'ils ont participé à des actes honteux ne sont pas disposés à les rendre publics. Ce qu'on a fait aux Africains ou aux Américains natifs au nom d'une manière de penser, d'une idéologie ou d'une religion, etc, n'est pas ressenti de la même façon partout dans le monde. Dans certains cas, par exemple en France, sur la question des Africains et de l'esclavage, on a reconnu que l'esclavage était un crime contre l'Humanité, mais peu a été fait pour en inverser les conséquences directes et indirectes. En fait, les excuses tardives ont servi souvent de moyen efficace pour préserver les bénéfiques acquis à travers ce crime.

Dès qu'un tabou a été transgressé, il devient extrêmement difficile, voire impossible, de surmonter ses conséquences directes et indirectes. En rapport à l'alimentation, dans un monde où personne ne devrait souffrir de la faim, des personnes souffrent de la faim précisément parce qu'il est devenu acceptable, pour la mentalité dominée par le système dictatorial du marché libre, que quelqu'un meurt de faim. La norme acceptée dans la mentalité actuelle, c'est que la faim ne peut pas être éradiquée, même si l'on faisait plus d'efforts. Le fait que l'humanité soit capable d'éradiquer certaines maladies, y compris la faim, n'est pas considéré comme une preuve pour qu'on en termine avec la faim.

## **6. Pourquoi les histoires de Saint-Domingue/Haïti sont plus emblématiques que jamais ?**

Dans leur marche auto-célébrée à laquelle ils sont arrivés, les plus riches ont toujours craint ce que les plus pauvres pouvaient leur faire s'ils comprenaient leurs propres situations sans interférences

---

9

Récemment, nous avons pu voir comment il est difficile d'accepter que des personnes à des postes de pouvoir puissent mentir. Auparavant, Hitler et ses acolytes ont découvert qu'un mensonge répété mille fois devenait une vérité.

externes. Cependant, une partie de l'Humanité a fait appel, directement ou indirectement, à des pratiques horribles dans le but de soumettre et/ou détruire ceux qu'ils considèrent moins humains <sup>10</sup> Le processus d'appauvrissement d'Haïti depuis 1804 peut nous être utile pour réfléchir à la crise alimentaire actuelle.

Haïti, par exemple, fut auto-suffisante dans la production de riz, la République du Congo exportait du manioc et beaucoup d'autres produits alimentaires. Ces deux pays doivent importer actuellement ces produits à cause d'un processus qui implique les économistes de la Banque Mondiale et la stratégie habituelle de libéralisation du gouvernement des Etats-Unis. Le processus de conversion des économies auto-suffisantes en économies dépendantes a été documenté *ad finitum* <sup>11</sup> L'aide et la charité se complètent en tant que remède des prédateurs extrêmes et déchainés de la norme dictatoriale de la compétitivité.

Le fait d'avoir triomphé là où on ne s'y attendait pas, comme firent les Africains en éradiquant l'esclavage, aurait pu infliger un sérieux coup au système<sup>12</sup>. Ceux qui avaient tiré profit de l'esclavage devaient imposer leur propre temporalité : il a fallu encore une moitié de siècle pour que la France abolisse l'esclavage. Ce temps était crucial pour pouvoir apprivoiser ceux qui pensaient déjà que l'esclavage était en fait un crime contre l'humanité. Comme pour l'abolition, le temps de la reconnaissance a été imposé par ceux là même qui avaient le plus bénéficié du crime. Ce n'est qu'en 2001 que la France approuva finalement une loi qui reconnaissait l'esclavage comme un crime contre l'humanité.

---

10

Il y a quelques semaines (en mai 2008), en Afrique du Sud, les PpP (appelés Sud-africains indigènes) ont manifesté contre les PpP étrangers. C'est une illustration plus récente et exemplaire d'un mensonge compétitif et renforcée. Elle révèle également les failles structurelles de la transition de l'apartheid à la post-apartheid basée sur la notion erronée que faire des populations des RpR allait radicalement changer les principes économiques et financiers des temps de l'apartheid.

11

Une des documents les plus intéressants est celui de John Perkins dans son livre *Confessions of An Economic Hit Man*. 2004(ISBN0-452-28708-1) Voir également Raj Patel, *Stuffed and Starved*

12

La crainte était de voir d'autres Africains vouloir se libérer de l'esclavage dans d'autres régions.

Pendant que je travaillais au Mozambique, entre 1979 et 1986, j'avais affiché un poster contre l'apartheid : « L'Apartheid est un crime contre l'Humanité ». Un visiteur, en le regardant, me demanda ce que cela signifiait. Moi, je restais silencieux en pensant que c'était évident. Combien de temps mettra le gouvernement sud-africain pour reconnaître l'apartheid comme un crime contre l'Humanité ? Ou est-il possible qu'au nom de la Vérité et de la Réconciliation, il faille taire les multiples racines du crime ?

De 1972 à 1974, le Front de Libération du Mozambique (Frelimo) réussit, contre tout pronostic, à en finir avec les normes coloniales portugaises. Une telle réussite, comme à Haïti, n'est pas restée sans réponse. Le contexte, au Mozambique, était dominé par la Guerre Froide. Le Frelimo avait reçu le soutien de l'URSS, de la République Populaire de la Chine, de Cuba, du Vietnam, de la République Démocratique Allemande, mais aussi de personnes d'autres pays occidentaux comme l'Italie, les Pays-Bas ou la Suède. En avril 1976, Henry Kissinger affirma au cours d'une visite en Afrique de Sud que le communisme devait être abattu en Afrique de Sud<sup>13</sup>. Juste après cette déclaration, une guerre civile atroce démarrait pour « donner une leçon au Frelimo ».

Les conséquences de la guerre ont été si dévastatrices que, au nom de la paix atteinte en 1992, il est devenu préférable de ne pas parler de la guerre. De telle manière que le silence à propos de la guerre civile s'étend à la guerre contre les colonisateurs, comme si cette guerre n'avait jamais eu lieu. À nouveau, il est difficile de ne pas penser à Haïti et à ce que les Africains ont fait avec l'esclavage. L'actuelle élite d'Haïti agit comme si elle désirait que l'esclavage n'ait pas été aboli, ou au moins pas de la façon dont on le fit entre 1791 et 1804. Et les élites actuelles du Mozambique préfèrent se consacrer à leur enrichissement personnel aussi rapidement que possible, en se murmurant de façon inaudible que si le Frelimo n'avait pas existé, ils seraient bien meilleurs aujourd'hui<sup>14</sup>.

On parle d'Haïti et du Mozambique en tant que pays pauvres.

---

13

Glijeses, Piero. *Conflicting Misions: Havana, Washington, and Africa, 1959-1976*. 2002. The University of North Carolina Press

14

Un tel murmure inaudible peut même venir de la bouche de certains vétérans de bonne foi de la lutte armée.

Grâce aux donateurs extérieurs, les programmes anti-pauvreté aident les plus pauvres à surmonter la faim et autres problèmes. Il est compréhensible que ceux qui ont souffert des conséquences de la guerre (spécialement la guerre civile, 1980-1992) préféreraient ne pas être de nouveau confrontés à cette situation. Cependant une question se pose : la peur de ce qui s'est passé pendant le colonialisme et après, doit-elle conduire à la peur de la politique, ou doit-on penser par soi-même la meilleure façon d'échapper à une situation ? En d'autres termes, le fait que l'Union Soviétique et ses alliés « ont perdu » la Guerre Froide doit-il conduire les Mozambicains à la conclusion qu'il faut interdire pour toujours n'importe quelle forme qui puisse ressembler au socialisme et/ou au communisme ?

Le processus d'imposer un seul mode de pensée du colonialisme et de sa disparition a suivi les mêmes règles qu'en Haïti : il faut faire les choses de façon à ce qu'un modèle différent d'organisation sociale de production et de distribution ne puisse émerger. Les différences seront acceptées tant qu'elles ne contredisent pas la mentalité dominante.

## 7. Césaire, poésie, politique et histoire

Lorsque Aimé Césaire est décédé, beaucoup de personnes, y compris moi-même, se sont rendus compte que quelqu'un de très spécial avait vécu parmi nous et n'avait pas été entendu ou compris comme il aurait dû l'être. Cela s'est déjà produit et se reproduira de nouveau. Quelques temps après, certains l'ont décrit comme une voix prophétique. Il insistait toujours, sans le dire directement de cette façon, sur le fait qu'il n'était pas un homme politique et que sa pensée politique était dans sa poésie.<sup>15</sup> Il a dit en répondant à une question concrète de Françoise Vergès sur la relation entre sa poésie et sa pensée politique : “La poésie révèle l'homme à lui-même. Ce qui est au plus profond de moi-même se trouve certainement dans ma poésie. Parce que ce ‘moi-même’, je ne le connais pas. C'est le poème qui me le révèle et même l'image

---

15

Aimé Césaire, “Calendrier laminaire”, en *Moi, Laminaire*, en *Anthologie Poétique*, Paris, Imprimerie nationale, 1996, pp. 233-234; citado en Aimé Césaire, *Nègre je suis, nègre je resterai*. Entretiens avec Françoise Vergès. Paris, Albin Michel, 2005, pp. 47-50.

poétique.” (Aimé Césaire. Entretiens... 2005:47)

Utiliser des statistiques pour démontrer la folie et l'injustice qui sont à l'origine de la crise alimentaire actuelle ne fera pas mouche dans la conscience de ceux qui en sont responsables. Pour quelqu'un comme Césaire, et Françoise Vergès le souligne (A Césaire. ... Entretiens 2005:111-136), l'immensité de la blessure causée par un segment de l'humanité à l'encontre d'un autre, par le biais de l'esclavage puis aggravée par la colonisation, n'a jamais été bien évaluée. Cette évaluation a été délibérément évitée à cause de la peur, de la honte de ce qui arriverait à ceux qui ne connaissent qu'une seule vérité, une histoire: l'histoire, la vérité de l'Humanité comme elle a été vue par les yeux et les esprits de ceux qui ont colonisé ou réduit en esclavage. Le choc de la découverte de ce qui a été caché pourrait être terrible pour ceux qui n'y sont pas préparés.

À partir de ce type de récit historique, la mentalité dominante est obligée de présenter l'accès à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, à la justice, comme étant facilement accessible à tous. Pour paraphraser Françoise Vergès, la mentalité dominante (en France) est convaincue que l'abolition de l'esclavage en 1848 a été un cadeau de la France aux Africains. Cette mentalité paternaliste est si profondément enracinée aujourd'hui, comme elle l'était déjà en 1848. La soumission au système dominant s'est faite par différents mais les résultats sont tout aussi destructifs pour l'Humanité dans son ensemble. Jamais les conséquences directes et indirectes de l'esclavage et de la colonisation n'ont été abordées de front. En conséquence, nous entendons les appels lancés aux pauvres pour qu'ils changent leur attitude. Il est très facile de promouvoir l'idée que les pauvres sont pauvres parce qu'ils veulent l'être, aussi faciles que d'accuser les agriculteurs de paresse. Nul parmi les plus riches n'accuse de paresse les voleurs des terres, les banquiers et les spéculateurs.<sup>16</sup>

Dans la poésie d'Aimé Césaire, nous entendons, même si nous ne l'avons pas appris, que la vie est un art. Les spéculateurs des produits alimentaires, les financiers, les colonisateurs, les esclavagistes et tous ceux qui n'ont jamais rien vu de mal dans leur

---

16

Il existe des exceptions, K. Marx en étant la plus importante avec sa référence aux “capitalistes de coupons de réduction”

esprit ou dans le fait de vivre comme un exercice comptable, font peut-être des louanges à notre bien-aimé Césaire ou déclament même sa poésie, mais ils le font avec leur mentalité comptable, acceptant d'être paternaliste, de la même manière qu'ils ont accepté l'abolition de l'esclavage en 1848. Comme nous l'avons dit dans le préambule, la crise alimentaire est l'une des nombreuses manifestations d'une Humanité qui est proche d'une impasse.

De plus en plus de gens commencent à sentir que lorsque les principes de la vie déterminée par les êtres humains sont soumis à des principes déterminés de manière anonyme par une divinité nommée Marché, c'est que quelque chose, quelque part, ne fonctionne pas. Lorsque des aliments, par exemple le blé ou le maïs, sont produits pour des raisons autres que pour nourrir le peuple, alors c'est sûrement un signe que le segment de l'humanité qui a promu ce détournement a modernisé, de manière exponentielle, ce qui s'est passé pendant la Seconde Guerre Mondiale. Au nom de la défense et de la promotion d'une certaine mentalité, des quantités de personnes sont réduites à l'état de non-existence.

## **8. La liberté sans l'égalité et la fraternité, c'est la liberté d'anéantir**

Le Marché, libre de toute règle fondée sur l'égalité et la fraternité entre tous les segments de l'Humanité, ne peut que conduire à l'anéantissement de l'Humanité. Il ne s'agit pas d'une prédiction, cela se passe maintenant, avec la fonte des glaciers des deux pôles et la progression du réchauffement de la planète. Comment faire pour inverser la mentalité qui domine l'esprit des spéculateurs, des banquiers, des politiciens et des chefs religieux? Comment faire pour contester la pensée si bien enracinée que cette tâche est impossible? Pour commencer, nous devons écouter les voix qui disent la même chose depuis des siècles.

Il ne suffit pas de dire qu'il n'existe qu'une seule humanité si en même temps, on n'entend pas certaines de ces voix, quels qu'en soient les motifs. Lorsque la crise est aussi grave que l'actuelle, d'où que vous regardiez, n'est-il pas sage de reconnaître que tout membre individuel de l'Humanité a son mot à dire? Ne devrait-on pas demander que les voix les moins fortes s'élèvent? N'est-il pas

plus judicieux d'accepter, avant les Vérités qui Dérangent, les vérités qui dérangent prononcées par les plus pauvres au cours des siècles passés ?

Face au refus systématique de l'Humanité, il n'y a qu'une seule voie : s'élever contre un tel refus. Il est crucial que la résistance contre la culture dominante soit conduite à partir de principes qui cherchent un point de vue différent. Cette résistance doit être solidement fondée sur la solidarité. La seule force qui doit être utilisée est celle de l'art, de la poésie et de la science au service de l'humanité.

Les artistes, les poètes, les scientifiques doivent également manger. La liberté en elle-même ne donne pas à manger, mais la liberté avec l'égalité et la fraternité peut le faire. Les artistes, les poètes et les scientifiques n'ont pas besoin de se rassembler dans des lieux désignés par les promoteurs du marché. Dans ces endroits, doivent être écoutées toutes les voix en respectant les principes fondamentaux qui lient tous ceux qui insistent sur la nécessité d'un changement de mentalité. Parmi ces principes, les éléments suivants doivent être pris en compte:

On doit écouter les plus pauvres comme sa propre voix.

Il faut accepter la multiplicité des voix.

Il ne faut pas accepter aucune représentation.

## **9. Guérir à partir de la peur et la honte**

La transition après l'apartheid, même avec l'aide de la Commission de la Vérité et la Réconciliation (TRC), n'a pas accompli les promesses annoncées. Les récents pogroms (mai 2008) de pauvres contre d'autres pauvres ont révélé, d'une part, les espoirs déçus de voir la TRC comme la panacée, et ils ont d'autre part montré les défauts de l'ANC en tant que parti gouvernant, notamment dans sa manière d'apprendre à la population que l'aide internationale avait été nécessaire pour vaincre l'apartheid. Au cours de ce processus d'information et d'éducation, le rôle des Africains ordinaires qui ont mis leur vie en danger, devrait être souligné. Cependant, cet échec est partagé par la plupart des gouvernements africains en raison de leur tendance commune à ne pas apprécier à leur juste valeur le rôle des citoyens ordinaires dans le renforcement de leur histoire.

Comme dans le cas des grandes transitions antérieures, (de l'esclavage au post-esclavage, de la décolonisation à une phase post-coloniale), les vaincus se sont rapidement réorganisés dans le but de minimiser leurs pertes. Dans ce processus, ils ont été aidés par leurs ennemis d'hier (maintenant appelés adversaires). En rappelant la célèbre devise de Nkrumah, Ils étaient convaincus qu'une fois le règne politique atteint, le reste suivrait. Cependant, en termes sociaux et économiques ils se trouvèrent soudainement loin de tous ces gens qui leur avaient permis de s'approprier le royaume, et beaucoup plus proches de leurs anciens ennemis dont l'idée principale était de maintenir l'économie comme avant.

La peur du nouveau gouvernement était de montrer que les choses en Afrique du Sud, pouvaient être différentes de ce qui s'était passé dans le reste du continent. La peur a amené les leaders de l'ANC à se séparer du Freedom Charter, et même des principes créatifs pour récompenser les plus pauvres et, surtout, leur donner une voix dans la transformation politique.

Faire entendre sa voix dans le processus de transformation politique signifie, entre autres, comme l'ont montré les membres du Abahlalibase Mjondolo, parler en son propre nom et ne pas être représentés par des politiques. Les plus pauvres qui vivent dans des baraques à Durban, Jo'Burg ou Cape Town se voient eux-mêmes comme ceux qui défendent réellement les principes contenus dans le Freedom Charter. La démocratie signifie que toutes les personnes pensent, et que tous méritent respect et dignité. La liberté doit signifier que l'on fournisse un logement digne et des conditions de vie décentes aux plus pauvres, ce sont en effet eux les plus qualifiés pour s'assurer que leurs voix soient clairement écoutées sans traducteurs et/ou intermédiaires, avocats, dirigeants locaux et/ou politiques.<sup>17</sup>

Les similitudes entre les plus pauvres et les paysans qui souffrent dans le monde demande un renforcement des liens existants, afin de partager plus les histoires de la résistance contre ce qu'Amit Bhaduri a appelé le syndrome TINA (sigle en Anglais pour Il n'y a

---

17

Dans son intervention la plus récente, S'bu Zikode a rendu ses politiques beaucoup plus claires. Voir la discussion de S'bu Zikode sur le Forum de la Justice Economique de Diakonia. 28 août 2008. [www.abahlalibasemjondolo](http://www.abahlalibasemjondolo)

pas d'alternative à la mondialisation<sup>18</sup>). Le syndrome n'est pas nouveau. L'imposition de lois coloniales a été présentée comme un exercice altruiste qui apportait la civilisation à l'Afrique. Le travail forcé a été présenté comme un exercice éducatif.

Les politiques émancipatrices doivent aller de la main des récits historiques de l'émancipation et s'éloigner des récits historiques insérés dans les discours du succès de la globalisation racontés depuis la perspective des grandes sociétés multinationales et les institutions financières qui sont à son service.

---

18

[http://www.india-seminar.com/2008/582/582\\_amit\\_bhaduri.htm](http://www.india-seminar.com/2008/582/582_amit_bhaduri.htm)





Séance d'ouverture de la Cinquième Conférence de la Via Campesina.

## **B. Evaluation du travail réalisé par La Via Campesina**

# Résumé historique de la Via Campesina

---

La Via Campesina est née dans un contexte économique, politique et social particulier dans lequel partout dans le monde la capacité des paysans et des paysannes à garder le contrôle sur la terre et sur les semences était mise à mal. Elle est apparue aussi à une époque où le modèle de développement rural en place altérait les paysages ruraux, menaçait de rendre les connaissances locales superflues et dénigrait les cultures rurales. Les principaux éléments à l'origine de son émergence sont donc d'une part la globalisation envahissante d'un modèle industriel moderne d'agriculture et, d'autre part la recherche d'une approche alternative parmi ceux qui étaient les plus affectés par les conséquences du développement de ce modèle.

En Mai 1993 au cours d'une conférence qui s'est tenue à Mons en Belgique, quarante-six représentants (hommes et femmes) d'organisations paysannes, de petits agriculteurs, de peuples indigènes et de travailleurs agricoles de différentes régions créent formellement La Via Campesina. Mais les racines de la Via Campesina remontent à bien plus loin. Tout au long des années 80, les membres fondateurs de Via Campesina ont participé à des discussions et ont eu des échanges avec leurs homologues dans les différentes régions et au niveau international. Cela va donner lieu à la création de coordinations régionales tels que la Coordination Paysanne Européenne en Europe, L'ASOCODE et La CLOC en Amérique du Sud.

Le dialogue et les échanges conduisent également à la Déclaration de Managua signée par les représentants de huit organisations paysannes d'Amérique Centrale, des Caraïbes, d'Europe, du Canada et des États-unis qui se sont rassemblés pour participer au

Deuxième Congrès de l'Union Nationale des Agriculteurs et des Éleveurs tenu à Managua, Nicaragua en 1992.

La Via Campesina se constitue au Nord et au Sud autour d'objectifs communs: un rejet explicite du modèle néolibéral de développement rural, un refus catégorique de se voir exclue des politiques de développement agricole, une détermination absolue de ne pas être "portée disparue" ainsi qu'un engagement de travailler ensemble pour renforcer la voix des paysans. Par sa stratégie de "construire l'unité à partir de la diversité" et par son concept de souveraineté alimentaire, les paysannes et les paysans du monde entier travaillent ensemble pour garantir le bien-être des communautés rurales.

L'objectif de La Via Campesina est de provoquer un changement dans le monde rural - changement qui améliore les conditions de vie, qui renforce la production locale d'aliments pour la consommation locale, et qui ouvre des espaces démocratiques permettant aux agriculteurs et agricultrices d'exercer entièrement le rôle qui leur appartient d'établir leur position et de participer au processus de décisions sur les problèmes qui ont un impact sur leurs vies. Le mouvement croit que ce type de changement ne peut avoir lieu que lorsque les communautés locales obtiennent un plus large accès aux ressources productives, un plus grand contrôle sur celles-ci, et quand elles augmenteront leur pouvoir social et politique.

Depuis la signature de l'Uruguay Round du GATT en 1994 les représentants des organisations rurales du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest, organisés au sein de La Via Campesina, ont marché ensemble notamment dans les rues de Genève, Paris, Seattle, Washington, Québec, Rome, Bangalore, Porto Alegre, Cancún et Hong Kong. Chaque fois que, et partout où des institutions internationales telles que l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Banque Mondiale, et la FAO (Food and Agriculture Organisation) des Nations Unies se rencontrent pour discuter sur les problèmes de l'agriculture et de l'alimentation, La Via Campesina a toujours été présente. La Via Campesina est également présente dans les communautés locales au Honduras, Mexique, Brésil, Guatemala, Indonésie, Europe ou Canada lorsque des familles d'agriculteurs se mobilisent pour résister à la diffusion

de semences génétiquement modifiées, ou lorsqu'ils sont évincés de leurs terres pour faciliter l'extension du développement urbain, de champs de golf, de plantations d'eucalyptus, d'élevages intensifs de crevettes ou de porcs.

Pour beaucoup tout cela est très surprenant. Depuis plus de cent ans ceux qui croyaient savoir ce qui allait arriver dans les campagnes du monde ont prédit la disparition de la paysannerie. Et aujourd'hui elle aurait déjà dû disparaître. Bien au contraire, intégrés au sein de La Via Campesina, les paysans se rassemblent partout, telle une voix déconcertante et discordante au sein du chœur qui chante les louanges de la globalisation.

La présence de La Via Campesina n'a pas été ignorée. Portant des casquettes vertes sombre, des foulards, des t-shirts blancs, agitant des drapeaux verts avec son logo aux couleurs vives, et chantant des slogans avec énergie, les membres de La Via Campesina lui ont donné par leurs actions une voix, chaque fois plus visible et audible. C'est la voix de l'opposition radicale à la globalisation d'un modèle néolibéral d'agriculture contrôlée par les grandes entreprises.

Cette résistance a pris une tournure dramatique le 10 septembre 2003 - le premier jour de la Cinquième Rencontre Ministérielle de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) à Cancún au Mexique avec la mort tragique du leader des fermiers Coréens, Lee Kyung Hae. Lee avec 120 autres Coréens s'était joint à la délégation de la Via Campesina à Cancún afin d'expulser l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) du secteur de l'agriculture. Portant le slogan: "L'OMC tue les paysans", Lee a marché vers les hautes clôtures métalliques érigées pour "protéger" des protestataires les négociateurs du commerce et s'est tué en se poignardant.

Cet acte de résistance tragique et définitif est le symbole de ce que La Via Campesina n'a pas cessé de répéter: La libéralisation de l'agriculture est une guerre contre les paysans et les paysannes, elle décime les communautés rurales et détruit les familles paysannes. Le cri désespéré de Lee pour le changement a contribué à renforcer la Via Campesina qui, à partir de cet instant, a déclaré le 10 septembre comme la Journée Internationale de Protestation contre l'OMC.

La visibilité croissante de La Via Campesina en tant qu'acteur social déterminant, profondément enraciné dans les communautés locales tout en étant en même temps de plus en plus engagé et toujours plus efficace dans la scène internationale, a attiré l'attention de nombreuses organisations rurales cherchant d'autres options. Entre 2000 et 2004, quarante-deux organisations se sont jointes à La Via Campesina qui comprend actuellement quelque 150 organisations dans 70 pays.

Une grande part du succès de La Via Campesina est dû au fait qu'elle équilibre - avec prudence mais non sans effort - les différents intérêts de ses membres. Elle doit gérer de manière transparente des problèmes de genre, de races, de classes, de cultures et des relations Nord/Sud susceptibles de causer des divisions. Selon La Via Campesina le conflit ne se déroule pas entre les paysans du Nord et ceux du Sud. La lutte se déroule plutôt entre deux modèles en compétition - et diamétralement opposés sur de nombreux aspects - de développement social et économique. D'un côté un modèle néolibéral globalisé, promu par les grandes entreprises, qui conçoit l'agriculture exclusivement comme une aventure vouée au profit dans laquelle les ressources productives sont de plus en plus concentrées dans les mains de l'industrie Agro-alimentaire. D'autre part, un modèle plus humain, un monde basé sur la souveraineté alimentaire. Dans ce deuxième modèle, celui que défend la Via Campesina, l'agriculture est dans les mains des paysans et des paysannes et fait appel à des modes de production, utilisant les ressources locales et destinés à fournir les marchés locaux. L'agriculture exerce une importante fonction sociale, tout en demeurant économiquement viable et écologiquement durable.

La formation et la consolidation de La Via Campesina est la preuve vivante que les familles paysannes n'ont pas été des complices complaisantes au cours de ce processus de restructuration économique. Elles n'en ont pas d'avantage été les victimes passives face à la pauvreté croissante et à la marginalisation. Bien au contraire, elles résistent activement à la globalisation d'un modèle d'agriculture imposé par les grandes entreprises. Elles utilisent trois armes traditionnelles des faibles ( l'organisation, la co-opération et la communauté) pour redéfinir le "développement" et pour construire un modèle alternatif qui va des petites coopératives agricoles aux banques de semences, aux initiatives de commerce

équitable, et à la récupération des pratiques agricoles traditionnelles. Elles unissent également leurs efforts au-delà de la sphère locale, en travaillant au niveau régional, national et international.

En constituant La Via Campesina, les organisations paysannes ont réussi à constituer un nouvel espace de dimensions internationales leur permettant d'exister dans l'arène internationale. La Via Campesina occupe cet espace avec les voix des paysans, en articulant leurs demandes et les options qui les concernent et en s'efforçant de résister à l'imposition d'un modèle d'agriculture aux mains des multinationales. La solidarité et l'unité vécues avec La Via Campesina entretient ce qui est peut-être le plus précieux de tous les dons, l'espoir. L'espoir qu'une "autre" agriculture est possible. En effet, La Via Campesina nous permet d'imaginer que le changement est possible et qu'un projet alternatif est en train de naître. Cela est clairement formulé dans le slogan de La Via Campesina: "Globalisons la lutte - globalisons l'espoir."

# Un regard sur La Via Campesina

---

*par François Houtart*

Pour un réseau mondial comme Via Campesina, il est fondamental de s'interroger sur le contexte politique international, car ce dernier constitue en effet une dimension importante de son action. Via Campesina est un acteur politique, non pas un parti évidemment, mais une organisation qui compte dans le champ des décisions collectives au plan international. On l'a vu, par exemple, lors des réunions de l'OMC.

## **1. La dynamique politique au plan mondial**

Un des aspects de la politique internationale contemporaine est l'affaiblissement progressif de l'unipolarité, c'est-à-dire de la domination de la Triade (Etats-Unis, Europe, Japon) à la fois à cause des crises économiques internes et de l'émergence progressive d'autres pays, tout comme de nouvelles initiatives introduisant d'autres logiques que celles de système capitaliste, comme c'est le cas aujourd'hui en Amérique latine.

Ce n'est évidemment pas la fin de l'hégémonie occidentale, car la Triade est encore le siège de près de 90% des entreprises multinationales, elle possède un poids prépondérant dans les organisations financières et commerciales mondiales, elle reste le centre de décision dans les domaines des prix, des finances, de la dette extérieure du Tiers Monde, du droit international et les Etats-Unis restent le bras armé du système, avec plus de 700 bases militaires dans le monde. Et cependant le système est en crise : bulles financières, dollar en baisse, déficit catastrophique de la balance des paiements et du budget américain, crises successives d'accumulation du capital, qui depuis les années 1970 poursuit une double offensive contre le travail et contre l'Etat (privatisations), dans le but de reconstruire ses capacités d'accumulation.

Il en est résulté après ce que l'on a appelé le *Consensus de Washington*, ou l'ère néolibérale de l'économie mondiale, une surexploitation des ressources humaines et de la nature. En fait, l'univers entier, l'ensemble des rapports collectifs de l'humanité, jusqu'à la nature elle-même, doivent aujourd'hui devenir des marchandises, seule exigence pour qu'elle puisse contribuer à l'accumulation du capital.

Dans ce contexte, quelques pays que l'on appelle émergents et situés dans les continents du Sud connaissent une croissance rapide, mais limitée à une minorité de leur population, dont sont exclus généralement les paysans et les paysannes. Certains d'entre eux, surtout en Amérique latine et en Asie, favorisent l'agro-industrie, comme source de devises étrangères en grande partie d'ailleurs consacrée à la consommation des 20% de privilégiés. Dans le reste du monde, ou bien la pauvreté et la misère augmentent en nombre, ou bien les classes moyennes urbaines sont économiquement de plus en plus vulnérables. Le tout s'inscrit sur la base d'une crise écologique s'avérant chaque jour plus grave et combinant le réchauffement par les gaz à effets de serre et la destruction de l'ozone supérieur par les particules infinitésimal.

Les grandes politiques internationales depuis les géostratégies pour le contrôle des ressources naturelles, jusqu'aux interventions financières des Etats, consiste à reproduire un système d'inégalités permettant d'assurer un haut niveau de consommation pour une minorité.

## **2. L'agriculture dans le contexte politique international**

Aujourd'hui, l'agriculture est devenue une des nouvelles frontières de l'accumulation du capital. Sur la base d'un calcul de rentabilité économique l'argument consiste à dire que pour nourrir près de 10 milliards de personnes dans un quart de siècle, il faut accroître la productivité des terres et donc leur rentabilité. Seul le capital est à même de réaliser cette tâche. En fait, c'est un mode de production agricole que l'on impose afin de permettre aux tenants du capital de s'emparer de cet immense gisement qu'est l'activité agricole. Or, cette dernière ne contribue que très marginalement aux gains capitalistes, tant qu'elle reste une agriculture paysanne. Il faut donc

la transformer en une agriculture productiviste capitaliste. C'est la vision de la Banque mondiale. D'où la concentration du capital financier, des politiques signifiant de véritables contre-réformes agraires, la puissance accrue de l'agro-industrie, la domination des grandes entreprises transnationales et l'élaboration de politiques nationales et internationales de la part des Etats. Cela débouche sur la monoculture, la destruction de la biodiversité et les grandes migrations internes et externes de paysans et paysannes appauvris, qui vont peupler les bidonvilles ou qui doivent s'exiler vers les pays plus riches. Cela concerne quelque 50 millions de personnes chaque année, avec le cortège de drames et de problèmes personnels et sociaux que l'on connaît.

Une telle réalité n'est pas sans effet sur le contexte politique international. A court terme, cette dernière permet la poursuite ou le développement de politiques agraires de plus en plus aléatoires cependant. C'est le cas en particulier des Etats-Unis ou de l'Union européenne. Mais c'est aussi le cas de pays du Sud, qui centrent une partie de leur croissance sur l'agro-exportation et abandonnent à leur sort leurs propres populations rurales. Ils définissent ainsi leur rôle au sein des organisations internationales compétentes, en finissant par renforcer le modèle agro-exportateur.

C'est ici que s'inscrivent les agrocarburants. Face à la conscience croissante du problème climatique - même George W. Bush en est arrivé à le reconnaître - l'exigence d'une diminution de l'effet de serre devient un objectif de politique internationale, comme les accords entre George W. Bush et Lula l'ont démontré à propos de l'éthanol. Il n'est pas question ici de rentrer dans des détails. Qu'il suffise seulement de signaler que les conditions dans lesquelles l'accroissement des agrocarburants se réalise, sont particulièrement négatives. Il s'agit notamment de la destruction de forêts et de la biodiversité pour étendre les monocultures de canne à sucre, de soja, de maïs, de tournesol, de palme oléagineuse (africaine), mais aussi d'expulsions souvent violentes des petits paysans, hommes et femmes et des communautés rurales (souvent indigènes). La concentration du pouvoir économique entre les mains d'un capitalisme agraire local et surtout d'entreprises transnationales de l'agrobusiness, des carburants et de la production automobile en constitue une des manifestations les

plus visibles. Il faut y ajouter une augmentation récente des prix des produits agricoles, liée, au moins partiellement, à la production actuelle et future d'agrocarburants. Tous ces éléments limitent, sinon annulent les effets climatiques avantageux tellement attendus. Bref, les politiques nationales et internationales dans ce domaine entrent bien dans la logique de l'accumulation à court et à moyen terme, beaucoup plus que dans celle d'une solution à long terme qui exigerait en effet une transformation radicale de la logique elle-même et du modèle de développement.

### **3. La fonction de Via Campesina**

Les options politiques de Via Campesina ont été claires dans ces domaines et elles méritent d'être approfondies sur certains points précis. Le premier est la nécessité d'analyser la question agraire dans son contexte global, c'est-à-dire dans sa liaison avec les grandes politiques tendant à reproduire ou accéder au modèle de développement dominant, celui d'une consommation accrue mais destructrice des êtres humains et de l'environnement. Une réaction contre le rôle que l'on veut faire jouer à l'agriculture dans ce domaine est une première tâche, mais qui exige que tous les mouvements paysans dans le monde soient conscients de l'enjeu et puissent analyser leur situation particulière et leur action dans cette perspective.

Les grandes géopolitiques contemporaines, y compris les menaces ou les déclarations de guerre, l'organisation et la réorganisation des organisations internationales, jusqu'à l'ONU, les politiques communes dans bien des domaines, dont la question agraire, tout cela doit entrer dans les perspectives des mouvements paysans, car ils en sont à la fois les victimes et les acteurs/actrices, parfois inconscients.

Cela exige, plus encore que par le passé, une présence et une action visible auprès des organes de la politique internationale, OMC, Union européenne, etc., afin de s'opposer et si possible faire obstacle à certaines politiques et faire connaître par ailleurs les alternatives qu'une agriculture paysanne peut apporter, à la fois pour le respect et la réhabilitation de la nature, pour la production des aliments et pour le bien-être du monde paysan.

Certains objectifs concrets pourront être choisis en fonction de leur urgence et de leur visibilité, car ils concernent également, au-delà du monde paysan, le bien-être même de l'humanité. Ce sont la défense de l'eau, le crédit pour les petits paysans, l'opposition aux privatisations et aux destructions des forêts, le droit de préserver et d'échanger les semences, la souveraineté alimentaire, les limites des agrocarburants. Tous ces thèmes ont été abordés. Il n'est pas question d'établir entre eux des hiérarchies, car ils sont tous prioritaires, mais bien d'en faire des objectifs susceptibles de mobiliser en un temps donné le plus grand nombre de forces sociales, en dépassant même les fonctions propres de l'agriculture.

Participer aux nouvelles initiatives politiques qui signifient des avancées vers un monde postcapitaliste, est aussi fort important, afin de montrer que les alternatives existent. C'est le cas de toutes les formes d'agriculture sociale, coopérative, biologique et de leur méthode renouvelée. Mais c'est aussi le cas de nouvelles organisations politiques, telle que l'ALBA (Alliance bolivarienne pour l'Amérique latine) ou la Banque du Sud, qui prévoient la participation organique des mouvements sociaux. Via Campesina a beaucoup à apporter en fonction de l'expérience des paysan(ne)s et de l'engagement du réseau. En particulier, à propos des agrocarburants, les conditions d'une production respectueuse de la biodiversité, sur la base d'une agriculture paysanne, dirigée en premier lieu vers les besoins locaux en énergie, libre de l'imposition de la logique économique des multinationales pour la production et la commercialisation des produits et l'attention à la sécurité alimentaire, sont tous des éléments qui peuvent faire l'objet de propositions concrètes et d'expérimentation.

En conclusion, nous pouvons dire que le contexte politique international concerne directement les objectifs d'un réseau tel que Via Campesina. Au départ du monde paysan, c'est l'ensemble des problèmes contemporains qui peut être abordé. Les tensions politiques, les conflits et les géostratégies ne sont jamais sans lien avec la question agraire.

Octobre 2007

# Evaluation du travail fait par Via Campesina depuis 2004

---

Le temps passe si vite qu'il semble que la IV<sup>ième</sup> conférence internationale de Sao Paulo était hier. Cela, parce que La Via Campesina, mouvement de paysans et de paysannes dont les membres appartiennent à 56 pays, a des activités très multiples et diverses. A un moment donné une lutte de paysans se déroule dans un village en Asie, quelques heures plus tard d'autres actions ont lieu en Europe, en Afrique et quand il fait nuit en Asie un autre combat commence en Amérique latine.

Les luttes de La Via Campesina vont de villages en villages, de villes en villes pour atteindre un niveau international. C'est un mouvement très actif partout où le néolibéralisme est imposé aux paysans et aux paysannes.

Ces trois dernières années, depuis la IV<sup>ième</sup> Conférence Internationale, où nous avons défini nos priorités, stratégies et programmes d'actions, La Via Campesina a beaucoup progressé gagnant de nombreuses batailles. Nous sommes cependant bien conscients que cette lutte est sans fin.

La lutte de Via Campesina a aussi inspiré, stimulé et nourri la résistance de mouvements sociaux ainsi que de certains gouvernements contre les politiques néolibérales. Dans plusieurs pays d'Amérique latine, des gouvernements progressistes sont arrivés au pouvoir après des années de mobilisation et une perception croissante des effets désastreux des politiques libérales. La mobilisation populaire a aussi augmenté la résistance des gouvernements en Afrique et en Asie.

## **Via Campesina a joué un rôle très actif dans la lutte contre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et contre les Accords de Libres Echanges (ALE)**

La mobilisation de Hong Kong en décembre 2005 a remporté de grands succès et nous nous sommes aussi mobilisé(e)s avec succès à Genève de nombreuses fois. L'impasse actuelle dans laquelle se trouvent les négociations de l'OMC est la conséquence de nos luttes de ces dernières années.

Nos luttes contre les Accords de Libre-Echange (ALE) ont remporté quelques succès, par exemple contre les ALE aux Amériques. Nous sommes maintenant en train de renforcer notre lutte contre les Accords de Libres Echanges (ALE). Lors de notre séminaire sur les ALE en France en janvier 2008, nous avons travaillé sur notre stratégie internationale. Notre lutte contre les ALE sera le prolongement de notre lutte contre l'OMC.. C'est ensemble que nous arrêterons les ALE!

## **La lutte pour la réforme agraire est de nouveau à l'ordre du jour**

Lors de la Conférence Internationale de la FAO sur le Développement Rural et la Réforme Agraire (ICARRD) de mars 2006 La Via Campesina a influencé la discussion et la déclaration. Il a été très intéressant de constater que la Banque Mondiale avait très peu d'influence dans le débat. Il ne lui a pas été possible de contrôler politiquement l'ordre du jour comme c'était le cas dans le passé. C'est la première fois que la FAO a inclus le principe de Souveraineté Alimentaire dans sa déclaration.

Notre lutte contre les programmes de réforme agraire préconisés par la Banque Mondiale, s'est intensifiée, permettant aux mouvements sociaux et aux gouvernements d'appréhender les impacts négatifs de ce programme d'influence néo-libérale. Des actions directes d'organisations membres de Via Campesina pour occuper la terre, continuent à avoir lieu en Amérique Latine et en Asie. La lutte pour la terre est de nouveau à l'ordre du jour!

## **Des victoires sur le front des semences**

Un autre combat se livre contre les OGM et la technologie terminator. Nous avons gagné une bataille à Curitiba (mars 2007) car le moratoire sur la technologie terminator a été maintenu en dépit de la pression intense des industriels. En Europe, Asie et Afrique, la résistance contre les OGM est très active et limite sérieusement les possibilités d'expansion de cette technologie. Récemment en Inde nos membres ont entrepris des actions importantes visant à détruire des champs d'OGM. En France l'introduction du maïs de Monsanto a été arrêtée, et si nous parvenons à chasser ce maïs d'Espagne, l'Europe sera sans OGM!

En Afrique aussi, la résistance des gouvernements s'accroît. Ce sont les résultats concrets de nos luttes.

Au Brésil des terres de Syngenta étaient occupées. En réaction à l'occupation la répression a été intensifiée et un militant du MST est décédé tué par les balles d'un tireur engagé par Syngenta-Brasil.

## **Construire la Souveraineté Alimentaire**

Nous avons avancé sans relâche sur le principe de la Souveraineté Alimentaire. Le principe de la Souveraineté Alimentaire est maintenant omniprésent dans toutes les discussions sur les politiques agricoles et alimentaires. Lors du Forum de Nyéléni au Mali nous avons renforcé notre engagement avec les autres mouvements sociaux et notre lutte pour la souveraineté alimentaire.

Dans certains pays un processus légal s'est enclenché pour inscrire la souveraineté alimentaire dans la constitution. Nous continuons à nous battre pour une Charte du droit des paysans et nous espérons que nos droits en tant que paysans, hommes et femmes, seront reconnus comme des droits humains fondamentaux.

## **La migration est un problème très inquiétant pour La Via Campesina**

La Via Campesina a collaboré de façon très active avec des organisations de migrants lors des mobilisations de Hong Kong. En Amérique du Nord des actions importantes ont été entreprises par

des employés agricoles frontaliers. L'année dernière le comité des travailleurs migrants de La Via Campesina s'est réuni et a développé plusieurs actions concrètes.

## **Renforcer les actions des femmes**

Les Femmes de Via Campesina ont organisé une conférence importante sur les droits des femmes en Galice (Espagne) et ont pris l'initiative d'actions importantes telles que celle contre les plantations d'eucalyptus d'Aracruz au Brésil. Les femmes de Via Campesina ont consolidé les actions régionales dans plusieurs régions. Ce sont des pas significatifs vers une participation entière des femmes dans nos organisations.

## **Les mouvements de jeunes accroissent leurs activités**

Les mouvements de jeunes de La Via Campesina ont organisé des réunions dans de nombreuses régions (Amérique centrale, Europe, Afrique, Asie du Sud-Est) et préparent maintenant une deuxième Assemblée Internationale avant la V<sup>ième</sup> Conférence.

## **Solidarité lors de catastrophes naturelles**

Lorsque le tragique tsunami de l'Océan Indien a détruit de grandes zones côtières en Indonésie, en Inde, à Ceylan et en Thaïlande en fin 2004, Via Campesina a pu porter secours aux victimes dans un grand effort de solidarité. De même lors des ouragans dans les Caraïbes, en Amérique centrale et aux USA, notre effort de solidarité a aidé les victimes.

## **Réchauffement climatique et agrocarburants**

En 2007, nous avons débuté des combats sur de nouveaux fronts: le réchauffement climatique et les agrocarburants. Les petits agriculteurs et agricultrices peuvent apporter une solution à ce problème car leur mode de production basé sur des ressources locales aidera à inverser le réchauffement climatique.

Le village de solidarité organisé à Bali a vu le lancement de nos positions et notre volonté d'être partie prenante dans la résolution de ce terrible problème. Nous allons devoir lutter contre les agrocarburants ainsi que contre les autres solutions imposées par

les compagnies multinationales qui veulent en profiter pour détruire l'agriculture familiale et augmenter leur profit et leur contrôle.

## **Progrès réalisés pour améliorer le fonctionnement interne depuis la V<sup>ième</sup> Conférence**

Nous avons travaillé au renforcement des régions. Dans toutes les régions nous tenons plus de réunions régulières et des équipes facilitent le travail régional et la participation aux activités internationales.

Plusieurs commissions de travail internationales ont augmenté leur niveau d'activité. Cependant nous pensons que leur fonctionnement doit continuer à s'améliorer.

Le Comité de Coordination International et le secrétariat opérationnel international ont augmenté leur capacité pour suivre l'augmentation des activités internationales.

Cependant nous avons encore besoin de beaucoup de bras pour nous aider à assumer les responsabilités; nous avons besoin de plus de dirigeant(e)s prêt(e)s à prendre des responsabilités dans notre mouvement. Nous avons commencé des formations pour les salarié(e)s et les responsables et nous développons une méthodologie de formation.

Dans ce processus positif de transformation de Via Campesina en un mouvement plus large, plus actif, plus décentralisé, nous devons nous assurer que nous renforçons aussi le processus de consultation des organisations nationales et régionales, et que nous encourageons la participation des dirigeant(e)s aux processus régionaux et internationaux.

### **Défis des années à venir**

Nous devons continuer à promouvoir et à introduire le principe de souveraineté alimentaire dans des espaces nouveaux en le clarifiant et en le renforçant. Les acquis du Forum de Nyéléni nous permettent d'aller de l'avant avec un calendrier soutenu largement par des mouvements sociaux importants. Cela nous permettra de continuer à construire des alliances. Nous devons aussi consacrer

plus de temps et d'efforts à la compréhension des stratégies et des objectifs des mouvements d'autres secteurs pour nous renforcer mutuellement.

Nous devons augmenter notre capacité à analyser le contexte politique international et à définir les opportunités de changement positif. En quoi la FAO et le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies sont-ils importants pour nous? Quel type de relations pouvons-nous avoir avec les gouvernements qui nous sont favorables?

Nous devons aussi continuer et intensifier nos actions contre les Accords de Libres Echanges (ALE) et les Accords de Partenariat Economiques (APE) et si nécessaire contre l'OMC. La lutte contre les ALE-APE est très complexe à cause de la diversité des accords qui sont en négociation. D'un autre côté, les effets négatifs sont bien plus clairs et plus perceptibles pour les personnes concernées.

Les OGM, la technologie terminator, la privatisation et la libéralisation sont encore perçus comme des éléments clés par les multinationales pour contrôler le secteur agricole et éliminer l'agriculture paysanne. Nous devons continuer notre lutte et développer une stratégie de long terme plus cohérente face aux compagnies multinationales. Notre but est-il leur démantèlement? Quelle alternative offrons-nous? Nous devons aussi en discuter avec les syndicats.

Via Campesina doit continuer à promouvoir la réforme agraire et trouver des façons plus efficaces de soutenir et de renforcer les luttes locales pour la terre, le territoire et l'accès aux ressources naturelles.

La Charte des Droits des Paysans peut devenir une référence légale importante au niveau international et constituer un soutien supplémentaire pour nos propositions. Nous devons intensifier et socialiser le débat autour de cette charte dans notre organisation et en faire un outil de défense des droits des paysans et des paysannes.

## **Défis quant au fonctionnement interne de Via Campesina**

Via Campesina est en pleine transformation et croissance. Il est d'une importance cruciale que nous restions un mouvement souple et que nous puissions créer des mécanismes horizontaux pour intégrer des personnes afin d'augmenter notre capacité à organiser des actions et à nous mobiliser.

Nous avons besoin de renforcer la direction de l'organisation, d'améliorer la formation de notre personnel et des bénévoles, et d'améliorer leur intégration au mouvement en évitant que "des mécanismes du style ONG" influent sur notre mode de fonctionnement.

Nous devons approfondir et élargir notre capacité d'analyse: c'est une condition préalable pour une action efficace.

Nous devons aussi renforcer l'intégration des femmes et des jeunes dans notre mouvement. Ils joueront un rôle crucial dans le processus de transformation de Via Campesina en un mouvement plus fort et plus efficace.

### **Qu'est ce que cela signifie de façon pratique?**

- Nous devons considérer la formation, l'éducation et le savoir comme des outils-clés pour le développement et le renforcement de nos mouvements. Ceci commence au niveau local et se trouve renforcé au niveau régional et international.
- Nous devons continuer à renforcer la capacité régionale (de nos équipes salariées et de nos leaders paysans, hommes et femmes) afin de devenir plus autonome. Nous voulons décentraliser l'organisation des actions et améliorer la coordination entre les niveaux régionaux et le niveau international pour qu'ils travaillent en complémentarité.
- Nous devons considérer les commissions de travail Internationales comme des espaces-clés pour former de nouveaux dirigeant(e)s sur des points spécifiques, pour accumuler des savoirs et développer des initiatives. Nous devons trouver des manières d'améliorer la communication et l'échange d'information parmi les membres de chaque comité.

- Nous devons définir plus clairement le type d'initiative que nous attendons de nos campagnes internationales. Quelle est la meilleure façon de soutenir nos activités au niveau local?
- Nous devons socialiser nos plans d'actions afin d'approfondir notre compréhension commune de ce que sont des actions et des mobilisations efficaces.

# Perspectives et valeurs de la Via Campesina

---

*L'heure de la souveraineté alimentaire est venue! Les petits agriculteurs peuvent jouer un rôle actif dans les transformations de la société pour un monde plus juste.*

Paysan-ne-s, petits agriculteurs, sans terres, peuples indigènes, travailleurs agricoles, hommes et femmes sont unis dans la Via Campesina pour obtenir la souveraineté alimentaire et arrêter le processus néo-libéral destructeur. La souveraineté alimentaire est le droit des peuples et des gouvernements de choisir la façon dont la nourriture est produite et consommée, dans le respect du bien être et des cultures de tous. C'est aussi le droit de choisir les politiques qui vont accompagner ces choix.

Nous représentons presque la moitié de la population mondiale et sommes tout à fait capables de produire l'alimentation de nos familles et de toutes les personnes vivant sur la planète! Nous sommes organisé(e)s dans des communautés qui ont une longue expérience de gestion des ressources naturelles et de la production d'une alimentation qui soit saine, nutritive, adaptée aux cultures locales, et produite de façon durable à partir des ressources disponibles localement. De concert avec les pêcheurs, les indigènes, les pasteurs et d'autres qui vivent dans les régions rurales, nous avons le droit d'exister, d'être respecté(e)s et de vivre une vie digne! Nous voulons établir des liens étroits avec les personnes vivant dans les milieux urbains afin de leur fournir une alimentation saine sans l'interférence destructrice des multinationales.

## **L'agriculture et la production alimentaire sont dominées par les multinationales**

Les compagnies transnationales ont comme objectif déclaré la destruction de l'agriculture paysanne. Leur but est d'industrialiser la production agricole, ce qui amène les paysans et paysannes à devenir des travailleurs salariés sur les plantations et propriétés contrôlées de ces multinationales ainsi que des consommateurs de leurs produits et des habitants de bidonvilles.

Elles cherchent délibérément la complète intégration verticale ainsi que la pleine domination et le contrôle sur l'alimentation et l'agriculture depuis la semence jusqu'à l'assiette pour faire de gros profits. Les travailleurs (hommes et femmes) sont exploité(e)s. Le pouvoir économique et politique se concentre et les communautés rurales sont en voie de destruction.

L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) sont les institutions clés qui mettent en oeuvre ces politiques néo-libérales. Elles le font par le truchement de la libéralisation du commerce (tels que les accords de libre échange), le dumping de surplus qui détruisent les marchés locaux, le brevetage du vivant, la privatisation par les multinationales des terres, de l'eau et des semences, l'introduction d'organismes génétiquement modifiés et d'agrocarburants.

Ces organismes ont été conçus et utilisés uniquement comme instruments de domination par les grandes firmes et les gouvernements des pays industrialisés, surtout les Etats-Unis, le Japon, et les pays de l'Union Européenne.

## **De vraies réformes agraires devraient apporter des changements radicaux**

Les organisations de la Via Campesina croient qu'un changement fondamental est de toute première nécessité. Nous avons besoin de vraies réformes agraires dans nos pays pour soutenir la production paysanne. Nous avons bâti un mouvement international puissant et nous avons réussi à orienter le débat international sur l'agriculture vers la souveraineté alimentaire et la réforme agraire. Nous voyons que l'intérêt pour la souveraineté alimentaire croît

dans l'opinion publique, dans certaines institutions internationales ainsi que dans certains gouvernements nationaux. De plus en plus de personnes et d'organisations sont convaincues comme nous que des changements sont nécessaires et possibles!

## **Nous devons respecter la nature et ses ressources**

La Via Campesina promeut un respect profond pour la biodiversité de notre planète, composée de toutes les richesses de la nature, des écosystèmes, des cultures et des savoirs traditionnels des peuples. Toutes les formes de vie animale et végétale, les relations humaines et économiques, les coutumes, les cultures et les formes de gouvernance des peuples font partie de la biodiversité. La diversité, c'est la vie; c'est notre propre mode de vie et nous devons la défendre.

Nous devons respecter, conserver, restaurer et protéger, pour les générations futures, toutes les ressources naturelles de notre planète comme la terre, l'eau, la faune, la flore et les minéraux. Nous devons utiliser des techniques agricoles permettant de produire des aliments sains et de respecter notre environnement. Nous ne devons pas utiliser des technologies telles que les manipulations génétiques qui mettent en danger les ressources naturelles.

## **La terre devrait être utilisée au service de la société**

La terre est une ressource naturelle rare qui doit avant tout servir à la vie et profiter à la société. Via Campesina défend la démocratisation de la propriété foncière et de son utilisation. Nous sommes opposés à la concentration de la propriété et de l'utilisation de la terre dans le but d'exploiter d'autres peuples ou d'autres nations.

Nous défendons une véritable réforme agraire qui garantisse à chacun le droit de travailler la terre et qui donne la priorité à des formes d'agriculture familiales, collectives et coopératives. Nous défendons les droits des paysans et des paysannes à s'organiser de différentes manières dans les communautés et les endroits où ils habitent. Il est nécessaire que les gouvernements et les états protègent et encouragent l'agriculture familiale, paysanne et

coopérative par des politiques de prix agricoles adaptés, par un conseil technique approprié et par la garantie de l'accès aux marchés. L'ensemble de ces mesures doit permettre de produire une alimentation qui respecte et préserve nos cultures.

## **Les semences sont la vie**

L'humanité s'est développée jusqu'à présent grâce à la reproduction libre des semences et à leur accès démocratique. La Via Campesina défend le principe que les paysans, les paysannes et leurs communautés ont le droit et le devoir de produire, de préserver et d'échanger leurs propres semences car c'est le meilleur moyen de préserver la biodiversité. Nous nous opposons au développement et à l'utilisation de semences transgéniques, au monopole commercial et au brevetage des semences et des savoirs. Nous demandons aux états de financer et de soutenir la recherche pour la préservation et la culture de semences locales et traditionnelles qui doivent appartenir aux peuples. Les semences sont un patrimoine des peuples, elles doivent être au service de l'humanité.

## **Les femmes jouent un rôle clé dans la production alimentaire et dans la prise de décision**

La Via Campesina veut que les droits de la femme soient pleinement reconnus et respectés. Les femmes devraient donc avoir un accès égal aux ressources productives. Nous voulons aussi atteindre une pleine et égale participation des femmes à tous les niveaux et dans tous les espaces de nos organisations. Nous nous engageons à lutter contre toute forme de violence et de discrimination à l'encontre des femmes.

## **Les jeunes sont le présent et le futur de nos campagnes**

Il est essentiel d'inclure pleinement les jeunes dans notre mouvement et de créer une perspective positive pour eux dans nos communautés. Ils ne sont pas seulement le futur, mais également le présent, car ils participent activement à la construction et au renforcement de nos organisations. Les jeunes constituent donc des acteurs de changement social dans les zones rurales. Ils doivent avoir accès aux ressources productives telles que la terre, les semences, l'eau...

Nous devons aussi accorder de l'importance aux enfants qui contribuent aussi au processus de changements sociaux.

## **Nous devons prendre en compte collectivement et de manière responsable la question des migrants**

Des conditions de vie désespérées et la recherche d'un futur décent forcent des millions de personnes à travers le monde à migrer. La plupart d'entre eux et d'entre elles viennent de régions rurales. Nous devons défendre leurs droits et respecter leurs efforts pour trouver une vie décente. Nous devons soutenir l'amélioration de conditions de vie partout afin de prévenir des migrations forcées. Nous devons aussi défendre les droits des migrant(e)s dans les pays qui les reçoivent.

## **Droits humains pour tous les paysans et petits agriculteurs, hommes et femmes**

Les personnes vivant en milieu rural sont encore victimes de nombreuses formes de violence qui les empêchent d'accéder à des droits fondamentaux comme l'alimentation, l'eau, le travail, un logement décent, les services d'éducation et de santé, le repos et la culture. Il existe également des violences physiques et psychologiques telles que le travail forcé sans rémunération, l'esclavage, la torture, l'emprisonnement, l'immigration, l'exil, et même des assassinats. Beaucoup sont victimes de conflits armés et de guerres. Nous luttons pour que les droits humains individuels, sociaux, collectifs, politiques, économiques, culturels soient respectés dans toutes les communautés, dans tous les groupes sociaux et par tous les gouvernements et régimes politiques. Le droit à la terre est un droit humain fondamental. Nous soutenons de nouvelles relations sociales libres d'oppression et d'inégalité entre hommes et femmes, peuple, races, classes et générations et nous continuerons notre combat pour un monde sans guerre et sans arme nucléaire.

## **Nous avons besoin de marchés justes, d'une production et d'une distribution contrôlées**

La Via Campesina milite pour un modèle décentralisé basé sur la souveraineté alimentaire qui promeut une production appartenant

aux agriculteurs et agricultrices et contrôlée par eux. Elle défend une transformation et une distribution des produits par des coopératives qui appartiennent aux agriculteurs et aux agricultrices et qui sont contrôlées par eux, ou par des associations qui soient au service des paysans, des paysannes et de leurs familles. Le commerce agricole doit être basé sur des relations équitables et de coopération. L'alimentation ne peut pas être commercialisée comme un simple marchandise en vue d'obtenir des avantages économiques et politiques. Le commerce agricole doit être juste entre tous les acteurs économiques.

## **Les paysan(ne)s et petits agriculteurs refroidissent la planète**

Une des causes principales de l'augmentation de la quantité de gaz à effet de serre produits par l'agriculture est le développement de productions industrielles à haute utilisation d'intrants. L'utilisation d'engrais, de pesticides, les transports sur de longues distances et le haut niveau de mécanisation vont de pair avec une utilisation importante d'énergies non-renouvelables. Une agriculture à faible niveau d'intrants (pesticides et engrais chimiques), basée sur des ressources locales et destinée principalement à la consommation domestique est l'une des solutions au réchauffement climatique. Les paysan(ne)s et petits agriculteurs peuvent apporter une contribution non négligeable à la résolution de ce problème global.

## **Les institutions doivent être démocratisées**

Nous avons besoin d'institutions qui soutiennent la mise en place de la souveraineté alimentaire, protègent nos droits et intérêts contre les actions destructrices des multinationales, des grands propriétaires fonciers et des autres acteurs qui abusent de leur pouvoir pour accumuler de la richesse en exploitant les peuples et en pillant les ressources. D'une part, nous avons besoin d'institutions internationales qui créent des espaces nouveaux et posent des cadres permettant aux gouvernements nationaux et locaux de répondre aux besoins de leurs populations. Nous avons besoin d'institutions internationales qui soient en mesure de contrôler les gouvernements nationaux lorsque ceux-ci se montrent répressifs, corrompus, lorsqu'ils ne respectent pas les droits de leurs peuples ou lorsqu'ils vendent leurs pays aux

entreprises multinationales. D'autre part, nous devrions nous débarrasser des institutions internationales qui violent les droits des peuples, comme l'OMC, la Banque Mondiale et le FMI. Nous avons besoin d'une redéfinition du rôle et du fonctionnement des organismes internationaux, pour qu'ils soient fondés sur l'égalité, la justice, un fonctionnement participatif et les droits des hommes et des femmes.

## **Nos valeurs communes nous aident à devenir plus forts et à contribuer à la transformation nécessaire de nos sociétés**

La façon dont nous nous comportons comme personnes dans nos sociétés et dans notre mouvement est essentiel pour les changements que nous cherchons à réaliser ainsi que pour le renforcement de notre mouvement. Les relations dans nos sociétés doivent être fondées sur la culture de valeurs qui profitent à l'Humanité comme la solidarité, la justice sociale, politique et économique, l'égalité et la démocratie. Ces valeurs ne doivent pas constituer de simples déclarations de principes mais elles doivent orienter nos comportements au quotidien et ceux de nos mouvements, organisations, régimes politiques et états.

Nous voulons renforcer la solidarité et l'unité parmi les membres (hommes et femmes) de notre mouvement, et respecter la diversité au travers des alliances avec d'autres organisations. Dans notre organisation nous cherchons à construire le consensus le plus large possible basé sur des mécanismes collectifs de prise de décision. Nous respectons des positions minoritaires. La participation active de toutes et de tous est notre objectif principal. Nous apprécions la diversité de cultures, philosophies et religions. Nous combattons toutes les formes de discrimination et préjugé sexiste et culturel. Nous défendons le droit à l'égalité des hommes et des femmes, sans discrimination fondée sur le sexe, l'âge, la couleur, la caste, la religion ou l'ethnie.

Nous nous engageons à apprendre continuellement, à approfondir notre analyse et compréhension et à rester ouvert(e)s à la critique et à être prêt(e)s à changer. Nous voulons être forts et radicaux dans nos actions. Des actions fortes sont nécessaires pour gagner l'attention des personnes qui nous gouvernent et d'un public plus

large, pour arrêter les actions destructrices des multinationales et pour provoquer le changement nécessaire dans l'équilibre du pouvoir qui nous permettra d'arriver à des solutions au service des besoins des peuples. Toutefois, nos actions sont toujours non-violentes et l'intégrité des personnes doit toujours être respectée.

En tant que mouvement nous essayons aussi d'organiser nos réunions et rencontres en étant cohérent avec nos principes: en utilisant des ressources locales, en étant logés dans des endroits simples et en appréciant la nourriture produite par les paysans qui nous reçoivent. Nous essayons de rester aussi indépendants que possible de ressources externes, nous choisissons des options de faible coût et construisons parfois même nos propres lieux pour répondre à nos besoins de rassemblement

## **Construire une nouvelle société ne sera possible qu'avec des alliés et un large soutien de la société civile**

La Via Campesina est convaincue que la création d'alliances est cruciale pour obtenir des changements sociaux profonds. Durant le Forum international sur la souveraineté alimentaire, Nyeleni 2007, des mouvements sociaux clés se sont rassemblés et se sont mis d'accord sur une stratégie commune et un programme d'actions en faveur de la souveraineté alimentaire. Nyéléni 2007 était un moment très fort qui nous a montré qu'il existe un élan partagé pour la souveraineté alimentaire et que nous pourrions développer notre lutte dans les années à venir.

La Via Campesina souhaite mieux comprendre l'analyse et les priorités de ses alliés afin de continuer à construire un agenda commun pour la souveraineté des peuples. Ceci est indispensable pour être capables de continuer notre lutte commune de manière réellement solidaire. A l'heure actuelle, l'équilibre des forces ne nous est pas encore favorable. Ceci veut dire que nous devons continuer à accumuler de la force. Nous devons continuer de consolider nos mouvements et notre agenda par le biais d'actions mobilisatrices, d'analyses poussées et de campagnes massives de formation et d'éducation. Nous devons développer une analyse plus approfondie de l'idéologie néolibérale et développer nos propres idées et concepts, afin de miner la crédibilité de cette idéologie et proposer de réelles alternatives.

## **La Via Campesina: dynamique et confiante dans l'avenir!**

Depuis sa création en 1993, les organisations membres de La Via Campesina ont été sur le devant de la lutte contre la globalisation néolibérale. En unissant leurs forces dans la Via Campesina, les organisations paysannes ont réussi à porter la voix des paysans et des paysannes sur la scène internationale et à se faire entendre. Nous avons confiance que, de concert avec d'autres mouvements sociaux, ONG, chercheurs, amis dans des institutions gouvernementales et internationales, nous pourrons bâtir une large alliance qui oeuvre pour le changement!





Soirée de clôture de la Cinquième Conférence.

## **C. Documents de positions sur des thèmes spécifiques**

## Changement climatique

# L'agriculture paysanne durable refroidit la planète

---

Les modes de production et de consommation actuels sont à l'origine d'une destruction massive de l'environnement et du changement climatique, qui met en danger l'écosystème de notre planète et mène la communauté humaine au désastre. Le réchauffement climatique démontre les effets d'un modèle de développement fondé sur la concentration du capital, une forte consommation d'énergies fossiles, la surproduction, le consumérisme et la libéralisation du commerce. Le réchauffement climatique a débuté il y a plusieurs décennies mais la plupart des gouvernements ont refusé de s'attaquer à la racine et aux causes du problème. Ce n'est que récemment, dès lors que les compagnies transnationales ont pu mettre en place des mécanismes financièrement hypers rentables, que des solutions possibles ont fait leur apparition, sous forme de propositions définies et contrôlées par ces grandes entreprises et soutenues par les gouvernements .

Partout dans le monde, les paysans et paysannes s'associent avec d'autres mouvements sociaux, organisations, peuples et communautés pour revendiquer et développer des transformations radicales tant du point de vue social, qu'économique ou politique, ceci afin de renverser la tendance actuelle.

Les pays industrialisés et l'industrialisation de l'agriculture sont les plus grandes sources d'émission de gaz à effet de serre. Mais les agriculteurs et les communautés rurales - et plus particulièrement les petits agriculteurs et agricultrices et les communautés rurales

des pays en voie de développement – sont les premiers et premières à pâtir du changement climatique. Les changements du climat génèrent des sécheresses inhabituelles, des inondations et des tempêtes, qui s'accompagnent de maladies et nuisibles inconnus détruisant les récoltes, les sols, le bétail, et les fermes. De plus, les espèces végétales et animales continentales ou sous-marine, sont menacées ou disparaissent à une vitesse sans précédent en raison des effets combinés du réchauffement et des modes d'exploitation industriels. La vie est largement mise en danger par la diminution des ressources en eau douce disponibles.

Les conséquences du changement climatiques vont au-delà des impacts directement tangibles. Un temps changeant et imprévisible signifie que les savoir-faire locaux, qui étaient jusqu'alors à la base de pratiques agricoles s'adaptant parfaitement aux spécificités climatiques, vont devenir moins pertinents. Ceci rendra les paysans et les paysannes encore plus vulnérables et dépendants des intrants et des techniques venant de l'extérieur.

Pour s'adapter à ces nouvelles situations imprévisibles, les paysans doivent sélectionner des semences et modifier leurs systèmes de production. Les sécheresses et les inondations provoquent de mauvaises récoltes, augmentant donc le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde. Des études prévoient une chute des rendements agricoles de 3 à 16% d'ici 2080. Dans les régions tropicales, le réchauffement climatique est susceptible de conduire à un déclin important de l'agriculture (jusqu'à 50% au Sénégal et 40% en Inde) et à une accélération de la transformation en déserts des terres cultivables. Dans le même temps, des superficies considérables en Russie et au Canada vont potentiellement devenir des terres arables et ce pour la première fois dans l'histoire de l'humanité. Mais aujourd'hui, on ne sait pas bien encore quelle sera la capacité productive de ces régions. On s'attend à ce que des millions d'agriculteurs soient déplacés de leurs terres. De tels changements sont considérés par l'industrie comme une opportunité économique puisqu'elle y voit un accroissement potentiel des exportations et des importations d'aliments. Mais en réalité, tout ceci ne fera qu'augmenter la faim et la dépendance dans le monde.

La production et l'utilisation d'aliments par les multinationales

contribuent sensiblement au réchauffement climatique et à la destruction des communautés rurales. Le transport d'aliments d'un continent à l'autre, la monoculture intensive, la destruction des terres et des forêts, et l'utilisation d'intrants chimiques en agriculture font de l'agriculture une activité énergivore contribuant au changement climatique. En raison des politiques néo-libérales imposées par l'organisation mondiale du commerce, par les accords régionaux et bilatéraux de libre échange, par la banque mondiale et le fond monétaire international, les aliments sont produits en ayant recours à des pesticides et des engrais dont la production consomme du pétrole. Du fait de ces mêmes politiques, les aliments sont transportés tout autour de la terre pour être transformés et consommés.

Via Campesina, en tant que mouvement regroupant des millions de petits producteurs et productrices au travers le monde, affirme que le moment est venu de modifier radicalement notre façon de produire, de transformer, de commercialiser et de consommer les produits alimentaires et agricoles. Nous croyons que les petites fermes en agriculture durable et la consommation d'aliments locaux peuvent renverser la tendance dévastatrice actuelle et venir en soutien à des millions de familles vivant de l'agriculture. L'agriculture peut aussi contribuer à réduire l'effet de serre par des pratiques qui permettent de stocker du CO<sub>2</sub> et qui réduisent considérablement l'utilisation d'énergie sur les fermes.

## **L'agriculture industrielle contribue largement au réchauffement global et au changement climatique**

### **1/ En transportant des aliments tout autour de la terre**

Pendant que des aliments frais et emballés voyagent inutilement autour du monde, l'accès aux marchés locaux et nationaux est refusé aux propres producteurs du pays. En Europe et aux Etats-Unis, il est désormais courant de trouver des fruits et légumes, de la viande ou du vin, ayant été produits en Afrique, en Amérique du Sud, ou en Océanie.

De même, on trouve du riz asiatique en Amérique ou en Afrique. Le fuel fossile utilisé pour le transport des aliments relâche dans l'atmosphère des tonnes de CO<sub>2</sub>. L'organisation des paysans

suisses UNITERRE a calculé qu'un kilogramme d'asperges importé du Mexique nécessite 5 litres de kérosène pour être transporté par avion jusqu'en Suisse (11'800km). Dans le même temps, pour arriver jusqu'au consommateur un kilo d'asperges produit en Suisse ne consomme que 0,3 litres de pétrole.

## **2/ En imposant des modes de production industriels (mécanisation, intensification, utilisation de produits chimiques, monoculture...)**

L'agriculture « soit-disant modernisée » et en particulier les systèmes de monoculture industriels, détruisent les processus naturels d'humification qui ont lieu dans les sols (stockage du CO<sub>2</sub> sous forme de matière organique) et les remplacent par des procédés chimiques utilisant des engrais et des pesticides. En raison notamment de l'utilisation d'engrais chimiques, l'agriculture intensive et la monoculture pour l'alimentation animale produisent d'importantes quantités de dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>). Or, ce gaz arrive troisième au palmarès des gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique. En Europe, 40% de l'énergie consommée sur les fermes est dû à la production des engrais azotés. Par ailleurs, la production industrielle consomme beaucoup plus d'énergie (et relâche dans l'atmosphère beaucoup plus de CO<sub>2</sub>) pour la transformation des aliments et pour faire fonctionner les énormes tracteurs qui labourent et travaillent la terre.

## **3/ En détruisant la biodiversité et son potentiel de capture du carbone**

Le carbone présent dans l'air est naturellement capturé par les plantes puis stocké dans le bois ou sous forme de matières organiques dans les sols. Certains écosystèmes, comme les forêts primaires, les tourbières, et les prairies stockent plus de carbone que d'autres. Ce mécanisme du cycle du carbone participe à l'équilibre du climat depuis des millénaires. Les multinationales ont désormais détruit cet équilibre en imposant l'extension généralisée d'une agriculture industrielle (utilisant massivement des pesticides et des fertilisants produits à partir du pétrole), en brûlant des forêts pour créer des plantations en monoculture et en détruisant les tourbières et la biodiversité.

#### **4/ En convertissant les terres et les forêts en zones non agricoles**

Les forêts, les prairies et les terres cultivées sont rapidement converties en zones de production agricoles industrielles ou en centres commerciaux, en complexes industriels, en zones de logements, en infrastructures routières ou touristiques. Ces changements provoquent des relâchements massifs de carbone dans l'atmosphère et réduisent la capacité de l'environnement à absorber le carbone relâché dans l'atmosphère.

#### **5/ En convertissant l'agriculture d'un producteur d'énergie à un consommateur d'énergies**

Sur le plan énergétique, le rôle premier des plantes et de l'agriculture est de transformer l'énergie solaire en sucres et en cellulose qui peuvent être directement assimilés comme aliments ou transformés en protéines par les animaux. Par ce processus naturel de l'énergie est incorporé dans la chaîne alimentaire. Mais, au cours de ces deux derniers siècles, l'industrialisation de l'agriculture a fait de cette activité une consommatrice d'énergie (engrais, utilisation des tracteurs, produits chimiques issus du pétrole...)

### **Les fausses solutions**

**Les agrocarburants** (carburants produits à partir des plantes, de l'agriculture et de la forêt) sont souvent présentés comme une des solutions à la crise énergétique actuelle. D'après le protocole de Kyoto, d'ici 2020, 20% de la consommation énergétique globale devrait provenir de sources renouvelables, consommation d'agrocarburants incluse. Or, au-delà même de l'aberration de produire des aliments pour alimenter les voitures alors que de nombreuses personnes meurent de faim, la production industrielle d'agrocarburants va en fait **augmenter le réchauffement général du climat au lieu de le réduire**. La production d'agrocarburants va relancer les systèmes de plantations coloniaux, avec les formes de travail proches de l'esclavage qui vont avec. Elle va sérieusement accroître l'utilisation de produits chimiques et contribuer à la déforestation ainsi qu'à la destruction de la biodiversité. La production intensive d'agrocarburants n'est donc pas une solution au réchauffement climatique, elle ne permettra pas non plus de résoudre la crise globale du secteur agricole. Ces impacts seront

ressentis de manière encore plus vive dans les pays en développement, car les pays industrialisés ne seront pas en mesure de couvrir leur propre besoin en agrocarburants et devront donc en importer de très grande quantité en provenance des pays du Sud.

## **Commerce de Carbone**

D'après le protocole de Kyoto et d'autres accords internationaux, le "commerce de carbone" est présenté comme une solution au réchauffement climatique. C'est en fait une privatisation du carbone, après celle de la terre, de l'air, des semences, de l'eau et des autres ressources. Par ce biais, les gouvernements allouent à de grosses industries polluantes des permis afin qu'elles puissent se vendre entre elles des « droits à polluer ». D'autres programmes encouragent les pays industriels à financer la capture de carbone en réalisant des plantations à large échelle dans les pays du Sud, ceci leur évite d'avoir à réduire leurs propres émissions. Tout ceci permet aux entreprises de réaliser un double profit tout en proclamant hypocritement qu'elles contribuent à la séquestration du carbone. Par ailleurs, en Asie, en Afrique, en Amérique Latine des zones naturelles sont soudainement décrétées comme des puits de carbone et privatisées au nom de soi disant services environnementaux. En conséquence, des communautés indigènes sont expulsées de leurs terres et voient leur droit d'accès à leurs propres forêts, champs et rivières réduits.

## **Plantes et arbres génétiquement modifiés**

Les arbres et les plantes génétiquement modifiés sont désormais développés pour la production d'agrocarburants. Les organismes génétiquement modifiés ne résoudront aucune crise environnementale puisqu'ils représentent eux-mêmes un risque pour l'environnement, la santé et la sécurité. De plus, ils renforcent le contrôle des multinationales sur les semences et empêchent les agriculteurs de jouir de leurs droits pour semer, développer, sélectionner, diversifier et échanger leurs propres semences.

Les arbres et les plantes génétiquement modifiés vont servir pour la deuxième génération d'agrocarburants, celle qui utilisera la cellulose comme matière première (à la différence des

agrocarburants de la première génération qui sont fabriqués à partir des sucres des plantes). Qu'elle ait recours ou non aux organismes génétiquement modifiés, la seconde génération d'agrocarburants soulève des préoccupations similaires à celle de la première.

## **De vraies solutions : La souveraineté alimentaire, une piste pour la survie de millions de personnes et la protection de la vie sur terre**

Via Campesina pense que des solutions à la crise actuelle doivent émerger des acteurs sociaux qui promeuvent des modes de production, de commerce et de consommation fondés sur la justice, la solidarité, et une vie en société plus saine. Aucune solution technique ne permettra de sortir du désastre environnemental et social actuel. Un kit de véritables solutions devrait faire appel à :

**Une agriculture durable à plus petite échelle.** Etant donné qu'elle requiert une main d'œuvre importante mais peu d'énergie fossile, une telle agriculture peut en effet contribuer à arrêter et inverser les effets du changement climatique :

en stockant plus de CO<sub>2</sub> dans la matière organique des sols en ayant recours à des pratiques agronomiques durables en remplaçant, comme c'est le cas en agriculture biologique, les engrais azotés chimiques par des engrais organiques et/ou en intégrant dans les rotations des plantes fixatrices de l'azote de l'air en rendant possible une production, une collecte et une utilisation décentralisée de l'énergie

**Une véritable réforme agraire,** qui renforce les petites fermes, qui rappelle que la vocation première des sols est de produire des aliments, et qui considère l'alimentation comme un droit des plus élémentaires ne pouvant être traité comme une marchandise. En produisant localement nos aliments, on peut mettre fin aux transports inutiles et garantir que les produits qui arrivent jusqu'à nos tables sont sains, frais et riches en nutriments.

**Un changement de nos modes de production et de consommation.** En effet, pendant que des centaines de millions de personnes souffrent de la faim et de privations, une minorité de l'humanité consomme et gaspille inutilement. Une distribution juste et équitable des aliments et des biens de première nécessité ainsi qu'une réduction des consommations inutiles devraient être au cœur des nouveaux schémas de développement. De plus, les industriels ne devraient pas avoir le droit d'imposer des déchets ou des achats inutiles comme ils le font en proposant de plus en plus de produits jetables ayant une durée de vie artificiellement courte .

**La mise en place de systèmes de production d'énergie diversifiés et décentralisés,** basés sur des ressources locales et des technologies qui ne détruisent pas l'environnement et ne détournent pas les sols de leur vocation à produire des aliments.

**Nous demandons de toute urgence à ceux qui prennent des décisions au niveau local, national et international d'agir:**

Partout dans le monde, nous pratiquons et nous défendons l'agriculture familiale durable et à petite échelle, et nous réclamons la souveraineté alimentaire. La souveraineté alimentaire est le droit des populations à avoir une alimentation saine qui leur soit culturellement adaptée et produite grâce à des méthodes respectueuses de l'écologie et durables. C'est leur droit à définir leur alimentation et leurs systèmes de production. La souveraineté alimentaire met au cœur des systèmes de production et des politiques les aspirations et les besoins de ceux et celles qui produisent, distribuent et consomment les aliments au lieu d'y mettre la demande du marché et des multinationales. Elle donne la priorité aux économies et aux marchés locaux et nationaux. Elle redonne du pouvoir aux paysans et aux familles qui tirent leurs revenus de l'agriculture, de la pêche artisanale, du pastoralisme, de la production, de la distribution et de la consommation d'aliments produits de manière durable, c'est-à-dire en respectant l'environnement, les hommes et les femmes, et l'économie.

**Pour aller dans ce sens, nous demandons :**

1. Le démantèlement intégral des multinationales de l'agrobusiness : Elles volent la terre aux paysans et aux paysannes, produisent une alimentation de très mauvaise qualité et provoquent des désastres environnementaux.
2. Le remplacement de l'agriculture et de l'élevage industriel par une agriculture durable pratiquée sur de petites fermes, ceci grâce à des programmes de réformes agraires adaptés.
3. La promotion de politiques énergétiques saines et durables. Ceci veut dire consommer moins d'énergie et produire de l'énergie décentralisée au lieu de promouvoir de vastes plantations d'agrocarburants comme c'est actuellement le cas.
4. La mise en œuvre de politiques agricoles et commerciales au niveau local, national et international qui soutiennent l'agriculture durable et la consommation d'aliments de proximité. Ceci implique l'interdiction des subventions qui favorisent les pratiques de dumping pour les produits alimentaires.

**Pour la survie de millions de petits paysans au travers le monde,**

**Pour la santé des personnes et la survie de la planète,**

**Nous voulons la souveraineté alimentaire et nous nous engageons à lutter pour l'obtenir collectivement.**

# Les agrocarburants industriels provoquent la faim et la pauvreté

---

L'actuelle vague massive d'investissements dans la production d'énergie issue de la culture et de la transformation industrielles de matières premières végétales comme le maïs, le soja, l'huile de palme, la canne à sucre, l'huile de colza, etc. ne résoudra ni la crise climatique, ni la crise énergétique. Elle aura des conséquences sociales et environnementales désastreuses, en créant une nouvelle menace très sérieuse pour la production alimentaire des petits paysans et la réalisation de la souveraineté alimentaire de la population mondiale.

Au cours des vingt dernières années, les politiques néolibérales adoptées mondialement ont échoué et n'ont su répondre aux besoins fondamentaux des peuples. Les promesses de la FAO en 1996, lors du Sommet Mondial de l'Alimentation, repris par les Objectifs du Millénaire pour le Développement, de réduire la pauvreté n'ont pas été tenues. De plus en plus de personnes souffrent de la faim.

On affirme que les agrocarburants aideront à lutter contre le changement climatique. En réalité, c'est l'inverse qui est vrai. L'expansion de nouvelles plantations de monocultures augmente les gaz à effet de serre par la déforestation, le drainage des zones humides et le démantèlement des terres communales. Si nous prenons en considération l'ensemble du cycle de production, de transformation et de distribution des agrocarburants, ils ne produisent pas moins de gaz à effet de serre que les carburants fossiles, à quelques exceptions près. De plus, les agrocarburants ne pourront jamais remplacer les carburants fossiles. Selon les

dernières estimations, ils vont seulement couvrir l'augmentation de la consommation à partir de maintenant jusqu'à 2020. Il n'y a tout simplement pas assez de terres dans le monde pour produire le carburant nécessaire à une société industrielle dont les besoins pour le transport des personnes et des biens ne cessent d'augmenter. La promesse des agrocarburants crée l'illusion que nous pouvons continuer à consommer toujours plus d'énergie. La seule réponse aux changements climatiques est de réduire les dépenses énergétiques partout dans le monde et de réorienter le commerce international vers les marchés locaux.

Il est clair que les impacts sociaux et environnementaux du développement des agrocarburants vont être dévastateurs. La monoculture et l'agriculture industrielle, pour produire des agrocarburants ou n'importe quelle autre production, détruisent la terre, la forêt, l'eau et la biodiversité. Elles expulsent des familles de leurs terres. On estime que cinq millions de paysans ont été expulsés de leurs terres à la faveur des monocultures en Indonésie ; cinq millions au Brésil, quatre millions en Colombie... L'agriculture industrielle génère beaucoup moins d'emplois que l'agriculture paysanne familiale durable ; c'est une agriculture sans paysans.

L'expansion actuelle de la production d'agrocarburants contribue à la concentration massive du capital par les propriétaires, les grandes entreprises et les multinationales, provoquant une véritable contre-réforme agraire dans le monde entier. De plus, elle contribue à accroître la spéculation sur le prix des produits alimentaires et de la terre. La production d'agrocarburants a déjà commencé à remplacer la production alimentaire. L'extension en cours poussera encore plus de petits paysans et de peuples indigènes à quitter leurs terres. Au lieu de consacrer l'eau et la terre à la production de nourriture, ces ressources sont utilisées pour produire de l'énergie sous forme de diesel ou d'éthanol. Aujourd'hui, les paysans et les petits producteurs, les peuples indigènes, hommes et femmes réunis, produisent une grande partie de la nourriture consommée mondialement. Si on ne les arrête pas maintenant, les agrocarburants vont occuper nos terres et la nourriture deviendra encore plus rare et plus chère.

## Qui mangerait des agrocarburants?

Une nouvelle alliance composée de gouvernements et d'entreprises des secteurs automobile, chimique, pétrolier et agro-industriel soutient les agrocarburants dans le seul but de gagner de l'argent. La crainte du changement climatique et de la crise énergétique est utilisée pour développer la production d'agrocarburants de façon à maintenir et renforcer le modèle agro-industriel. Ceci tout en sachant que ce modèle est en soi une des causes majeure du changement climatique et un grand consommateur d'énergie.

Le contrôle de la technologie et des marchés par les multinationales renforce leur domination sur le secteur agricole. Les familles paysannes, dont la production vivrière était basée sur les semences traditionnelles, sont expulsées de leurs terres. Leur coexistence avec la biodiversité et leur mode de production de l'énergie à la force des hommes et des animaux sont bouleversés. Leur mode de vie utilisait bien moins d'énergie par unité d'aliment produit, et notamment, moins de carburants fossiles.

Les entreprises de l'agrobusiness sont conscientes que les agrocarburants produits à grande échelle ne sont pas viables économiquement. La course aux agrocarburants a été rendue possible par les énormes subventions directes et indirectes accordées par les gouvernements favorables et la spéculation sur les marchés financiers ; cette dernière étant également à l'origine de la hausse des prix alimentaires.

Les chiffres évoqués sont alarmants. Des millions d'hectares et des milliards de dollars sont en jeu : Le gouvernement indien prévoit de planter 14 millions d'hectares de « jatropha », la Banque Interaméricaine pour le Développement affirme que le Brésil dispose de 120 millions d'hectares prêts pour la production d'agrocarburants et un lobby d'affaires suggère qu'il y a encore 397 millions d'hectares disponibles dans 15 pays africains. Tout cela signifie un niveau d'expropriation sans précédent.

Alors que les multinationales et les fonds d'investissement augmentent leurs profits, une grande partie de la population

mondiale n'a pas assez d'argent pour s'acheter de la nourriture. On estime que les agrocarburants sont responsables, à hauteur de 30%, de la crise actuelle des prix des produits agricoles.

Quand les multinationales ne sont pas en mesure de trouver des terres agricoles pour la production d'agrocarburants, la déforestation avance dans des régions où les forêts sont nécessaires à la préservation de la vie sur terre.

Des milliers d'agriculteurs n'ont d'autre choix que d'accepter de cultiver des agrocarburants parce qu'il leur faut trouver un revenu pour subvenir à leurs besoins jusqu'à la prochaine saison.

Les politiques agricoles nationales et internationales imposées par les institutions financières internationales et les multinationales ont aggravé la dépendance des pays en développement, conduisant à la crise alimentaire, à la pauvreté extrême et à la faim partout dans le monde. C'est pourquoi les petits agriculteurs ne sont pas coupables d'avoir fait le mauvais choix ; ils sont les victimes du système actuel qui leur est imposé.

Les petits paysans et les travailleurs agricoles, qui travaillent dans des conditions extrêmement difficiles, avec des conséquences néfastes sur leur santé et pour un très maigre salaire, n'ont pas leur mot à dire sur la manière dont leur production est utilisée. Beaucoup d'entre eux travaillent pour des entreprises de l'agrobusiness qui transforment, raffinent et vendent le produit. Ainsi, ce sont les entreprises qui décident d'orienter les produits vers les carburants plutôt que vers les marchés alimentaires. Les prix élevés des produits alimentaires payés par les consommateurs ne se reflètent pas dans les revenus des petits producteurs.

## **En réponse à la crise de l'énergie : production à petite échelle et consommation locale**

L'agriculture durable à petite échelle est essentielle pour nourrir le monde. L'agriculture familiale durable consomme jusqu'à 80 fois moins d'énergie que l'agriculture industrielle.

La souveraineté alimentaire implique tout d'abord l'utilisation de ressources locales pour la production alimentaire. Il s'agit également de minimiser les importations de matières premières et le transport. Ainsi, la nourriture produite est consommée localement de sorte que le produit fini ne voyage pas loin. Il n'est pas logique de consommer en Europe des asperges qui arrivent de l'Altiplano ou des haricots verts frais en provenance du Kenya.

Tout au long de l'histoire de l'agriculture, les villageois ont tiré l'énergie de leurs terres agricoles pour leurs besoins quotidiens. Les familles paysannes utilisent les noix de coco et l'huile de tournesol, le biogaz, le feu de bois, le vent et l'eau pour produire l'électricité à usage local. De telles méthodes sont durables et intégrées au cycle de production alimentaire sur les terres agricoles.

Il est impératif de définir et d'adopter une attitude responsable pour la consommation alimentaire et d'adapter notre manière de manger, sachant que le modèle industriel de production et de consommation est destructeur alors que le modèle de production de l'agriculture paysanne utilise des pratiques énergétiques responsables.

C'est pourquoi Via Campesina continue sa lutte contre le pouvoir des grandes multinationales et les systèmes politiques qui les soutiennent. La crise de l'énergie ne doit pas être vue comme un problème isolé mais comme une partie d'une crise globale du modèle actuel de développement où le profit a priorité sur les femmes et les hommes.

Nous soutenons au contraire une agriculture à petite échelle, diversifiée, centrée sur les femmes et les hommes, avec des marchés locaux et des conditions de vie saines utilisant moins d'énergie, moins dépendante de l'extérieur. L'agriculture familiale durable remplit la mission fondamentale de l'agriculture : nourrir les personnes.

### **La Via Campesina dénonce:**

- Le modèle néolibéral, les institutions financières internationales et le capital transnational, directement

responsables de la crise alimentaire et du changement climatique.

- La présentation irresponsable des agrocarburants comme réponse à la crise climatique et énergétique.
- Le scandale de la production d'agrocarburants dans un monde ravagé par la faim.
- L'attitude passive de nombreuses institutions confrontées à l'avènement des agrocarburants, qui implique que les populations rurales et urbaines ne peuvent ni produire, ni consommer des produits alimentaires.
- Que ces mêmes institutions placent en fait l'intérêt des multinationales au-dessus des besoins alimentaires et nutritionnels de toutes les personnes qu'elles sont censées représenter et défendre.
- L'insulte de continuer à promouvoir les agrocarburants en dépit du bilan négatif de leur production, de leur transformation et de leur transport.

### **La Via Campesina demande:**

- La fin de la production d'agrocarburants basée sur la monoculture et contrôlée par les entreprises. Comme premier pas un moratoire de cinq ans doit être prononcé sur la production, le commerce et la consommation d'agrocarburants industriels.
- Une évaluation approfondie du coût social et environnemental du boom des agrocarburants et des profits réalisés par les multinationales dans la transformation et le commerce des matières premières.
- La promotion et le développement de la production à petite échelle et de modèles de consommation locale, comme le rejet du consumérisme.
- Un soutien explicite des gouvernements et des institutions au modèle durable de production et de distribution alimentaire basé sur les paysans et les paysannes; modèle qui utilise un minimum d'énergie, qui a la capacité de créer

des emplois, qui respecte la diversité biologique et culturelle et qui a des effets positifs sur le réchauffement climatique (des sols fertiles constituent le meilleur moyen de capter le CO2).

- La réorientation des politiques agricoles en direction de communautés rurales et de systèmes économiques durables, fondées sur la souveraineté alimentaire et une véritable réforme agraire.
- La promotion et le développement de modèles de consommation responsables.

**Éteignons le feu des agrocarburants et portons la flamme de la souveraineté alimentaire!**

# **Une réponse à la crise alimentaire mondiale: Les Paysans et les Paysannes Peuvent Nourrir le Monde!**

---

Les prix des céréales sur le marché mondial sont en hausse. Le prix du blé a augmenté de 130% entre mars 2007 et mars 2008. Les prix du riz ont augmenté de presque 80% et les prix du maïs de 35% sur la même période<sup>(1)</sup>. Dans les pays qui dépendent fortement des importations de denrées alimentaires, certains prix ont augmenté de façon spectaculaire. Les familles pauvres voient leurs factures alimentaires augmenter et n'ont plus les moyens d'acheter le minimum nécessaire. Dans de nombreux pays, les prix des céréales ont doublé voire triplé dans le courant de l'année dernière. Les gouvernements dans ces pays sont fortement sous pression pour fournir des denrées alimentaires à des prix raisonnables. En Haïti, ce problème a provoqué la chute du gouvernement et de vives protestations ont eu lieu dans d'autres pays tels que le Cameroun, l'Egypte et les Philippines...

## **La crise actuelle: résultat de la libéralisation de l'agriculture**

Certains analystes ont essentiellement critiqué les agrocarburants, la demande mondiale croissante et le réchauffement de la planète comme étant des facteurs de la crise alimentaire actuelle. Mais en fait, cette crise est aussi le résultat de nombreuses années de politiques destructrices qui ont sapé les bases de la production alimentaire nationale. La libéralisation du commerce a mené une guerre virtuelle contre les petits producteurs. Les agriculteurs et agricultrices ont été incités à produire des cultures de rentes pour les sociétés multinationales pour ensuite acheter leur nourriture sur le marché mondial.

Au cours des 20 à 30 dernières années, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI) et plus récemment l'OMC, ont forcé les pays à diminuer leurs investissements dans la production alimentaire et à réduire leur soutien aux paysans et aux petits agriculteurs. Ceci a eu lieu bien que les petits agriculteurs soient les principaux producteurs de produits alimentaires dans le monde.

Les principaux bailleurs de fonds internationaux ont également montré un manque d'intérêt pour la production alimentaire. La coopération pour le développement des pays industrialisés pour les pays en développement est passée de 20 milliards de dollars en 1980 à 100 milliards de dollars en 2007. Toutefois, le soutien à l'agriculture est tombé de 17 milliards de dollars à 3 milliards de dollars pendant la même période. Et la plupart de ces fonds n'a sans doute pas été orientée vers la production alimentaire paysanne.

En vertu de politiques néo-libérales, les réserves alimentaires gérées par l'État ont été jugées trop coûteuses et les gouvernements ont été contraints de les réduire et de les privatiser en suivant des programmes d'ajustement structurel. Bulog par exemple, une entreprise d'État en Indonésie, fondée pour réguler les stocks régulateurs, a été privatisée en 1998 en vertu des politiques du Fonds Monétaire International. Sous la pression de l'OMC, les offices publics de commercialisation ont été démantelés car ils allaient à l'encontre du principe de «libre»-échange. En vertu des accords de l'OMC, les pays ont également été contraints de "libéraliser" leurs marchés agricoles en réduisant les droits à l'importation (ce qui représente une importante perte de revenus pour les gouvernements importateurs!) et en acceptant des importations pour au moins 5% de leur consommation intérieure, même s'ils n'en avaient pas besoin. En même temps, les sociétés multinationales ont maintenu le « dumping » des excédents sur les marchés nationaux, en utilisant toutes les formes de subventions directes et indirectes à l'exportation. Les gouvernements nationaux n'ont pas réussi à stabiliser leurs marchés et à protéger les agriculteurs et les consommateurs contre les brusques fluctuations de prix.

## **Les politiques néolibérales ont détruit les capacités des pays à se nourrir**

Après 14 ans d'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), le Mexique a connu une crise majeure, souvent surnommée la "crise de la tortilla". D'un pays exportateur, le Mexique est devenu dépendant des importations de maïs américain et importe actuellement 30 pour cent de son maïs. De nos jours, tandis que des quantités accrues de maïs américain ont soudainement été détournées pour la production d'agrocarburants, les quantités disponibles pour les marchés mexicains ont chuté, provoquant des montées de prix.

En 1992, les agriculteurs indonésiens ont produit suffisamment de soja pour fournir le marché intérieur. Le tofu et le «tempeh» à base de soja, représentent une partie importante de l'alimentation quotidienne dans tout l'archipel. Suite à la doctrine néo-libérale, le pays a ouvert ses frontières aux importations de produits alimentaires, permettant au soja américain bon marché d'inonder le marché. Cela a détruit la production nationale. Aujourd'hui, 60% du soja consommé en Indonésie est importé. Les prix record du soja américain en janvier dernier ont conduit à une crise nationale, durant laquelle les prix du «tempeh» et du tofu (la «viande du pauvre») ont doublé en quelques semaines.

Selon la FAO, le déficit alimentaire en Afrique de l'Ouest a augmenté de 81% entre 1995 et 2004. Pendant la même période les importations de céréales ont augmenté de 102%, les importations de sucre de 83%, les produits laitiers de 152% et la volaille de 500%. Or, d'après le FIDA (2007), la région a le potentiel pour produire des quantités suffisantes de nourriture.

Partout dans le monde, la libéralisation se poursuit, même si elle augmente la vulnérabilité des pays: l'Union Européenne oblige les pays ACP par de prétendus Accords de Partenariat Économique (APE), à libéraliser leur secteur agricole. Les effets néfastes sur la production alimentaire sont prévisibles.

## **Le boom des agrocarburants : un choc soudain sur les marchés mondiaux**

L'émergence des agrocarburants est une autre cause de la hausse des prix alimentaires. Au cours des dernières années, les sociétés multinationales et les puissances économiques mondiales comme les États-Unis et l'Union Européenne, ont rapidement développé la production d'agrocarburants. Des subventions et des investissements massifs sont dirigés vers ce secteur en plein "boom". Par conséquent, l'usage de la terre a rapidement évolué, passant de la production alimentaire à la production de carburants. Une importante partie du maïs américain a soudainement "disparu" du marché, étant donné qu'il a été acheté pour la production d'éthanol. Cette explosion incontrôlée du secteur des agrocarburants a créé un choc dans les marchés agricoles internationaux déjà instables. L'Égypte, un des plus grands importateurs de céréales, a demandé aux États-Unis et à l'UE de cesser d'encourager la croissance du maïs et d'autres cultures au profit des agrocarburants. En Égypte, les prix alimentaires, y compris celui du pain subventionné, ont augmenté de près de 30% l'année dernière<sup>(2)</sup>. Aux Philippines, le gouvernement porte maintenant son attention sur les quelques 1,2 millions d'hectares de terres destinées à la production de jatropha dans le sud de l'île de Mindanao, pour la Compagnie Nationale de Pétrole Philippines – Société de Carburants Alternatifs. Il a alloué également plus de 400 000 hectares de terres aux investissements du secteur privé. La jatropha curcas est un arbuste non-comestible tolérant à la sécheresse. Elle produit des fruits de la taille de balles de golf qui contiennent de l'huile pouvant être convertie en agrocarburant. Des impacts sur la sécurité alimentaire locale sont envisageables<sup>(3)</sup>.

### **Spéculateurs: Les paris sur la pénurie prévue**

Souvent éclipsée dans le débat public, la spéculation est l'une des principales causes de la crise alimentaire actuelle. La production reste élevée, mais les spéculateurs misent sur la pénurie prévue et l'augmentation artificielle des prix.

La production mondiale de céréales en 2007/2008 est estimée à 2108 millions de tonnes (soit une augmentation de 4,7% par rapport à 2006/2007). Ce qui la place bien au-delà de la croissance

moyenne de 2 % des dix dernières années. La consommation moyenne de céréales pour l'alimentation a augmenté d'environ 1% par an et atteindra 1009 millions de tonnes en 2007/2008. L'utilisation destinée à l'alimentation a augmenté de 2%, atteignant 756 millions de tonnes. L'utilisation à d'autres fins sera d'environ 364 millions de tonnes. Une part importante est constituée de maïs (95 millions de tonnes), dont une grande partie est destinée aux agrocarburants. Les États-Unis prévoient d'utiliser 81 millions de tonnes de maïs pour l'éthanol, soit 37% de plus qu'en 2006/2007.

Il est estimé que les réserves mondiales connaissent une diminution de 21 millions (5%) de tonnes à 405 millions de tonnes à la fin de la saison en 2008. Les stocks ont été en baisse pendant plusieurs années; ils se trouvent maintenant à leur niveau le plus bas en 25 ans.

S'il est vrai qu'au cours des dernières années, la demande a légèrement augmenté par rapport à la production, une politique nationale et internationale équilibrée en ce qui concerne la production alimentaire intérieure, pourrait facilement remédier à la situation et garantir des prix stables pour les agriculteurs et les consommateurs.

Les sociétés multinationales et les analystes conventionnels prévoient que les terres cultivables seront de plus en plus utilisées pour les agrocarburants (le maïs, mais aussi l'huile de palme, les semences de colza, la canne à sucre...). Ils conjecturent que la classe moyenne asiatique croissante commencera à acheter de la viande, ce qui indirectement augmentera la demande en céréales (comme aliment du bétail). De plus, ils entrevoient des effets climatiques négatifs sur la production alimentaire, tels que de graves sécheresses et des inondations. Pendant ce temps, les multinationales obtiennent de manière agressive de vastes zones de terres agricoles autour des villes à des fins spéculatives, en expulsant les petits producteurs de denrées alimentaires. En Inde, plus de 700 prétendues "Nouvelles Zones Économiques" sont en cours de création, chassant ainsi les agriculteurs et agricultrices de leurs terres.

Sur la base de ces prévisions, les sociétés multinationales ont manipulé les marchés. Les opérateurs de marché ont écarté des

réserves du marché, afin de stimuler les augmentations de prix et de générer d'énormes profits par la suite. En Indonésie, en pleine hausse des prix du soja en Janvier 2008, la société PT Cargill Indonesia conservait encore 13 000 tonnes de semences de soja dans ses entrepôts de Surabaya, dans l'attente que les prix atteignent des records.

Dans de nombreux pays, de grands supermarchés ont acquis un pouvoir de quasi-monopole et ils augmentent leurs prix nettement plus que ce qui peut être justifié par la hausse des prix des produits agricoles. En France par exemple, le prix de certains yaourts a augmenté de 40% alors que le coût du lait ne représente qu'un tiers du prix total. Une augmentation substantielle du prix du lait versé aux agriculteurs ne pourrait jamais provoquer une telle augmentation de prix <sup>(4)</sup>. En Allemagne, les agriculteurs ont vu le prix du lait au départ de la ferme baisser de 20 à 30%, les poussant à la faillite car les supermarchés utilisent des produits laitiers bon marché comme outil de marketing pour attirer les consommateurs. La spéculation financière internationale joue un rôle majeur dans les augmentations des prix des denrées alimentaires depuis l'été 2007. En raison de la crise financière aux États-Unis, les spéculateurs ont commencé à passer des produits financiers aux matières premières, y compris les produits agricoles. Ce qui affecte directement les prix dans les marchés intérieurs, étant donné que de nombreux pays sont de plus en plus dépendants des importations de denrées alimentaires.

Tout ceci a lieu alors qu'il y a encore suffisamment de nourriture dans le monde pour nourrir la population mondiale. Selon la FAO, le monde pourrait même nourrir jusqu'à 12 milliards de personnes dans le futur.

## **Les leçons tirées de la crise: le marché ne résoudra pas le problème**

L'instabilité des marchés alimentaires internationaux est une des caractéristiques des marchés agricoles: en effet, la production est saisonnière et variable et une augmentation de la production ne peut pas être réalisée très rapidement étant donné que les cultures ont besoin de temps pour se développer. En même temps, la

consommation n'augmente pas beaucoup si davantage de denrées alimentaires sont disponibles. Par conséquent, de petites différences dans l'offre et la demande, les incertitudes concernant les récoltes futures et la spéculation sur les marchés internationaux, peuvent avoir d'énormes effets sur les prix. La volatilité des marchés alimentaires est principalement attribuée à la déréglementation, à l'absence de contrôle des plus grands acteurs et au manque d'intervention étatique nécessaire sur le plan international et national afin de stabiliser les marchés. Les marchés déréglementés constituent le point majeur du problème!

## **Les paysans et les petits agriculteurs ne bénéficient pas de prix plus élevés**

Alors que les spéculateurs et les grands opérateurs tirent profit de la crise actuelle, la plupart des paysans et des paysannes ne bénéficient pas de la hausse des prix. Ils cultivent des produits alimentaires, mais les fruits de la récolte ne restent pas dans leurs poches: tout a déjà été vendu au prêteur sur gages, à la société d'intrants agricoles, ou directement à l'opérateur économique ou à l'unité de traitement. Bien que les prix en faveur des agriculteurs aient augmenté pour certaines céréales, ceux-ci restent modestes par rapport aux hausses sur le marché mondial et aux augmentations imposées aux consommateurs. Si les denrées alimentaires sur le marché proviennent de producteurs nationaux, les profits sur des prix plus élevés sont habituellement récoltés par des entreprises et autres intermédiaires qui achètent les produits auprès des agriculteurs et les vendent à un prix élevé.

Si les produits proviennent du marché international, cela est encore plus clair: les sociétés multinationales contrôlent ce marché. Elles définissent à quel prix les produits sont achetés dans le pays d'origine et à quel prix ils sont vendus dans le pays importateur. Dans certains cas, les prix ont augmenté au profit des producteurs, mais la plus grande partie de cette augmentation est encaissée par d'autres. Dans les secteurs de l'industrie laitière et de la viande, les agriculteurs voient même leurs prix baisser en raison de l'augmentation des coûts de production, tandis que les prix à la consommation montent en flèche.

En dépit de certaines augmentations modérées des prix au niveau des exploitations, les éleveurs de bovins connaissent une crise due à la hausse des prix du fourrage et les producteurs de céréales font face à de fortes hausses des prix des engrais issus de la pétrochimie. Les agriculteurs vendent leurs produits à un prix extrêmement faible par rapport à ce que les consommateurs paient. En Europe, la Coordination espagnole des Associations d'Agriculteurs et d'Éleveurs (COAG) a calculé que les consommateurs en Espagne payent jusqu'à 600% de plus que ce que le producteur de denrées alimentaires perçoit pour sa production. Des chiffres similaires existent également dans d'autres pays où le prix à la consommation est principalement défini par les coûts de transformation, le transport et le commerce de détail.

### **Parmi les victimes: les travailleurs et travailleuses agricoles, les paysans sans terre et les producteurs de cultures de rente**

Les travailleurs agricoles ainsi que de nombreuses personnes des zones rurales doivent également acheter de la nourriture car ils n'ont pas accès à la terre pour produire. Ils sont par conséquent gravement touchés par la crise actuelle. Certains paysans et certaines paysannes possèdent des terres mais ils sont forcés de produire des cultures de rente au lieu de denrées alimentaires. L'augmentation du prix des huiles comestibles en Indonésie depuis 2007, n'a pas du tout bénéficié aux producteurs d'huile de palme indonésiens. Ils ont seulement reçu une augmentation mineure des prix de la part des gros acheteurs et ils ne comprennent pas pourquoi les gens ordinaires et les consommateurs ont à subir de prix tellement élevés pour de l'huile comestible. Beaucoup d'entre eux travaillent dans le cadre d'une agriculture sous contrat avec de grandes entreprises agro-industrielles qui transforment, raffinent et vendent le produit. Un petit nombre de grandes entreprises agro-alimentaires a augmenté les prix intérieurs, suivant la hausse des prix internationaux. La contractualisation des producteurs agricoles crée une situation dans laquelle les agriculteurs et agricultrices ne peuvent pas produire de nourriture pour leur famille car ils doivent produire des cultures de rente, comme des monocultures telles que la canne à sucre, l'huile de palme, le café, le thé et le cacao. Cela signifie que même si l'agriculteur reçoit une

légère augmentation pour sa culture de rente, il doit acheter de la nourriture beaucoup plus coûteuse sur le marché. Par conséquent, l'augmentation des prix des produits alimentaires entraîne aussi une plus grande pauvreté au sein des familles agricoles.

## **Les consommateurs urbains durement touchés**

Les politiques internationales des dernières décennies ont expulsé des centaines de millions de gens vers les zones urbaines où la plupart d'entre eux ont atterri dans des taudis, menant une vie très précaire, contraints de travailler pour des salaires très bas et d'acheter de la nourriture et d'autres biens à un prix élevé. Ils sont les premières victimes de la crise actuelle car ils n'ont aucun moyen de produire leur propre nourriture. Leur nombre a augmenté de façon spectaculaire et ils dépensent une grande partie de leurs revenus dans la nourriture. Selon la FAO, l'alimentation représente de 60 à 80 pour cent des dépenses des consommateurs dans les pays en développement (y compris les paysans sans terre et les travailleurs agricoles).

Les entreprises exploitent sans pitié la situation actuelle, acceptant qu'un nombre croissant de personnes souffre de faim car ils n'ont pas l'argent pour acheter la nourriture disponible. Les gouvernements sont obligés d'importer des denrées alimentaires coûteuses pour satisfaire la demande des consommateurs et n'ont pas les moyens de soutenir les consommateurs les plus pauvres.

## **Davantage de libre-échange ne résoudra pas la crise**

Des institutions telles que la Banque mondiale et le FMI ainsi que certains gouvernements, préconisent à présent davantage d'investissements dans l'agriculture, une augmentation de l'aide alimentaire pour les pays importateurs de produits alimentaires à faibles revenus et la poursuite de la libéralisation des marchés. D'après ces institutions internationales, les pays pourront améliorer leurs revenus grâce aux exportations. Nombreux sont ceux qui font valoir que nous avons besoin de modes de production plus intensifs, ce qui pour eux signifie une agriculture utilisant d'avantages d'intrants issus de l'industrie pétrolière. Cela implique l'introduction d'OGM et l'utilisation de plus d'énergies fossiles!

Ces défenseurs d'une agriculture plus intensive, sont aussi en faveur d'une deuxième révolution "verte" menée par les sociétés multinationales en Afrique. Dans le même temps, ils continuent de faire pression dans le cadre du cycle de Doha pour obtenir un plus grand accès aux marchés pour les sociétés multinationales et pour que tout soutien financier supplémentaire soit conditionné par des critères politiques qui augmenteront la dépendance des pays « aidés ». Rien n'est dit sur la nécessité de renforcer la réglementation et la stabilisation du marché ou bien sur la question de savoir si le soutien demandé sera bien destiné à une production alimentaire provenant de l'agriculture paysanne. De tels investissements seront dirigés aux pays importateurs, l'aide financière leur sera « offerte », moyennant davantage d'investissements dans une production alimentaire dirigée par des multinationales et continuant à imposer la même recette de déréglementation et de privatisation.

Dans les négociations de l'OMC, les prix élevés sont utilisés pour que les gouvernements acceptent de nouvelles réductions tarifaires et une plus grande déréglementation des marchés agricoles. Cela établira la prochaine crise, lorsque les fluctuations de prix prendront une autre direction.

## **Un moyen de sortir de la crise: la reconstruction de l'économie alimentaire nationale**

Pour faire face à la crise actuelle, La Via Campesina est convaincue que les pays devraient accorder la priorité dans leur budget au soutien des consommateurs les plus pauvres, afin que ceux-ci aient accès à suffisamment de nourriture. Dans le même temps, ils devraient donner la priorité à leur production alimentaire nationale afin qu'ils deviennent moins dépendants du marché mondial. Cela signifie une augmentation des investissements dans la production alimentaire issue de l'agriculture paysanne pour le marché intérieur. Nous avons besoin d'une production alimentaire plus intensive, mais intensive dans l'utilisation de la main-d'œuvre et dans l'utilisation durable des ressources naturelles. Des systèmes de production divers doivent être développés, des systèmes qui ne sont pas exclusivement centrés sur les principales récoltes comme le maïs, le soja, le riz et le blé, mais qui intègrent des denrées

alimentaires locales qui ont été négligées depuis le début de la révolution "verte". Les petites exploitations familiales peuvent produire une grande diversité de denrées alimentaires qui garantissent une alimentation équilibrée et certains excédents pour les marchés. La petite exploitation agricole familiale est une protection contre la faim!

Les prix du marché intérieur doivent être stabilisés à un niveau raisonnable pour les agriculteurs et les consommateurs: pour les agriculteurs et les agricultrices, afin qu'ils puissent recevoir des prix qui couvrent les coûts de production et garantissent un revenu décent, et pour les consommateurs et consommatrices afin qu'ils soient protégés contre les prix élevés des produits alimentaires. La vente directe des paysans et des paysannes aux consommateurs doit être encouragée. M. Jacques Diouf, secrétaire général de la FAO a déclaré que les pays en développement devraient avoir la possibilité d'atteindre l'autosuffisance alimentaire<sup>(6)</sup>.

Dans tous les pays un système d'intervention doit être mis en place, pour permettre de stabiliser les prix du marché. Pour atteindre cet objectif, les contrôles à l'importation avec des taxes et des quotas sont nécessaires, afin de réglementer les importations et d'éviter le dumping ou des importations à bas prix qui sapent la production nationale. Les stocks régulateurs nationaux gérés par l'Etat doivent être mis en place afin de stabiliser les marchés intérieurs: en période de surplus, les céréales peuvent être prélevées sur le marché afin de constituer les réserves et en cas de pénurie, les céréales peuvent être redistribuées.

Par conséquent, les terres devraient être réparties de manière égale pour les familles sans terre et paysannes, par une véritable réforme agraire. Ce qui devrait inclure une régulation de l'accès à l'eau, aux semences, aux crédits et aux technologies appropriées. Les gens devraient être à nouveau capables de produire leur propre nourriture et de nourrir leurs propres communautés. Toute appropriation illicite de terres, expulsion des terres et expansion de la répartition des terres pour l'expansion de l'agro-industrie, doit être stoppée. Des mesures immédiates sont nécessaires pour soutenir les paysans et les paysannes pour qu'ils participent à l'augmentation de la production alimentaire agro-écologique.

Les gouvernements nationaux ne devraient pas répéter l'erreur de pousser les agro-managers à investir dans des grandes unités de production alimentaire. Selon la FAO, les pays de l'ex-Union soviétique prévoient de confier des terres actuellement non cultivées à des agro-managers pour produire des denrées alimentaires. Présenter ceci comme une solution à la crise alimentaire, serait une erreur.

## **La réglementation des marchés internationaux et la mise en œuvre de droits fondamentaux**

Au niveau international des mesures de stabilisation doivent être mises en place. Des stocks régulateurs internationaux doivent être constitués et un mécanisme d'intervention défini afin de stabiliser les prix sur les marchés internationaux à un niveau raisonnable. Les pays exportateurs doivent accepter les règles internationales qui contrôlent les quantités qu'ils peuvent apporter sur le marché.

Les pays devraient avoir la liberté de contrôler les importations afin de protéger la production alimentaire nationale.

La production de céréales pour les agrocarburants est inacceptable et doit être arrêtée, étant donné qu'elle rivalise avec la production de denrées alimentaires. Dans un premier temps, nous demandons un moratoire immédiat sur les agrocarburants, tel que proposé par Jean Ziegler, ancien rapporteur des Nations Unies sur le droit à l'alimentation.

L'influence des sociétés multinationales doit être limitée et le commerce international des denrées alimentaires de base doit être porté à un niveau minimum nécessaire. Dans la mesure du possible la production nationale devrait satisfaire la demande intérieure. C'est la seule façon de protéger les agriculteurs, les agricultrices, les consommateurs et les consommatrices contre les fluctuations brusques des prix du marché international.

Un accord possible dans le cycle de Doha se traduira par un autre coup dur pour la production alimentaire se basant sur une agriculture paysanne; par conséquent, tout accord doit être rejeté.

## **Les paysans et les petits agriculteurs sont les principaux producteurs de denrées alimentaires**

La Via Campesina est convaincue que les paysans et les paysannes peuvent nourrir le monde. Ils doivent donc être considérés comme la clé de la solution. Avec une volonté politique suffisante et la mise en oeuvre de politiques adéquates, davantage de paysans et de petits agriculteurs pourront facilement produire suffisamment de denrées alimentaires pour nourrir tout le monde à un prix raisonnable. La situation actuelle montre que des changements sont nécessaires!

## **Le temps pour la souveraineté alimentaire est venu !**

Jakarta, le 24 avril 2008

### **Références**

- (1) Perspectives de récoltes et situation alimentaire par la FAO, 2008
- (2) OCDE (Dans le Süddeutsche Zeitung 15-4-2008)
- (3) LEMONDE.FR avec l'AFP 24-02-2008
- (4) Biofuel News 20-3-2008
- (5) [http://www.checkbiotech.org/green\\_News\\_Biofuels.aspx?infoId=17206](http://www.checkbiotech.org/green_News_Biofuels.aspx?infoId=17206)
- (6) Le Monde 17-4-2008

# Mouvements sociaux et changements politiques

---

## I. – Introduction

En une décennie de lutte, La Via Campesina est devenue une force fondamentale du mouvement social mondial, par sa capacité de résistance, de protestation et de propositions face à des processus de changements économiques et sociaux.

Depuis sa création, elle joue un rôle très important et décisif au sein de la résistance mondiale au modèle néolibéral et à la libéralisation commerciale de l'agriculture, responsables de l'augmentation progressive de la pauvreté et de la misère que subissent des milliers de familles paysannes et indigènes.

Le mouvement paysan se trouve actuellement confronté à une crise grave, en raison des changements climatiques, de la crise des prix alimentaires, de la priorité accordée à la culture des agrocarburants et de l'absence de politiques publiques pour renforcer la production d'aliments dans chaque pays.

Face à ce constat, La Via Campesina a développé une stratégie pour renforcer la solidarité et la coopération à tous les niveaux d'action. Depuis ses origines, la Via Campesina incite et encourage les mouvements sociaux et mêmes les gouvernements progressistes à lutter pour un autre monde plus équitable, socialement juste et écologiquement durable. Au final, par ce document appelé « Travailler avec l'Etat : Mouvements sociaux et changements politiques », nous voulons établir les bases d'une discussion pour pouvoir travailler avec les Etats (gouvernements, parlements, partis politiques, autorités locales).

Nous partons du principe que, par sa nature, La Via Campesina est un mouvement social de lutte qui s'organise depuis sa base jusqu'à la sphère internationale ; elle est la voix des paysans et paysannes de la planète pour la construction d'un monde de paix, de justice sociale, de développement économique, en harmonie avec l'environnement.

## **II. – La Via Campesina dans une nouvelle époque historique**

Les décennies passées et l'actualité récente ont été dominées par les séquelles laissées par la chute de l'Union Soviétique, le reflux des Mouvements de Libération Nationale et le monde unipolaire qui en a découlé, fondé sur une stratégie territoriale et antiterroriste. Le réveil des mouvements sociaux et l'arrivée de gouvernements progressistes surviennent au moment d'une grave crise alimentaire et d'un déséquilibre écologique grandissant.

Au milieu de cette étape caractérisée par l'incertitude, émerge la véritable voix des paysans et des paysannes. Il s'agit d'un mouvement dynamique de lutte de classes, avec des propositions claires sur des thèmes spécifiques au monde paysan, indigène et autres peuples qui luttent pour l'amélioration des conditions de vie dans les campagnes.

La Via Campesina participe résolument et de manière proactive à ces changements structurels orientés vers un nouveau modèle de développement économique et social, dans toutes les régions du monde. Il s'agit d'améliorer l'intégration des peuples, sur la base de la coopération, de la solidarité et de la volonté commune d'avancer vers des niveaux plus élevés de développement, afin de satisfaire les nécessités et les aspirations des pays de nos cinq continents.

## **III. – La Via Campesina, les Etats et les Gouvernements nationaux**

L'avancée du néolibéralisme et la mondialisation ont réduit les fonctions exercées par l'Etat et ont promu la libéralisation commerciale et la suprématie du marché. La conséquence est une baisse de l'intervention publique dans les politiques sociales, un

poids accru du monde des grandes entreprises et un déséquilibre entre le capital national et celui des multinationales.

A l'heure actuelle, certains pays progressistes ont amorcé un processus de récupération du rôle de l'Etat. Ils veulent redonner à l'Etat ses fonctions de générateur de politiques pour le développement humain et la justice sociale, de facilitateur et de promoteur de l'équité et de la solidarité, de garant d'une administration efficace et efficiente de la chose publique, au bénéfice de la majorité, et ce indépendamment des changements de gouvernements.

La Via Campesina a une vision claire de l'importance de sa participation au sein des espaces communs avec les autres mouvements sociaux. Elle sait également quelle doit être sa relation avec les partis politiques, l'Etat ainsi qu'avec les institutions internationales. Nos alliances tentent de construire des changements dans la société au bénéfice des exclus (hommes et femmes). Le préalable à ces alliances est de définir qui sont nos alliés et quel est le rôle qu'ils jouent au sein du mouvement social (jeunes, femmes, écologistes, pêcheurs artisanaux, consommateurs, travailleurs et travailleuses agricoles, peuples indigènes, ainsi que chercheurs et universitaires critiques qui renforcent nos propositions et notre analyse).

La relation entre La Via Campesina et l'Etat est importante du fait de l'envergure nationale de l'Etat et de sa responsabilité à conduire un pays déterminé. En ce sens, les partis politiques et les gouvernements assument l'administration de la « chose publique ». Certains Etats et partis défendent une économie néolibérale où domine le marché, principe contraire aux intérêts de Via Campesina.

Dans la majorité de nos pays, nous vivons des processus qui vont des régimes autoritaires à des démocraties « représentatives » où les gouvernements ont perdu leur légitimité et leur crédibilité en raison de leurs actions politiques.

Dans ce contexte, la véritable solution aux problèmes des campagnes ne va pas toujours être trouvée par les gouvernements

et les forces politiques ; Cette affirmation ne signifie pas que notre mouvement social doit construire son propre modèle, parallèle à celui de l'Etat ou qu'il doit construire des alternatives populaires sans relation aucune aux institutions politiques ou au marché. Au contraire, notre rôle est de faire en sorte que les campagnes bénéficient des politiques publiques sans inégalité et sans exclusion.

#### **IV. – Nouvelles Alternatives**

Dans cette nouvelle conjoncture, certains gouvernements ont consacré leurs efforts à la production alimentaire destinée à la consommation nationale. Ils vont commencer à prendre des mesures pour protéger leurs marchés domestiques et investir davantage dans la production d'aliments.

C'est devenu une priorité pour certains Etats, qui ont sollicité de l'aide pour intégrer la souveraineté alimentaire dans leurs législations nationales. Nous pouvons ainsi citer les cas de la Bolivie, du Venezuela, de pays d'Amérique Centrale, du Népal, du Mali, de l'Indonésie... Il existe de nombreuses possibilités de coopération et de construction d'alliances stratégiques. Les organisations de La Via Campesina élaborent une stratégie d'action dans le cadre de l'Alternative Bolivarienne pour l'Amérique en matière de coopération, non seulement avec les gouvernements mais aussi avec les organisations paysannes et indigènes. Il en est de même pour l'initiative Petro-Caribe, qui réunit les gouvernements d'Amérique Centrale, les Caraïbes et le Venezuela et qui propose des programmes d'investissement productif et de complémentarité à court, moyen et long terme.

La création récente de l'ALBA – ALIMENTS est une stratégie productive destinée à provoquer de profonds changements et une participation active de la population dans les espaces du pouvoir, notamment pour le développement de la souveraineté alimentaire. Un fait nouveau est la possibilité qu'ont les organisations d'interagir au niveau local avec les autorités municipales. Par exemple, elles peuvent participer dans des décisions concernant la constitution de zones exemptes de production génétiquement modifiée, ou les zones permettant la promotion d'une

consommation responsable ainsi que la défense d'une agriculture paysanne, durable et écologique.

## **V. – La Via Campesina et les mouvements sociaux**

Depuis les manifestations de Seattle (Etats-Unis) contre l'OMC et le développement des Forums Sociaux Mondiaux, le niveau de mobilisation s'est accru. Il y a eu néanmoins une baisse de régime au États Unis et en Europe suite à l'attaque des tours du World Trade Center : le débat sur le terrorisme domine l'agenda, limitant l'espace pour l'action et la protestation démocratique.

En ce moment, il existe un consensus des mouvements sociaux et notamment du secteur paysan et indigène sur des thèmes comme le changement climatique, les agrocarburants, les OGM et les Accords de Libre Echange (ALE).

Dans chaque pays, les mouvements sociaux sont au centre des actions et sont coordonnés avec les organisations de la Via Campesina. L'une de ces actions concrètes fut Nyeleni, qui a permis de construire un plan de développement de la souveraineté alimentaire.

Les effets fort négatifs des politiques de libéralisation et de privatisation, combinés à la crise alimentaire et climatique, ont augmenté la légitimité de nos propositions. La résistance populaire croissante a permis de pousser les gouvernements à considérer d'autres politiques et à arrêter ou à ralentir les négociations à l'OMC ainsi que les ALE.

La Via Campesina a une position bien définie face aux institutions internationales, L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI). Notre position est de nous opposer et de délégitimer ces institutions, de lutter pour des changements progressifs et positifs dans d'autres espaces comme l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies.

Nous développons une stratégie et une campagne à long terme avec d'autres mouvements, pour limiter l'influence des multinationales dans le secteur agricole, l'agrobusiness et les agrocarburants.

## **VI.- QUELQUES ACTIONS A REALISER**

- Arrêter les négociations de l'OMC, notamment celles sur la commercialisation de l'agriculture et mettre fin à l'agenda de Doha sur le développement (DDA)
- Explorer de nouvelles formes de participation auprès des gouvernements, dans le cadre de la souveraineté alimentaire et des accords régionaux (ALBA-Petrocaribe)
- Cesser les Accords de Libre Echange (ALE) et les Accords de Partenariat Economique (APE) touchant aux secteurs de l'alimentation et de l'agriculture.
- Promouvoir la transition de l'agriculture de monoculture vers une agriculture durable fondée sur la production familiale écologique.
- S'opposer aux politiques agraires et de développement rural de la Banque Mondiale.
- Promouvoir les accords de réforme agraire, approuvés lors du Sommet Mondial de la Réforme Agraire et le Développement Rural.
- Refuser les prétentions des pays du G8.

# L'Offensive des entreprises multinationales sur l'agriculture

---

Ce texte a pour but de présenter de façon concise des idées pouvant contribuer à la réflexion et au débat sur les principaux impacts du capital international sur l'agriculture, sous l'action des entreprises transnationales.

Il existe une logique sous-jacente au fonctionnement du capitalisme, qui aujourd'hui est contrôlé par le capital financier, lequel agit sur l'agriculture. Par ailleurs, certaines caractéristiques spécifiques sont le résultat de la crise récente du capital financier. Le tout a des conséquences pour l'agriculture et pour les paysans et créé des contradictions qu'il est important de comprendre pour agir sur elles.

## **1. L'impact du capital sur l'agriculture**

Le développement du modèle de production capitaliste est passé par plusieurs phases. Un capitalisme de type marchand a commencé à se développer au XV siècle, pour évoluer et se transformer en capitalisme industriel aux XVIII et XIX siècles. Au XX siècle, le capitalisme est devenu monopolistique et impérialiste. Depuis deux ans nous vivons une nouvelle phase du capitalisme, désormais dominée par le capital financier et mondialisé. Cette phase se caractérise par l'accumulation du capital et des richesses par le capital financier, sous forme pécuniaire. Mais un capitalisme de cette nature exige le contrôle de la production des marchandises (dans l'industrie, les minerais et l'agriculture) ainsi que du commerce au niveau mondial.

Le capitalisme financier mondialisé a pris le contrôle de l'agriculture à travers plusieurs mécanismes.

- a) Le premier d'entre eux est le suivant: grâce aux excédents de capital financier, les banques ont acheté les actions de centaines de moyennes et grandes entreprises des différents secteurs liés à l'agriculture. Le rachat de la majorité des actions, a entraîné une forte concentration des nouveaux acteurs du secteur agricole. En quelques années seulement, ces entreprises dont le capital a été injecté par le capital financier ont pris le contrôle des différents secteurs liés à l'agriculture, tel que le commerce, la production d'intrants, les machines agricoles, les agro-industries, etc. Il est important de comprendre qu'il s'agissait d'un capital accumulé en dehors de l'agriculture mais qui, en agissant sur elle, a fortement accéléré le processus de prise de contrôle, lequel, en empruntant les voies naturelles de l'accumulation des richesses exclusivement agricoles, aurait pris des années.
- b) Le deuxième mécanisme de prise de contrôle s'est produit par le biais de la dollarisation de l'économie mondiale. Elle a permis aux entreprises de profiter de taux de change favorables et pénétrer dans les économies nationales pour y racheter facilement les entreprises et dominer les marchés producteurs et le commerce des produits agricoles.
- c) Le troisième mécanisme a été obtenu par les règles imposées par les organismes internationaux, tels que l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Banque Mondiale, le Fond Monétaire International (FMI) et les accords multilatéraux, qui ont établi les normes relatives aux échanges commerciaux des produits agricoles selon les intérêts des grandes entreprises et ont contraint les gouvernements serviles à libéraliser le commerce de ces produits. Cela a permis aux entreprises transnationales de s'introduire et prendre le contrôle des produits et des intrants agricoles dans pratiquement tous les pays du monde.
- d) Le quatrième mécanisme a été celui du crédit bancaire. Presque dans tous les pays, le processus de développement de la production agricole, de plus en plus dépendante des intrants

industriels, est devenu dépendant de l'utilisation de crédits bancaires pour financer la production. Et ces crédits ont permis de financer l'offensive du modèle de production caractéristique de l'« agriculture industrielle ». En d'autres termes, les banques ont financé la mise en œuvre et la domination de l'agriculture industrielle partout dans le monde.

- e) Pour finir, dans la majorité des pays, les gouvernements ont abandonné les politiques publiques du marché agricole et de l'économie paysanne. Ils ont libéralisé les marchés et ont mis en œuvre des politiques de subventions au profit précisément de la grande production agricole capitaliste. Ces subventions publiques ont été octroyées surtout sous forme d'exonérations fiscales des exportations ou des importations et par l'application de taux d'intérêt favorisant l'agriculture capitaliste.

Le résultat de cette logique de domination du capital financier sur la production agricole est qu'en deux décennies les quelques 30 plus grandes entreprises transnationales ont pris le contrôle de pratiquement toute la production et le commerce agricole au niveau mondial.

## **2. La crise récente du capitalisme financier**

Au long des années 1990-2008 s'est développé l'offensive du capitalisme financier sur l'agriculture, aggravée ces dernières années par la réalité conjoncturelle, caractérisée par la crise du capital financier aux États-Unis et en Europe.

Cette crise du capital financier accentue davantage les effets de la prise de contrôle du capital international sur les économies périphériques, l'agriculture et l'économie paysanne. Cela s'explique par plusieurs raisons.

- a) Confrontés à la crise, à la baisse des taux d'intérêts (autour de 2% par an) et à l'instabilité du dollar et de leur monnaie, les grands groupes économiques de l'hémisphère nord ont fui cette région du monde pour se précipiter en direction de la

périphérie, dans le but de protéger leurs capitaux volatiles en les plaçant alors dans des actifs fixes, tels que la terre, l'eau, les investissements productifs et la production agricoles.

- b) La crise du pétrole et ses conséquences pour le réchauffement de la planète et l'environnement a amené le complexe automobile et pétrolier à investir de larges sommes de capital dans la production d'agrocarburants, notamment la canne à sucre et le maïs destinés à la production d'éthanol et le soja et la palme de dendê pour l'huile végétale. Cela a entraîné une véritable offensive du capital financier et des entreprises transnationales sur l'agriculture du Sud.
  
- c) Le troisième mouvement occasionné par la crise conjoncturelle a été le déplacement de ces capitaux financiers vers les bourses de marchandises agricoles et de minerais, de façon à placer leurs actifs et ainsi spéculer sur le marché des futurs ou simplement transformer l'argent en marchandises futures. Ce mouvement a généré une augmentation exagérée des prix des produits agricoles négociés par les entreprises sur les bourses de marchandises du monde entier.

Les prix moyens des produits agricoles au niveau international sont désormais déconnectés du coût moyen de production et sont en revanche le résultat des mouvements spéculatifs et du contrôle exercé par les oligopoles des marchés agricoles.

### **3. La situation actuelle de la prise de contrôle des entreprises transnationales et du capital financier sur l'agriculture**

La situation et les conséquences de la façon dont les entreprises agissent sur l'agriculture pourraient être analysées sous différents aspects. Ici nous allons seulement analyser les aspects économiques.

- a. Il y a eu une concentration du contrôle de la production et du commerce mondial de produits agricoles dans les mains d'un petit nombre d'entreprises qui maîtrisent ces produits partout dans le monde, et en particulier les produits agricoles pouvant être standardisés, tels que le grains ou les

produits laitiers. Et ces entreprises dominent l'ensemble de la chaîne de production des intrants et des machines auxquels l'agriculture fait recours.

- b. Il s'est produit un processus accéléré de centralisation du capital. Ainsi une même entreprise a pris le contrôle de la production et des échanges commerciaux d'un ensemble de produits et de secteurs de l'économie, comme par exemple la fabrication d'intrants agricoles (engrais chimiques, poisons, pesticides), la machinerie agricole, les médicaments, les semences transgéniques, ainsi qu'une infinité de produits provenant de l'industrie agro-industrielle, aussi bien des produits destinés à l'alimentation que des produits cosmétiques et superflus.
- c. Il y a une symbiose de plus en plus prononcée au sein d'une même entreprise entre le capital industriel et commercial d'un côté et le capital financier de l'autre.
- d. Il y a un contrôle presque absolu des prix des produits et des intrants agricoles au niveau mondial. Les prix reposent sur la valeur mais atteignent des niveaux vertigineux fixés par la concurrence, par la situation d'oligopole et par la spéculation du capital financier.
- e. On observe l'hégémonie des entreprises dans le domaine des connaissances scientifiques et des technologies employées dans l'agriculture, qui partout dans le monde imposent un modèle technologique propre à l'"agriculture industrielle", dépendante des intrants produits en dehors de l'agriculture. Ce modèle est présenté comme étant l'unique, la meilleure et la moins onéreuse façon de produire dans le domaine agricole, ignorant les techniques millénaires des savoirs populaires et de l'agro-écologie.
- f. Les entreprises font valoir la propriété privée sur les biens de la nature, les semences génétiquement modifiées, l'eau et la biodiversité.
- g. Une dangereuse standardisation des aliments humains et animaux est en cours partout dans le monde. L'humanité est incitée à s'alimenter de plus en plus avec de véritables "rations" standardisées par les entreprises. Les aliments se sont transformés en une simple marchandise qui doit être consommée de façon massive et rapide. Cette situation entraîne des conséquences incalculables, parmi lesquelles

la destruction des habitudes alimentaires locales et de la culture, et comporte des risques pour la santé humaine et animale.

- h. Nous observons un processus généralisé partout dans le monde, celui de la perte de souveraineté des peuples et des pays concernant les aliments et le processus productif, à travers la dénationalisation de la propriété des terres, des entreprises, des agro-industries et du commerce ainsi que de la technologie, mettant en péril la souveraineté nationale dans son ensemble. Aujourd'hui, 70 pays ne sont déjà plus en mesure de produire ce dont leurs peuples ont besoin pour s'alimenter.
- i. On a implanté de grandes plantations industrielles d'arbres homogènes, tels que l'eucalyptus, le pin et la palme africaine, destinés à la production de cellulose, de bois et d'agro-énergie, nuisant gravement à l'environnement par la destruction totale de la biodiversité et de la nappe phréatique.
- j. On a construit une alliance machiavélique dans les pays du sud entre les intérêts des grands propriétaires terriens et exploitants capitalistes et ceux des entreprises transnationales. Cette alliance est en train d'imposer le modèle agricole industriel dans tout l'hémisphère sud, de façon très rapide et en concentrant la propriété de la terre de façon écrasante. Elle est en train de détruire et rendre irréalisable l'agriculture paysanne, tout en dépeuplant l'intérieur de nos pays. Ce modèle agricole repose sur une mécanisation intensive et le recours à des pesticides, lesquels provoquent l'expulsion de la main d'œuvre et la migration de larges franges de la population rurale.
- k. Une nouvelle *redivision* internationale de la production et du travail est en cours, laquelle condamne la majorité des pays de l'hémisphère sud à se limiter à être de simples exportateurs de matières premières agricoles et minérales.
- l. La majorité des gouvernements, bien qu'élus dans le cadre de processus électoraux acceptés comme étant démocratiques, sont en réalité soutenus par la force de l'argent et tout type de manipulation médiatique, donnant naissance à des gouvernements serviles et soumis à ces intérêts. Leurs politiques agricoles sont intégralement

sujettes aux intérêts des entreprises transnationales. Ils ont abandonné le contrôle de l'État sur l'agriculture et les aliments. Ils ont abandonné les politiques publiques de soutien aux paysans. Ils ont abandonné les politiques publiques de souveraineté alimentaire et de préservation de l'environnement local.

m.

#### **4. Les contradictions du contrôle du capital financier sur l'agriculture**

L'impact du pouvoir économique sur l'agriculture, la nature et les produits agricoles nous effraie tous! Une situation qui peut entraîner le pessimisme quant à la possibilité de renverser la situation, compte tenu de la puissance exercée par le capital international et financier sur ces éléments.

Toutefois tous ces processus économiques et sociaux font apparaître des contradictions. Et ce sont ces contradictions qui génèrent la révolte, l'indignation, et autres effets adverses pouvant amener à les surmonter.

Ci-dessous sont soulignées certaines des contradictions liées à la domination du capital sur l'agriculture et la nature, afin de les comprendre et agir sur elles, de façon à engendrer les changements qui s'imposent:

- Le modèle agricole industriel dépend complètement des intrants, tels que les engrais chimiques et dérivés du pétrole, lesquels ont des limites physiques naturelles, compte tenu de la pénurie des réserves mondiales en pétrole, potassium, calcaire et phosphore. Leur expansion est donc limitée à moyen terme.
- Le contrôle de quelques entreprises seulement sur les aliments a généré des prix au dessus de leur valeur, ce qui entraînera la faim et la révolte de la population qui n'aura pas accès à l'alimentation par manque de revenus. En d'autres termes, conditionner le prix des aliments aux taux d'intérêt seulement entraînera de graves problèmes sociaux à moyen terme, puisque la population plus pauvre et affamée

n'aura pas suffisamment de revenus pour pouvoir consommer des aliments réduits à de simples marchandises.

- Le capital contrôle les ressources naturelles : la terre, l'eau, les forêts et la biodiversité. Cela affecte la souveraineté nationale des pays et va susciter la réaction de vastes secteurs sociaux antagonistes, et non seulement du monde paysan.
- L'agriculture industrielle repose sur la nécessité grandissante d'employer des pesticides afin de réduire la main d'œuvre et de produire des monocultures de grande échelle. Cela rend les aliments de plus en plus contaminés, lesquels affectent la santé de la population. Les populations urbaines, qui ont un meilleur accès à l'information, réagiront (les classes fortunées se protègent déjà et dans les grandes chaînes de supermarchés la consommation de produits alimentaires issus de la culture biologique est en augmentation).
- La production à grande échelle expulse la population du milieu rural et entraîne l'augmentation de la population vivant à la périphérie des grandes villes. Ces populations n'ont pas d'alternative d'emploi et de revenu. Cela crée une contradiction liée à l'augmentation des inégalités sociales.
- Les entreprises élargissent l'agriculture à base de semences transgéniques, alors qu'en même temps les dénonciations augmentent et les conséquences de l'utilisation des semences transgéniques sur la biodiversité, sur le climat ainsi que les risques pour la santé humaine et des animaux deviennent visibles.
- L'agriculture industrielle et la monoculture détruisent irrémédiablement la biodiversité, ce qui bouleverse systématiquement le régime des pluies et le climat, et contribue au réchauffement de la planète. Cette contradiction est insoutenable pour les populations urbaines, qui ne tarderont pas à s'en rendre compte et à exiger des changements.
- La privatisation de la propriété des eaux des rivières et des lacs comme de la nappe phréatique va restreindre la consommation pour les populations à bas revenu et aura de graves conséquences sociales.
- L'augmentation de l'achat de terres par les entreprises étrangères et leur dénationalisation incontrôlable entraîne

des contradictions concernant la souveraineté politique des pays.

- Le recours à l'agriculture industrielle et l'expansion de la production d'agrocarburants accentue le phénomène des monocultures et l'utilisation d'engrais d'origine pétrolière et ne résout pas le problème du réchauffement climatique et des émissions de gaz carbonique. La cause principale de ce problème est l'augmentation du transport individuel dans les grandes villes, stimulé par l'avidité de l'industrie automobile. Ainsi, promouvoir la production d'agrocarburants ne résoudra pas le problème mais, bien au contraire, ne fera que l'aggraver, dû aux effets pervers de destruction de la biodiversité.
- Le projet d'une nouvelle division internationale du travail et de la production transforme beaucoup de pays de l'hémisphère sud en de simples exportateurs de matières premières et contrarie des projets de développement national pouvant garantir l'emploi et la distribution de revenu pour la population. Cela va entraîner une concentration du revenu, le chômage et les migrations vers les pays de l'hémisphère nord.
- Les entreprises de l'agro-industrie, en alliance avec le capital financier, avancent elles aussi vers la concentration et la centralisation des réseaux de distribution de supermarché, avec les oligopoles mondiales que représentent des chaînes telles que Wal-Mart ou Carrefour. Ce processus va détruire des milliers de petits entrepôts et commerçants locaux, entraînant des conséquences sociales incalculables.
- L'agriculture industrielle exige l'utilisation d'une quantité croissante d'hormones et remèdes industriels afin de produire en masse des animaux destinés à l'abattage en un moindre temps, tels que la volaille, le bétail et le porc, ce qui a déjà des conséquences pour la santé des consommateurs.

# Construction d'alliances avec d'autres mouvements sociaux

---

## 1. Des alliances : pour quoi faire?

La Via Campesina est un mouvement paysan qui, a pour objectif principal d'obtenir des changements dans le secteur agricole, changements profonds qui affectent la société entière. Nous pensons que nous devons établir des alliances avec d'autres secteurs pour constituer une force suffisante pour provoquer ces changements. Il s'agit de changements dans la production agricole mais aussi au niveau des formes de consommation, de la situation des femmes, de l'éducation, la santé, l'environnement, etc. Nous ne pouvons pas arriver à ces changements sans collaborer avec d'autres secteurs. Une alliance est une collaboration de long terme qui génère des appuis mais qui implique aussi des responsabilités. Cela signifie que nos alliés ne sont pas là seulement pour soutenir l'agenda de La Via Campesina. La Via Campesina doit aussi faire des efforts pour comprendre l'agenda d'autres secteurs et leur venir en appui dans leurs luttes. Pour constituer une alliance, il faut formuler une vision à long terme qui génère un agenda convergent de stratégies et d'actions communes.

Nous voulons articuler notre agenda stratégique de long terme en collaboration avec d'autres mouvements pour pouvoir organiser et mobiliser plus souvent de façon conjointe afin d'influencer les politiques et transformer la société. La construction d'une alliance requiert un suivi sur le long terme de la part de La Via Campesina, et un bon processus de dialogue entre La Via Campesina et les alliés. A ce dialogue, ne doivent pas participer seulement les personnes qui sont responsables d'articuler le processus mais bien toute La Via Campesina (à travers le CCI, les régions, etc.).

## **2. Bilan depuis 2004**

### **Il y a eu des avancées dans les domaines suivants:**

- A travers le processus Nyéleni nous avons renforcé le processus politique et l'agenda commun des mouvements autour de la Souveraineté Alimentaire. Il semble que la Souveraineté Alimentaire puisse servir à faire converger les forces autour d'un agenda positif sur le thème de la production et de la consommation agricole.
- Il existe une quantité de mouvements et d'ONG qui peuvent se mobiliser autour de thèmes centraux comme l'OMC, la Banque Mondiale, le réchauffement climatique, le G8, etc. Cette capacité est avérée et nous savons comment travailler pour ce genre de mobilisation. Ces thèmes sont aussi l'occasion de contacts avec des jeunes, des étudiants, etc.
- Il y a eu des collaborations positives sur des thèmes ponctuels (biodiversité, réforme agraire, droits humains, Aracruz...)

### **Il y a des difficultés dans les domaines suivants:**

- Nous avons des difficultés pour articuler l'espace de l'Assemblée des Mouvements Sociaux, en partie à cause des changements dans le contexte international, mais surtout parce qu'il n'y a pas de stratégie claire de La Via Campesinasur comment opérer et assumer un leadership avec d'autres mouvements dans ce réseau.
- Formuler le suivi du processus de Nyéleni et la définition du rôle de l'IPC à Rome.
- Avoir des dialogues directs avec d'autres mouvements pour construire et renforcer nos alliances.
- Il n'existe pas d'agenda politique commun de long terme entre les mouvements principaux.
- En Europe et Amérique du Nord, le mouvement paysan est minoritaire. Il est donc plus difficile de construire des alliances dans ces deux régions.

### **3. Quels sont nos défis?**

Il existe en général beaucoup de contacts et nous nous rencontrons dans divers espaces (FSM, Assemblée des Mouvements Sociaux, OWINFS, processus Nyéléni, IPC Rome, activités et Forums nationaux ou régionaux, etc). Toutefois il manque actuellement une stratégie commune entre les mouvements principaux sur comment renforcer nos alliances à moyen terme.

Dans La Via Campesina, nous devons définir avec quels mouvements en priorité nous souhaitons travailler et construire des alliances à long terme. Nous devons mieux articuler notre processus interne pour être capables d'avoir un bon dialogue à différents niveaux (local, national, régional, international). Nous devons saisir les opportunités d'alliances au niveau où elles existent pour les généraliser ensuite à l'ensemble de La Via Campesina.

Nous devons contacter ces mouvements choisis en priorité pour commencer à articuler le dialogue et les initiatives communes de chacun. Nous pouvons aussi discuter avec eux de la manière de gérer - coordonner les espaces existants au niveau régional et international.

### **4. Quels sont les principaux espaces et comment mieux les investir?**

Nous devons toujours avoir conscience de l'espace dans lequel nous nous trouvons et de la fonction de cet espace (mobiliser, accumuler nos forces ou échanger des informations).

L'Assemblée des Mouvements Sociaux. C'est un espace créé durant le Forum Social Mondial pour faciliter l'articulation d'un agenda de mobilisation entre les mouvements sociaux. Dans cet espace, il existe une bonne analyse commune. Mais il a toutefois des difficultés pour mettre en place de bons mécanismes de communication et de mobilisation et définir des priorités d'action. Ceci conduit à un manque d'implication et de travail de la part des membres pour faire fonctionner cet espace. Si La Via Campesina pense que cet espace est important, elle doit y dédier plus de ressources et de personnes.

Le processus de Nyeleni. Le Forum de Nyéleni fut innovant et a suscité beaucoup d'enthousiasme chez les participant(e)s. Il a accru l'intérêt des mouvements pour la question de la Souveraineté Alimentaire. La synthèse du Forum intègre un programme d'actions clair qui a beaucoup de légitimité. Le comité de direction discute du processus de suivi. Cependant, trouver les mécanismes et méthodologies adéquates pour donner un suivi à ce processus s'avère difficile.

Le Comité International de Planification pour la Souveraineté Alimentaire – CIP à Rome. Celui-ci fut créé avant le Sommet de l'alimentation en 1996. C'est un espace de mise en lien des initiatives des organisations membres et non pas un espace de représentation. En ce moment il est focalisé sur les processus autour de la FAO et du FIDA. Il a joué un rôle d'appui important pour faciliter le Forum de Nyéleni. La Via Campesina doit discuter de l'importance à accorder à la FAO dans sa stratégie et de l'importance de cet espace.

OWINFS (Réseau Notre Monde n'est pas à Vendre). C'est un réseau qui travaille sur le commerce international et qui a cherché surtout à renforcer la lutte contre l'OMC et les accords de libre échange. C'est un vaste réseau dans lequel figurent aussi des organisations et ONG qui ne sont pas d'accord avec les stratégies de La Via Campesina et cherchent par exemple à travailler de façon plus proche de l'OMC. C'est un espace difficile aussi pour les mouvements de part sa façon de fonctionner. Il joue un bon rôle dans la diffusion de l'information sur les stratégies, mais ne remplit pas un rôle mobilisateur.

Collaboration avec FIAN dans la Campagne Globale. Cette campagne existe depuis plusieurs années avec des instruments concrets comme des missions d'investigation, des lettres d'urgence et des séminaires de formation. Mais, la campagne a des difficultés pour développer des mécanismes de mobilisation plus larges autour du thème de la terre et peine à s'établir en dehors de l'Amérique Latine.

Le Forum Social Mondial: Ce Forum n'a pas d'orientation politique claire; c'est plutôt un espace de rayonnement et d'échange d'expériences et informations.

Les alliances au niveau local: dans beaucoup de régions, il existe des alliances au niveau local pour des luttes et initiatives concrètes. Ce sont des alliances très importantes pour nos membres. Comment pouvons-nous les intégrer à notre stratégie globale? Pourrions-nous les rendre visibles par le biais de la journée du 17 avril?

## **5. La Via Campesina et la relation avec les différents secteurs**

Nous pensons que La Via Campesina devrait se concentrer sur les secteurs suivants et chercher des contacts plus directs avec les mouvements suivants: femmes, pêcheurs, travailleurs, peuples indigènes, jeunes, citadins marginalisés, immigrants et environnementalistes.

En ce qui concerne les femmes, nous travaillons principalement avec la Marche Mondiale, un réseau international de groupes de femmes activistes. Il était très actif à Nyéléni et il nous paraît important de continuer et de renforcer ces liens.

Les pêcheurs ont deux plateformes (*WFF* - World Forum of Fish Harvesters and Fishworkers et *WFFP* – World Forum of Fisher People). Il existe en plus beaucoup d'organisations qui ne sont affiliées à aucune de ces deux plateformes. *WFF* et *WFFP* ont été très occupés par leurs débats et conflits internes, et sont peu visibles au niveau international. Ils cherchent encore une reconnaissance de leur secteur dans l'arène internationale. Certaines organisations nationales de La Via Campesina ont fait un bon travail avec des organisations de pêcheurs (Chile, Honduras...). Au niveau international, il y a eu une mobilisation avec une flotte de bateaux pêcheurs à Genève initiée par KM des Philippines. Il serait important d'intensifier l'échange au niveau national et suivre de plus près *WFF* y *WFFP* au niveau international.

En ce qui concerne les syndicats d'ouvriers et d'ouvrières, La Via Campesina a eu très peu d'activités dans ce domaine. Actuellement, nous les rencontrons surtout au sein de OWINFS (Réseau "Notre Monde n'est pas à Vendre") sur le thème des services. Certains sont dans l'Assemblée des mouvements sociaux. Beaucoup de travail reste à faire dans ce domaine.

Le secteur des peuples d'origine indigène est dispersé. Nous sommes en lien avec eux dans le CIP Rome. Il y a beaucoup de contacts et de collaboration au niveau national et il existe une articulation importante au niveau régional-continentale en Amérique Latine. Mais, en tant que La Via Campesina, nous n'avons pas réussi à trouver une articulation forte avec ce secteur.

Nous rencontrons des jeunes dans les mobilisations (Cancun, G8...) mais nous n'avons pas de collaboration organisée en dehors de ces événements.

Entre les organisations d'immigrants et d'immigrantes et La Via Campesina, il existe des contacts ponctuels (par exemple en Espagne) mais il n'y a pas de collaboration plus articulée. Il en est de même avec les secteurs des citoyen(ne)s marginalisé(e)s ou avec les mouvements d'agriculture urbaine, de consommateurs et consommatrices,...

Dans le domaine de l'environnement, nous avons un bon contact avec Amis de la Terre International. Nous avons travaillé ensemble dans le processus de Nyéléni et dans beaucoup d'autres espaces. Ils travaillent beaucoup sur le thème des multinationales, ce qui peut être un champ important de collaboration.

Nous avons des relations avec beaucoup d'ONG. Avec certaines d'entre elles, nous avons une relation étroite et ils nous appuient dans nos activités.

## **6. Définir nos facteurs limitants pour renforcer et développer nos alliances**

Plusieurs facteurs limitent actuellement notre capacité à renforcer nos alliances:

- Manque de méthodologie et absence d'un processus établi pour travailler le thème dans La Via Campesina. Le thème des alliances n'est pas encore suffisamment partagé dans La Via Campesina. Nous n'avons pas d'agendas ou de priorités claires, établies et connues entre La Via Campesina et d'autres mouvements. Il nous manque des priorités politiques communes pour notre stratégies d'action et de mobilisation.
- Nous sommes parfois trop focalisés sur la question : "Comment recevoir de l'appui pour notre lutte?" Or, nous devons développer plus d'intérêt pour les autres mouvements et leurs luttes. Mieux comprendre leurs agendas et chercher des formes d'appui mutuel.
- Il nous manque la capacité de leadership et d'appui technique: Il n'y a pas suffisamment de personnes qui travaillent sur ces thèmes pour mener le débat en interne et travailler avec les alliés. Les processus sont complexes et nécessitent une bonne compréhension et diffusion de l'information.
- Nous n'avons jusqu'à présent pas donné priorité à cet aspect dans nos recherches de fonds.
- Dans notre travail avec les ONG, nous devons expliciter davantage comment nous voulons travailler avec eux et comment nous voyons le rôle de chacun. Ceci aidera à maintenir des bonnes relations et améliorer notre collaboration.

# Via Campesina et les peuples indigènes

---

Tout au long de l'histoire les peuples autochtones ont fait l'objet de discrimination et de racisme. Ils ont souffert de répression, d'extermination, d'esclavage et de multiples formes d'injustice.

Actuellement le problème des peuples autochtones est traité de différentes manières. Mais au sein de La Via Campesina nous avons réussi à construire des synergies afin d'adopter dans toutes nos luttes des positions conjointes face au modèle néolibéral.

Maintenir une mobilisation constante pour la reconnaissance de leurs cultures a été notre lutte permanente. Ceci s'est traduit, par exemple, par l'éducation interculturelle et le droit à la terre

À partir de la IV<sup>ième</sup> Conférence de Sao Paulo au Brésil, la Via Campesina a fomenté un large débat concernant le rôle des indigènes, hommes et femmes, dans le monde entier. Dans quelques pays ils constituent la majorité, dans d'autres ils appartiennent à des minorités marginalisées.

Notre conclusion est qu'on ne peut parler du milieu rural, du développement de l'agriculture, de la préservation des variétés locales de semences, de la biodiversité et de la préservation de l'environnement sans tenir compte en même temps de la lutte que ces peuples autochtones ont mené tout au long de l'histoire.

Les thèmes centraux de la Via Campesina se sont enrichis au contact des mouvements indigènes qui s'articulent autour de la culture de la vie, de l'identité, de la philosophie, et d'une spiritualité millénaire. Cette représentation met en application des

connaissances et des savoirs ancestraux, et cherche à renforcer les processus d'échanges fraternels entre les nations, tout en respectant l'auto-détermination de chaque peuple. La culture indigène propose un monde durable pour préserver la «mère terre» des désastres, du réchauffement global et de la crise écologique provoqués par le capitalisme sauvage.

Les peuples indigènes attachent une grande importance à la Souveraineté Alimentaire comme élément de base de la Souveraineté Nationale. L'alimentation est inséparable du droit à la vie. La souveraineté alimentaire nationale garantit à la communauté, tant le respect de sa propre culture que les espaces et modes de production, distribution et consommation en équilibre avec une alimentation saine et exempte de contamination. Elle est aussi un garant pour tous, pour éliminer la faim.

La femme indigène joue un rôle déterminant; c'est elle qui conserve la semence locale et qui transmet les connaissances ancestrales. Les peuples autochtones dédient de nombreux efforts aux luttes pour leur identité nationale basée sur les principes de solidarité, d'égalité et d'équité dans les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes.

Les défis de la Via Campesina en ce qui concerne cet aspect sont:

Continuer l'analyse des modes de participation des peuples indigènes au sein la Via Campesina.

Reprendre la cosmovision indigène pour améliorer les stratégies de la lutte des paysans.

Socialiser les expériences entre les différents continents sur la question des peuples indigènes.

Reconstruire un processus de récupération de l'identité et de la mémoire historique des peuples autochtones.

Promouvoir des espaces de réflexion entre les principales organisations indigènes des différents continents.

Faire prévaloir la convention sur les droits des peuples indigènes des Nations Unies. Promouvoir une véritable et réelle Réforme Agraire qui reprenne la représentation indigène du monde pour défendre et pour protéger les droits inclus dans celui de la Souveraineté Alimentaire

Développer des actions économiques et sociales pour lutter contre le déracinement dans les campagnes provoqué par l'émigration

**Globalisons la Lutte.....Globalisons l'Espoir**

# Banque Mondiale / FMI : Hors de l'Agriculture

---

Les organisations membres de la Via Campesina du monde entier se sont opposées à la Banque Mondiale (BM) et au Fonds Monétaire International (FMI) dans de nombreux endroits du monde à cause de l'impact catastrophique de leurs politiques sur la vie des petits paysans et des communautés humaines en général.

Créées en 1944, le but affiché de ces institutions est de réduire la pauvreté. Cependant, elles ont principalement servi les intérêts de leur plus grands contributeurs et ont imposé le fondamentalisme du marché au monde. Les prêts qu'elles proposent sont alloués sous des conditions strictes afin d'ouvrir les marchés et démanteler toutes sortes de politiques nationales. Ce faisant, elles ont agi en colonisateurs économiques mondiaux. Au lieu de réduire la pauvreté, comme elles le promettent dans leurs programmes, elles marginalisent et expulsent les paysans de leurs terres. De plus, la Banque Mondiale et le FMI sont des institutions complètement discréditées et antidémocratiques dans lesquelles le système de décision à un dollar - une voix marginalise les pays du Sud.

## **1. Des mégas projets expulsent les gens de leurs terres**

Plus de trois milliards de personnes vivent en milieu rural, beaucoup d'entre elles sont de plus en plus fréquemment et violemment expulsées de leur terres et privées de leur modes de subsistance. La Banque Mondiale et le FMI ont financé des mégas projets de développement, des grands barrages, des projets d'infrastructure, des industries minières et du tourisme qui ont forcé les populations locales à migrer. Ces projets ont détruit le tissu social et les ressources de base dont la vie de ces populations

dépend. Par exemple, la construction du barrage de Pak Mun ainsi que d'autres mégas projets soutenus par la BM en Thaïlande a très profondément affecté les personnes et leur environnement. Les paysans ont dû migrer et ont été chassés de leur terres fertiles et de leurs maisons. Et les dégâts environnementaux et les pertes en biodiversité ne pourront jamais être réparés.

## **2. Les politiques de privatisation et de libre échange détruisent l'agriculture familiale**

La Banque Mondiale et le FMI ont également soutenu des vagues de privatisations et de dérégulation dans le monde, démantelant des systèmes existants conçus pour défendre le bien commun, les peuples et leur environnement. La privatisation de la terre, de l'eau, des semences, de l'éducation, de la santé et de l'ensemble des services publics ainsi que la baisse drastique des subventions aux paysans ont ruiné les économies locales et ont répandu la faim et la pauvreté. Pendant ce temps, la promotion des exportations agricoles et des politiques de libre échange a entraîné la re-concentration des terres et des richesses aux mains des élites et la destruction des économies paysannes. Par exemple en Indonésie, la BM a approuvé un prêt pour changer la loi sur l'eau en une nouvelle loi qui protège les investisseurs étrangers dans le contrôle des ressources en eau.

De nombreux pays comme la Thaïlande, l'Argentine ou la Russie qui appliquaient les politiques du FMI ont souffert de profondes crises économiques qui ont fait sombrer des millions de gens dans la pauvreté. D'autre part, lorsque le FMI intervient dans un pays pour le sortir d'une crise économique, c'est une crise encore plus forte qui le frappe et les paysan(ne)s et les populations. On croit généralement que ce sont les gouvernements qui proposent les programmes de développement et que la Banque Mondiale finance les prêts.

Mais en réalité, la BM ne soutient et ne développe des programmes que là où elle peut en tirer de larges profits. De plus, les programmes de la Banque Mondiale imposent des lois et des amendement de réglementation qui garantissent les intérêts des multinationales. Ce qui signifie que les paysans ne bénéficient

jamais de ces prêts - même marginalement - mais qu'en revanche, ils doivent rembourser ces prêts avec les taxes qu'ils paient au gouvernement. Ces politiques ont engendré une dette énorme qui étouffe la capacité des pays à se développer et à aider leurs populations.

### **3. La réforme foncière assistée par le marché provoque l'exclusion**

En mai 2003, la Banque Mondiale a publié son Rapport de Recherche sur les Politiques Foncières, « pour des politiques foncières favorables à la croissance et la réduction de la pauvreté ». Ce document a jeté les bases d'une politique mondiale soutenant la privatisation des terres sous le nom de « réforme foncière ». Cette politique présente un concept de sécurité foncière qu'elle tend à limiter à la sécurité de la propriété privée individuelle. Elle suppose que ce qui est avantageux pour les investisseurs l'est aussi pour les paysans pauvres.

Cependant, les politiques d'administration des terres (cadastre, délimitation, attribution de titres, etc.) appliquées ces dernières années et sponsorisées par la Banque n'ont pas abouti à une meilleure sécurité foncière pour les femmes et les communautés rurales pauvres. Au contraire, ces politiques ont accru leur vulnérabilité et leur risque de perdre leurs terres (dans des pays tels que la Colombie, le Brésil, le Guatemala, ...).

On observe alors que les processus d'attribution de titres fonciers - dans la plupart des cas individuellement - ainsi que ceux de libéralisation du commerce agricole et de démantèlement des services publics et des aides aux petits et moyens producteurs agricoles ont commencé avec la promesse qu'ils réguleraient, formaliseraient et sécuriseraient le système foncier. La banqueroute de nombreux paysans qui avaient des titres de propriété foncière, qui était alors devenus transférables et pouvaient être saisis, a permis aux banques de prendre possession de ces terres. Dans d'autres cas, des conditions très difficiles pour l'économie des familles de paysans, l'impossibilité de produire, et la détérioration dramatique des conditions de vie, ont poussé de nombreux paysans à vendre leurs terres à de gros entrepreneurs de

l'agribusiness afin d'avoir, pour un temps, un peu d'argent en poches. De plus, la privatisation des formes collectives et communes de gestion foncière et des services d'extension, services divers d'aide aux populations rurales, ont affecté de manière négative les paysans (hommes et femmes) et les peuples indigènes, tout particulièrement dans ces pays où un nombre considérable d'entre eux avaient bénéficié d'anciennes réformes agraires.

À l'opposé, la Via Campesina se bat pour une véritable réforme agraire, basée sur la souveraineté alimentaire, le territoire et la dignité des peuples et qui garantit aux paysan(ne)s, aux familles d'agriculteurs, aux peuples indigènes et aux sans terre l'accès et le contrôle réel des ressources naturelles et des facteurs de production nécessaires au respect réel des droits humains.

#### **4. Changement climatique**

La Banque Mondiale se présente comme une institution luttant contre le changement climatique. Elle a lancé son fonds d'investissement sur le climat concocté par le Japon, les États-Unis et le Royaume-Uni lors du sommet du G8 d'Hokkaido au Japon du 7 au 9 juillet 2008. Ce fonds - qui a été critiqué par des gouvernements de pays en voie de développement - sera utilisé pour financer des soit-disant technologies propres telles que le charbon ou les agrocarburants, des prêts pour s'adapter au changement climatique et la mise en place de systèmes d'échange d'émissions carbone qui permettent aux pays industrialisés de s'acheter un échappatoire à la réduction de leurs émissions. Les solutions proposées par la banque n'aideront pas à refroidir le climat, elles bénéficieront surtout aux grandes entreprises. Pendant ce temps, la Banque Mondiale reste un pollueur majeur et ne prend aucune de ces responsabilités en ce qui concerne ses propres émissions de gaz à effet de serre. Entre 2007 et 2008, le Groupe Banque Mondiale a augmenté son financement des carburants fossiles de 60%. Durant cette période, la Société Financière International (IFC), la branche du Groupe Banque Mondiale qui prête au secteur privé, a augmenté son financement des carburants fossiles de 165%. La Banque est également un « déforestateur » majeur puisqu'elle encourage l'abattage industriel d'arbres et les agrocarburants.

## **5. La crise alimentaire ne sauvera pas la crise de légitimité de la BM et du FMI !**

En ce moment, la Banque Mondiale et le FMI essaient de regagner de la légitimité en jouant un rôle prédominant dans les solutions à la crise alimentaire. Depuis avril 2008, la réaction de la communauté internationale à la crise alimentaire a été coordonnée par l'Équipe Spéciale de Haut Niveau sur la Crise Mondiale Alimentaire (HLTF), initiée par le Secrétaire Général de l'ONU Ban Ki-moon et qui se compose de l'ensemble des organisations de l'ONU qui traite des problèmes d'alimentation et d'agriculture ainsi que de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International (FMI) et de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Alors qu'il faut chercher les causes même de la crise alimentaire dans les politiques de libre échange encouragées par les gouvernements et les institutions financières internationales (telles que la privatisation et la dérégulation), les mêmes politiques sont invoquées pour résoudre la crise. La Banque Mondiale et le FMI ont participé à mettre le feu à l'économie mondiale, ils ne peuvent pas être appelés pour éteindre le feu.

## **6. La Banque Mondiale et le FMI violent les Droits de l'Homme !**

Étant donnée l'influence envahissante de la Banque Mondiale et du FMI sur la formulation de politiques sociales et économiques clés, leurs responsabilités et leur passif en terme de droits de l'homme doivent être directement examinées au sein du système multilatéral des droits de l'homme. De fait, ces acteurs ont souvent d'avantage de pouvoir que les gouvernements nationaux et exercent un contrôle excessif sur les décisions des gouvernements au sujet des politiques nationales. Depuis que la Banque Mondiale et le FMI interviennent à l'encontre du respect des droits fondamentaux des peuples, La Via Campesina ainsi que d'autres mouvements sociaux sont d'avis que de telles institutions antidémocratiques mais pleines de pouvoir doivent être démantelées et des politiques en faveur du peuple doivent être développées partout dans le monde.

# L'agriculture industrielle crée la crise de l'eau

---

Alors que le centre d'intérêt principal se porte maintenant sur les problèmes posés par le changement climatique, le monde affronte également une crise de l'eau. Près d'1,1 milliard de personnes vivent sans eau potable, 3 900 enfants meurent chaque jour de maladies liées à une mauvaise qualité de l'eau (OMS 2004), 2,6 milliards de personnes - soit 40 % de la population mondiale - n'ont pas accès aux services sanitaires de base, et les experts prédisent qu'en 2015, 2,1 milliards de personnes seront toujours dans cette situation. A la vitesse actuelle, l'Afrique sub-saharienne n'atteindra pas l'objectif d'accès à l'eau pour tous avant 2076.

Des catastrophes naturelles sont également liées à l'eau telles que les grandes inondations qui détruisent les logements, les ponts, les infrastructures agricoles et de transport, les plantes, les animaux. Elles provoquent aussi des glissements de terrains qui prennent la vie des gens et détruisent les terres agricoles.

La crise de l'eau atteignant principalement les zones rurales, les familles paysannes en sont victimes au premier chef.. Les facteurs principaux à l'origine de la crise de l'eau sont à mettre en regard des systèmes de production agricole, et en l'occurrence du modèle industriel prôné en agriculture, pour la pêche et la sylviculture.

- La déforestation massive ou le déboisement en forêt conduit par les entreprises est ainsi l'un des principaux facteurs d'explication de la crise de l'eau. Les arbres et la biodiversité des forêts anciennes limitent le ruissellement des eaux en surface quand il pleut. Ils maintiennent l'eau dans les sous-sols et, par l'ombre qu'ils créent, limitent l'évaporation due au

soleil. Quand il n'y a plus d'arbres ou qu'un grand nombre est dégradé, cette fonction de la forêt disparaît.

- Le développement de la monoculture agricole et forestière. La monoculture remet en cause la fonction assurée par les arbres dans la préservation de la ressource en eau. Certains modèles de monocultures créent même des crises d'eau : les arbres « cultivés » consomment plus d'eau qu'ils n'en retiennent en sous-sol, il en est ainsi des plantations d'eucalyptus. Dans les plantations monoculturales, le ruissellement des eaux emporte la surface des terres fertiles jusqu'aux rivières, y créant de la sédimentation. Et comme le sol perd cet humus, il a ensuite besoin de davantage de fertilisants chimiques.
- L'utilisation intensive de pesticides sur les terres cultivées contamine les rivières et les lacs, détruisant leur biodiversité. Les rivières sont polluées et les populations riveraines contractent de dangereuses maladies liées à l'eau.
- Les pêcheries industrielles intensives dans les rivières, les lacs et les zones côtières contribuent également à la dégradation de la qualité des eaux. Elles polluent l'eau, détruisent les écosystèmes des rivières, des lacs et des zones côtières. La disparition du palétuvier s'explique ainsi principalement par le développement des pêcheries industrielles, ces dernières facilitant l'infiltration d'eau salée dans les terres.
- La privatisation de l'eau potable par les gouvernements au profit des sociétés privées a conduit les populations à ne plus y avoir accès, du fait de son prix. L'intérêt principal des sociétés étant de faire toujours plus de profit, elles cherchent à augmenter le prix de l'eau et les gens ordinaires doivent en supporter le prix.
- Les sociétés industrielles produisant des boissons forent de profonds puits pour exploiter l'eau souterraine, ce qui a créé une pénurie d'eau parmi les communautés. Les sources communautaires et les puits familiaux s'assèchent, alors que seuls un certain nombre de personnes ont la capacité d'acheter de l'eau en bouteille.

Le modèle agro-industriel est donc responsable à plus d'un titre des crises de la ressource en eau. Il est urgent de mettre un terme à ce modèle et d'encourager l'agriculture paysanne, qui depuis des millénaires se perpétue sans détruire le cycle de l'eau.

## **Fausse solutions face à la crise de l'eau**

La crise de l'eau prenant de l'ampleur, plusieurs propositions sont avancées. Malheureusement ces propositions n'apportent aucune solution, parce qu'elles ne tiennent pas compte du facteur principal d'explication. Pire, les solutions proposées créent d'autres problèmes plus complexes.

- Construire un immense barrage n'est pas une bonne solution pour résoudre les problèmes d'inondations ou éviter de sévères sécheresses. Construire d'énormes barrages nécessite une emprise importante, le plus souvent au détriment des terres fertiles situées à proximité des fleuves et appartenant aux familles paysannes. La construction de ces barrages nécessite aussi beaucoup d'argent. Dans les pays du Sud, les institutions financières internationales telle que la Banque Mondiale attribue des prêts au profit de ce type de projets. Ces projets détruisent aussi la biodiversité locale (les rives des rivières changent et leur biodiversité est recouverte par l'eau retenue par les barrages). Prévenir les inondations de même que les pénuries d'eau suppose de pouvoir mettre fin au ruissellement des eaux en surface et de les maintenir dans les nappes aquifères souterraines. L'eau s'écoulera ensuite naturellement depuis les sources. Il est prouvé que les forêts et l'agriculture familiale agro-écologique permettent de maintenir les eaux en sous-sol.
- Avec la privatisation des ressources en eau, les rôles du gouvernement en termes de gestion et de distribution de l'eau sont pris en charge par des sociétés privées. En remettant l'eau entre les mains de sociétés, les populations perdent tout contrôle en la matière (contrôle qu'elles exerçaient indirectement de par sa délégation à leurs représentants gouvernementaux). Elles perdent aussi leurs droits sur l'eau, puisque seuls ceux qui ont de l'argent peuvent se permettre de l'acheter.

## Proposition des paysans au sujet de l'eau

- L'eau est un droit des peuples et des paysans. Les populations ont donc le droit de la gérer et de l'utiliser pour leurs moyens de subsistance sans nuire à sa durabilité. Les gouvernements ont l'obligation de garantir les droits des populations à accéder à l'eau potable, à l'eau pour l'irrigation et pour d'autres besoins de subsistance. Les gouvernements ne devraient jamais laisser cela entre les mains de sociétés privées.
- Utiliser et gérer l'eau selon leur culture et leurs savoirs est un droit des paysans, des indigènes et des populations. Au cours de l'histoire de l'agriculture paysanne, les paysans ont utilisé l'eau avec sagesse. Ils ont compris les problèmes qu'ils auraient s'ils exploitaient l'eau au-delà de leurs capacités à la préserver. Les nouvelles technologies et politiques pour la gestion de l'eau devraient être élaborées en consultation avec les populations et les paysans.
- Arrêter les projets de déserts verts. La monoculture agricole va créer des déserts verts : les monocultures consomment plus d'eau que la quantité disponible en sous-sol et empêchent le ruissellement des eaux en surfaces durant les pluies. Les grands projets monocultureux comme les plantations d'eucalyptus conduiront donc, sur le long terme, à une transformation des terres fertiles en déserts.
- Les pratiques durables d'agriculture paysanne comme l'agriculture biologique, l'agro-écologie, le pâturage durable, de même que les méthodes de gestion communautaires de la forêt ont prouvées qu'elles étaient les meilleures pratiques pour préserver l'eau. Elles limitent le ruissellement des eaux en surface, les inondations, les glissements de terrain et diminuent les risques d'évaporation solaire. Ces pratiques répartissent l'eau de source de façon naturelle et durable. L'agriculture paysanne ne contamine pas non plus l'eau avec des toxines chimiques ou d'autres substances dangereuses.
- La mise en œuvre de véritables réformes agraires garantit la justice aux populations géant les terres, les berges des rivières et les ressources d'eau souterraines. Les rives des rivières ne

devraient pas être privatisées, parce qu'elles appartiennent aux communautés.

- L'eau n'est pas une marchandise, elle est une part de la culture des peuples et des civilisations. Les paysans n'ont jamais voulu vendre l'eau de boisson ou celle utilisée pour l'irrigation, parce que l'accès à l'eau est un droit humain. Durant des centaines d'années, les berges des rivières ont été le berceau de nombreuses cultures et contribué à la survie des populations. Il ne devrait pas y avoir de marchandisation de l'eau qui conduise à une perte de sa gestion par les populations elles-mêmes.

# Sim à soberania alimentar, nao à violência contra as mulheres



**Yes to Food sovereignty - No to violence against women!**

**Si a la soberanía alimentaria - No más violencia hacia las mujeres!**

**Oui à la Souveraineté Alimentaire: Non à la violence faite aux femmes!**



# **D. Documents politiques-clés des commissions de travail**

**Réforme agraire :**

## **Pour une réforme agraire globale et participative**

---

### **La Via Campesina plaide pour une réforme agraire complète et effective, ce qui signifie :**

- Une réforme agraire qui traduise la prise en compte de l'espace, du territoire, de l'eau et de la biodiversité dans leur ensemble et de façon concomitante.
- Une réforme agraire qui commence par un processus ambitieux de redistribution de la propriété de la terre.
- La possession et l'usage de la terre doivent être subordonnés au principe selon lequel seul possède la terre celui qui la travaille, qui dépend d'elle et qui y réside avec sa famille.
- Une réforme agraire qui soutient le retour à la terre des paysans et des paysannes, mettant un frein aux migrations entre campagnes et villes ou vers d'autres pays.
- Une réforme agraire qui ne soit pas seulement une répartition des terres ; sa mise en œuvre suppose la prise en compte des exigences en terme de développement humain, de création d'emplois, d'une agriculture paysanne orientée vers la production alimentaire à destination de l'approvisionnement des marchés locaux .
- La Via Campesina défend le principe de la propriété sociale de la terre ; la terre ne peut faire l'objet de spéculation, aussi faut-il empêcher que les entreprises capitalistes (industrielles, commerciales, financières) s'approprient de larges étendues de terres.

- Une réforme agraire qui démocratise la structure agraire, ce qui suppose une transformation des relations de pouvoir économique et politique, à l'origine d'une reproduction continue d'un modèle de concentration agraire.
- Une réforme agraire qui interdit la marchandisation du droit à produire.
- Une réforme agraire qui en finisse avec le modèle agro-exportateur et qui garantisse la souveraineté alimentaire des peuples.
- En ce sens, la politique de redistribution suppose avant tout l'expropriation obligatoire des terres privées lorsque ne s'y accomplit pas de fonction sociale. Une telle redistribution des terres et du pouvoir, en renversant les rapports de force qui s'exercent au sein de la société au bénéfice des paysans et des coalitions qui les soutiennent, est radicalement différente des transactions patrimoniales privées financées par l'Etat.
- Les propositions de la Banque mondiale de promouvoir une réforme agraire basée sur le marché échouent, étant entendu qu'on ne peut pas résoudre une question sociale par "la main invisible du marché". C'est une façon de modifier l'image tout en maintenant la grande propriété foncière, l'accaparement des meilleures terres et l'exclusion des paysans et des peuples autochtones. La Banque mondiale promeut ainsi une réforme agraire fondée sur la libéralisation du marché de la terre, sur des mesures qui ne sont qu'un prolongement des plans d'ajustement structurel, amplifiant encore les inégalités entre pauvres et riches. Nous en arrivons à une marchandisation des services de base et de la terre, de l'eau, de la biodiversité. Le rôle de l'Etat se réduit et le contrôle est laissé aux mains d'oligarchies financières, assurant seulement quelques palliatifs visant à "soulager" les pauvres.
- La réforme agraire doit être un processus qui n'exclut ni les pêcheurs, ni les peuples autochtones, ni les paysans sans terre, ni les pasteurs, ni les petits et moyens producteurs ; une réforme agraire doit leur garantir l'accès à la terre et à ses ressources.
- Une réforme agraire qui donne des garanties légales aux

paysans qui ont eu recours à l'occupation des terres pour survivre ; une réforme agraire qui garantit la propriété réelle de la terre et éloigne la menace d'une contre-réforme agraire.

- Une réforme agraire qui garantit l'équité entre hommes et femmes pour l'accès, la possession, le contrôle et l'usage de la terre, de l'eau et des autres ressources.
- L'accès à la terre pour une partie des paysans doit être considéré comme une manière de permettre la valorisation de leur culture, de l'autonomie de leur communauté et d'une nouvelle approche de la préservation des ressources naturelles, pour l'humanité et les générations futures. La terre est un bien de la Nature qui doit être au service du bien-être de tous. La terre ne peut pas être seulement une marchandise.
- La réforme agraire suppose de partir de la distribution de la propriété de la terre et d'y adjoindre d'autres politiques publiques qui garantissent la démocratisation des moyens de production et du contrôle de la commercialisation. Les gouvernements doivent adopter des politiques qui stimulent l'agriculture familiale et coopérative, au moyen notamment de politiques relatives au prix, à l'accès au crédit et aux assurances.
- Dans le monde contemporain, avant l'instauration d'un oligopole du contrôle par les agro-industries et l'évolution rapide des technologies de production, il est fondamental de garantir aux paysans la démocratisation du contrôle des entreprises agro-industrielles qui aujourd'hui transforment les produits agricoles en alimentation.
- La réforme agraire doit être concomitante d'une politique de souveraineté alimentaire, qui doit être comprise comme le droit pour tous les peuples de définir leur agriculture pour répondre prioritairement aux besoins de la population, avec des aliments abondants, abordables, de qualité, tout au long de l'année.
- Il est nécessaire de s'appropriier les modèles technologiques permettant une augmentation de la production sans porter préjudice à la santé des paysans et de la population en général, et permettant la préservation des ressources naturelles.

- L'idéal de la réforme agraire ne doit pas être vu comme une nécessité pour les seuls paysans mais comme une réponse sociale aux problèmes posés à l'ensemble de la société. Dans cette perspective, elle ne sera viable que si elle est une revendication portée avec les autres par une plate-forme de lutte globale au sein de chaque pays. Les paysans seuls ne pourront pas obtenir une telle réforme agraire ni aucun changement en milieu rural.
- La force des paysans et du peuple en général réside dans leur capacité à s'organiser à la base, à s'appuyer sur les communautés et à être en permanence en lutte pour leurs droits et leurs ambitions.
- Ils doivent créer de nouvelles formes autonomes d'organisation économique en termes de production, de gestion financière et de maîtrise du développement rural, en accord avec les organisations traditionnelles de chaque peuple.
- La Via Campesina, à travers l'organisation des différents mouvements et dans le cadre de la campagne globale, s'oppose aux propositions de la Banque mondiale qui préparent la vente d'une part des terres des grands propriétaires fonciers aux travailleurs possédant peu ou pas de terre ; c'est une politique négative qui ne résorbera pas la pauvreté rurale, qui exclue les paysans, encourage la corruption et le clientélisme : les entreprises vendent ainsi aux paysans leurs plus mauvaises terres à des prix exorbitants, ce marché est un piège puisqu'il donnera le contrôle du processus aux élites rurales.
- La Via Campesina promeut réforme agraire et souveraineté alimentaire. Il s'agit de lutter contre les conséquences de la Révolution Verte et de promouvoir l'agro-écologie et l'harmonie entre la production, le respect du milieu naturel et le territoire.

# Semences et biodiversité :

## **Protocole de Biosécurité et Convention sur la Biodiversité: Non à la privatisation de la biodiversité!**

---

En mai 2008 se sont tenues à Bonn, en Allemagne, la 4e Réunion des Parties du Protocole de Biosécurité (MOP4, aussi appelé « Protocole de Carthagène ») et la 9e Conférence des Parties de la Convention sur la Diversité Biologique (CBD, COP9).

Les paysannes et les paysans du monde conservent et renouvellent depuis des millénaires la biodiversité végétale et animale. Face aux graves menaces qui pèsent aujourd'hui sur la biodiversité à la fois sauvage et agricole, nous appelons les gouvernements signataires de la Convention sur la Biodiversité à reconnaître le rôle primordial des agricultures paysannes pour lutter contre l'érosion de la biodiversité et les changements climatiques et nous leur demandons de réorienter de façon radicale les politiques nationales et internationales qui anéantissent les communautés rurales du monde entier. Nous les mettons en garde contre les fausses solutions -les OGM, les agrocarburants et les monocultures forestières soit-disant « pièges à carbone », qui, loin de répondre aux problèmes, aggravent la situation en marginalisant encore plus les petits producteurs.

### **Le MOP: un marché de dupes**

Le point central en discussion lors de la Réunion des Parties (MOP) du Protocole de Biosécurité du 12 au 16 mai était la question des

compensations pour les dommages causées par les contaminations génétiques. Nous, paysannes et paysans d'Afrique, d'Europe, des Amériques et d'Asie refusons catégoriquement de discuter de compensations. Nous ne voulons pas d'OGM du tout. Nous n'échangerons pas notre agriculture autonome, notre santé et la qualité de notre environnement contre quelques dollars de compensation.

Les responsables des contaminations génétiques sont parfaitement identifiés. Monsanto, Dupont, Syngenta, Limagrain, Bayer et Pioneer tentent par les OGM et d'autres semences brevetées de s'arroger le monopole mondial sur les semences. Pour ce faire, elles détruisent et font interdire la diversité des semences paysannes entre les mains des communautés rurales et mettent sur le marché des semences protégées par des droits de propriété intellectuelle qui contaminent le reste des plantes. Plutôt que de débattre des compensations à donner aux victimes des contaminations, les États membres du Protocole sur la Biosécurité devraient empêcher la contamination en démantelant ces multinationales et en affirmant l'interdiction du brevetage du vivant.

### **Le COP: fausses solutions pour des problèmes réels**

Les OGM aggravent le changement climatique et la disparition de la biodiversité.

Contrairement aux discours des entreprises semencières, les OGM et les semences hybrides de l'industrie ne sont pas la solution miracle pour garantir que demain, les semences sauront répondre à des conditions climatiques profondément bouleversées et ainsi assurer l'alimentation des générations futures. En effet, les semences « stables et uniformes » de l'industrie - les seules semences autorisées dans la plupart des pays industrialisés - sont incapables de s'adapter, puisqu'elles ne peuvent être que multipliées à l'identique.

Au contraire, les semences paysannes, grâce à leur variabilité et à leur diversité intravariétale, peuvent évoluer et ainsi s'adapter à de forts changements et à la diversité des terroirs en étant ressemées chaque année dans les champs et en étant améliorées par la sélection participative des communautés rurales elles-mêmes.

Cependant, les multinationales semencières font tout pour détruire les semences paysannes et imposer leur monopole sur ce qu'elles appellent les « ressources phytogénétiques ». Dans la plupart des pays industrialisés, elles ont poussé les gouvernements à adopter des lois qui interdisent aux paysannes et aux paysans de ressemer leur récolte, d'échanger leurs semences de ferme et de vendre des produits issus de semences paysannes. Ailleurs, les programmes de subvention des « révolutions vertes » poussent les paysans à abandonner leurs semences traditionnelles pour des semences hybrides ou OGM fortement dépendantes de produits chimiques. En parallèle, les entreprises semencières développent des instruments légaux et techniques pour assurer le respect de leur « propriété intellectuelle » sur les semences. Terminator est un de ces instruments.

Lors de la dernière réunion du COP en 2006 au Brésil, les Etats signataires ont adopté, sous la pression des mouvements sociaux et notamment des femmes paysannes, un moratoire sur Terminator (les technologies de restriction génétique, ou GURT). Le but de la technologie Terminator est d'empêcher les paysans et les paysannes de ressemer leur récolte en rendant les semences stériles et ainsi de les obliger à racheter chaque année les semences auprès des industries.

Les industries semencières cherchent aujourd'hui à surmonter le moratoire en développant des solutions technologiques aux effets similaires à Terminator, mais qui ne seraient pas soumises au moratoire. Depuis mars 2006, l'Union Européenne finance un projet de recherche triennal du nom de « Transcontainer » qui vise à développer une nouvelle génération de semences-suicide, des plantes génétiquement modifiées dont la fertilité peut être activée ou désactivée par des agents chimiques. Ces semences sont présentées comme la solution miracle pour permettre la coexistence entre cultures OGM et cultures non-OGM. En vérité, leur principale raison d'être est d'imposer la culture des OGM, notamment dans les régions où l'opinion publique y est fermement opposée, et d'obliger les paysannes et les paysans à payer chaque année pour rétablir par des produits chimiques la fertilité des semences. Ainsi Transcontainer permettrait aux industries

semencières d'aboutir au même résultat qu'avec Terminator. Que ce soit via les brevets, le certificat d'obtention végétal ou les OGM, l'objectif des multinationales semencières est d'imposer leur droit de propriété sur toutes les semences existantes, en éliminant pour cela l'essentiel de la biodiversité cultivée qui pourrait leur faire concurrence. Est-ce parce qu'elles comptent mener à bien leur projet d'anéantissement total de toute la biodiversité cultivée dans les champs qu'elles financent aujourd'hui le stockage des semences volées aux paysans et aux peuples indigènes dans la banque de gènes de Svalbard en Norvège?

Nous, les paysannes et les paysans du monde, nous n'avons pas besoin de Monsanto ou de Limagrain pour nous fournir des semences. Depuis des millénaires, nous conservons, ressemons, adaptons et échangeons nos semences. Les communautés rurales disposent d'un droit d'usage collectif sur les semences et leur privatisation par des dispositifs plus frauduleux les uns que les autres est du vol.

Par ailleurs, l'anéantissement des semences paysannes met en péril la capacité de l'humanité de s'adapter au défi du changement climatique car les semences vendues par l'industrie sont liés à des modes de production industriels gourmands en énergie (notamment en intrants) et destructeurs des sols. Les sols, et plus spécifiquement la matière organique dans les sols, stockent des quantités importante du carbone. Les modèles industriels d'agriculture, en appauvrissant les sols et en remplaçant la matière organique par des intrants synthétiques, libèrent le carbone stocké dans les sols qui ainsi vient augmenter le niveau de CO2 dans l'air. Au contraire, l'agriculture paysanne contribue à enrichir les sols et à préserver la matière organique, sans laquelle la production ne peut être durable. Elle contribue donc à conserver le carbone dans les sols et ainsi à limiter le changement climatique.

## **Les agrocarburants ne résoudront pas la crise énergétique et aggraveront le changement climatique**

Les agrocarburants sont la deuxième solution miracle promue par les gouvernements pour répondre à la crise énergétique et au

changement climatique. Ils étaient également à l'agenda des discussions du COP. Cependant, ils ne répondent ni à la crise énergétique, ni au changement climatique.

Les agrocarburants industriels sont basés sur des monocultures, de maïs, de canne à sucre, de palmiers, de colza, etc qui nécessitent d'énormes quantité d'eau, de terre et d'engrais pour pouvoir être cultivées. Ces agrocarburants doivent ensuite être transformés puis transportés à l'autre bout de la planète. Au final, il y a besoin de plus d'énergie pour produire des agrocarburants industriels que l'énergie produite: le bilan des agrocarburants est négatif et ne sera jamais positif. Les agrocarburants ne sont à l'heure actuelle viables économiquement que parce que les gouvernements les subventionnent de façon massive et du fait de la spéculation dont ils font l'objet.

Par rapport au changement climatique, les agrocarburants ont également un bilan négatif. Leur production nécessite des engrais et des carburants qui aggravent le changement climatique. D'autre part, les agrocarburants rejettent dans l'air lors de leur utilisation tout le carbone qu'ils y ont prélevé. Mais surtout, le développement des monocultures d'agrocarburants sur des terres auparavant occupées par la forêt ou par des modes de production paysans affaiblit la capacité des sols à stocker du carbone. Ainsi, loin d'être les « pièges à carbone » que l'on prétend, les monocultures, même forestières (eucalyptus, palmiers,...), augmentent les quantités de carbone dans l'air, ce qui met en cause à moyen terme la possibilité même d'existence de la vie animale et humaine sur la terre. Ces monocultures forestières sont aussi très sensibles aux incendies, comme l'ont montré les grands incendies en Indonésie en 1997 (palmiers) ou au Portugal (eucalyptus) en 2007: lors de telles catastrophes, des quantités énormes de CO<sub>2</sub> sont rejetés dans l'air et une très riche biodiversité est détruite. Enfin, les multinationales tentent d'utiliser l'image verte des agrocarburants pour introduire des arbres OGM dont l'impact sur les écosystèmes et la santé pourrait être dramatique.

La réponse à la crise énergétique et au changement climatique n'est donc pas de substituer les carburants fossiles par des agrocarburants. Il faut changer nos modes de production et de consommation et, dans les pays industrialisés, réduire de façon

drastique la consommation d'énergies non renouvelables. Alors que l'agriculture industrielle a un bilan énergétique négatif, l'agriculture paysanne produit plus de calories qu'elle n'en consomme. La réduction de notre consommation énergétique passe donc par le maintien et le développement de l'agriculture paysanne qui utilise plus d'énergie humaine (le travail des paysans et des paysannes) et moins d'énergie fossile. Il faut plus de paysans et de paysannes pour arrêter la catastrophe climatique! Or, le développement des agrocarburants industriels détruit la production paysanne en monopolisant les terres et l'eau disponibles et en sapant la biodiversité végétale. Avec les carburants fossiles, on a rêvé d'éliminer la pénibilité du travail humain. Avec le agrocarburants, en donnant la priorité à l'alimentation des moteurs sur celle des êtres humains, on élimine les êtres humains eux-mêmes!

Loin d'être une solution, les agrocarburants sont une menace!

### **Zones protégées: protégées pour qui?**

Le troisième grand axe de discussion dans la convention sur la diversité biologique portait sur les zones protégées.

La méthode proposée à l'heure actuelle par la CBD pour le choix de ces zones ne prend pas en compte le fait qu'elles abritent ou non des populations humaines et les populations locales ne sont a fortiori pas consultées au moment du choix de leur territoire comme zone protégée. Or cela peut avoir des conséquences très néfastes pour les populations de ces zones, jusqu'à leur expulsion au nom de la préservation de l'environnement.

Par ailleurs, les critères d'utilisation « durable » de la biodiversité dans ces zones sont définis par des organismes de certification, qui promeuvent l'exploitation des ressources de la forêt et des autres écosystèmes importants sur des critères de « durabilité ». Ainsi, très souvent, une fois les populations locales interdites d'accès à ces ressources, des contrats sont passés avec de grandes entreprises pour exploiter le bois et s'emparer des ressources phylogénétiques présentes sur le territoire. Les conséquences environnementales du déplacement des populations indigènes et paysannes et de ces

contrats d'exploitation sont le remplacement de systèmes agroforestiers riches en biodiversité par des monocultures (de teck par exemple) et la perte d'immenses patrimoines de savoirs et de savoirs-faire agroécologiques. Autrement dit, loin de protéger l'environnement, les zones protégées peuvent devenir, si on ne prend pas pleinement en compte les populations qui vivent dans ces zones, des zones de pillage environnemental.

## **La solution : la diversité des cultures humaines et la biodiversité des plantes et des animaux**

Seule l'agriculture paysanne et la défense de la biodiversité végétale, animale mais aussi de la diversité des modèles culturels humains peuvent répondre de façon durable aux crises environnementales actuelles (perte de biodiversité animale et végétale, changement climatique, crise énergétique).

Les semences, pour pouvoir s'adapter, doivent être diversifiées et variables. Il en va de même pour les animaux. Seule la biodiversité conservée et renouvelée dans les champs des paysannes et des paysans permettra de développer les plantes et les espèces animales qui demain seront adaptées aux nouveaux contextes climatiques. Au lieu de mettre des millions de dollars dans la conservation ex-situ et dans la recherche en laboratoire sur les gènes, il est urgent de soutenir la conservation dans les champs des paysans et la sélection participative. Ce travail essentiel de renouvellement de la biodiversité dans les champs ne pourra continuer qu'avec la présence de paysans et de paysannes nombreux dans toutes les régions du monde, sur tous les territoires et avec des productions diversifiées. L'opération de destruction massive des communautés paysannes déjà bien avancée en Europe et en Amérique du Nord et en pleine expansion en Asie, en Afrique et en Amérique Latine met en péril la capacité même de l'humanité à survivre aux changements du siècle qui commence.

Pour pouvoir continuer à jouer leur rôle en faveur de la biodiversité, les paysans doivent voir leurs droits respectés. Il s'agit d'une part de faire respecter les droits des paysans tels que définis dans le Traité International sur les Ressources Phytogénétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture (TIRPAA), c'est à dire le droit pour les

paysans et les paysannes de « conserver, utiliser, échanger et vendre les semences reproduites à la ferme ». Nous, paysans et paysannes du monde, refusons d'abandonner ce droit d'usage collectif en contrepartie d'un prétendu « partage des avantages » issu de l'application de droits de propriété privé sur les semences (via les brevets et les certificats d'obtention végétale). Les semences sont le patrimoine collectif des communautés indigènes et paysannes: elles n'appartiennent à personne en privé, mais notre devoir est de les transmettre aux générations futures. Par ailleurs, les droits des paysans doivent également inclure l'accès à la terre, à l'eau comme droits d'usage collectif, le droit d'échanger et de vendre les produits de l'agriculture paysanne sur les marchés locaux et le droit de participer à toutes les décisions nous concernant. C'est le respect et l'application active de ces droits qui seuls permettront aux paysannes et aux paysans du monde de remplir leur rôle pour la préservation de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique.

La présence sur tous les territoires de communautés paysannes qui produisent l'alimentation locale et préservent les sols est également la solution à la crise énergétique et au changement climatique lié à l'augmentation du taux de carbone dans l'air. Il faut remplacer le modèle de production industriel et agro-exportateur basé sur une forte consommation énergétique et des transports longs par une production relocalisée et intensive en travail humain. Les modes de production sobres en énergie sont ceux qui réclament le plus de main d'oeuvre: pour maintenir la fertilité des sols, gérer des productions diversifiées et mixtes (animales et végétales), sélectionner les plantes et les animaux les plus adaptés au terroir, etc. A l'heure où des millions de paysans sans terre meurent de faim dans les bidonvilles et ne demandent qu'un lopin de terre à cultiver, il est urgent de remplacer les engrais chimiques et les pesticides par du travail paysan. La diversité des sociétés paysannes et indigènes, adaptées à chaque territoire, et leurs savoirs traditionnels et sans cesse renouvelés sont notre plus grande richesse face aux enjeux actuels. Il faut non seulement mettre fin au plus vite à l'exode rural et à la destruction des communautés paysannes, mais également encourager une part beaucoup plus importante des populations à devenir paysannes et paysans pour répondre aux défis présents.

# Commerce et souveraineté alimentaire :

## Position sur les accords de libre échange (ALE)

---

**Qui y a-t-il derrière les ALE? Pourquoi sommes-nous contre ces accords?**

### **Les Accords de Libre Echange déstabilisent la capacité productive des pays**

Au cours de la dernière décennie, les pays et les Unions économiques de pays ont signé entre eux de plus en plus d'accords de libre échange dits bilatéraux ou bi-régionaux (ALE). La commission internationale souveraineté alimentaire et commerce exprime son entière opposition à ce type d'accords. Au Nord comme au Sud, les ALE ont fait la preuve de leurs effets désastreux sur les paysans et les paysannes, les salariés agricoles, les pêcheurs artisanaux, les travailleurs sans terre. Ces couches vulnérables de la population sont la colonne vertébrale de la production et de la transformation d'aliments au travers le monde. Or, les ALE mettent à mal leur capacité à produire des aliments sains et culturellement adaptés aux besoins des populations.

L'idéologie dominante cherche toujours à convaincre les agriculteurs (hommes et femmes) qu'ils pourront bénéficier de la libéralisation du commerce international s'ils parviennent à exporter des produits sur le marché mondial. Certains petits agriculteurs se sont ainsi fait prendre au mirages des cultures de rente. Ils ont abandonné les cultures vivrières pour produire des cultures d'exportations. L'accès des paysans et de leurs familles ainsi que celui de l'ensemble de la population aux aliments de base

produits localement s'est par conséquent nettement détérioré. Les soi-disant bénéfiques tirés de l'exportation ne se sont pas concrétisés et sont insuffisants pour permettre aux familles paysannes d'acheter les aliments de base manquants. Leur situation nutritionnelle s'est donc dégradée. Les ALE créent des conditions favorables pour les investisseurs étrangers. Le placement de capitaux étrangers n'est pas neutre sur les schémas d'utilisation des ressources naturelles (terre et eau) des pays où ils sont investis. Le tourisme par exemple attire beaucoup de capitaux étrangers. Pour laisser la place aux hôtels, les paysans sont souvent expulsés de leur terre et confrontés à une compétition accrue pour l'usage de l'eau.

## **Les Accords de Libre Echange minent la souveraineté nationale**

Les ALE sont habituellement négociés entre les gouvernements de deux pays dans le plus grand secret et en l'absence de tout processus démocratique impliquant la population. Pourtant leur impact sur les législations nationales est très important : les lois peuvent être changées de manière très radicale et très rapidement. Ceci est une atteinte directe à la souveraineté nationale des pays. Les engagements commerciaux auxquels se soumettent les pays signataires d'un accord bilatéral de libre échange vont souvent beaucoup plus loin que ce qu'impose l'OMC. En effet, ils sont négociés entre deux pays ou deux unions économiques régionales et ciblent beaucoup plus spécifiquement certains marchés.

## **Les Accords de Libre Echange sécurisent les investissements des multinationales et leur contrôle sur la chaîne alimentaire**

L'objectif des ALE est d'obtenir l'ouverture des marchés en interdisant ou en réduisant les barrières tarifaires et non tarifaires. Comme les traités bilatéraux d'investissements, les ALE mettent en place des règles qui facilitent et protègent les investissements étrangers dans les pays signataires. Ils octroient des facilités légales importantes pour les investisseurs étrangers, la protection des investissements pouvant même passer par le recours à la force armée.

Les ALE sont très avantageux pour l'industrie des biotechnologies, et notamment dans le domaine des droits de propriété intellectuelle. En signant un accord de libre échange, les pays sont souvent forcés à devenir membres de l'UPOV<sup>1</sup>, à être signataires du traité de Budapest<sup>2</sup> et/ou autoriser les brevets sur les plantes et les animaux (brevets OGM en particulier). Ceci conduit à la marchandisation des différentes formes de vie et fragilise la convention de l'ONU sur la biodiversité. De plus, le commerce des denrées agricoles issues d'OGM et de semences modifiées génétiquement pose le problème des risques de la contamination. Pour la Via Campesina, les aliments ne sont pas une marchandise comme les autres. De même, les semences, qui sont à la base-même de l'agriculture, sont trop précieuses pour être contrôlées par des multinationales dont l'unique intérêt est de faire du profit et ce bien avant de se préoccuper de la pérennité des systèmes de production.

L'augmentation récente des prix alimentaires et de la demande en agrocarburants a eu pour effet une accélération des investissements étrangers dans le secteur agricole de plusieurs pays. Etant donné que les multinationales espèrent obtenir de gros profits sur le marché des agrocarburants, beaucoup d'ALE visent à sécuriser ce nouveau créneau. Les législations nationales sont rarement contraignantes et les investisseurs étrangers peuvent bien souvent acheter les surfaces de terre qu'ils veulent. Ils constituent ainsi de très grandes exploitations pour produire intensivement des cultures destinées à l'export.

## **Les Accords de Libre Echange sont une nouvelle forme de colonialisme**

La libéralisation du commerce et les ALE facilitent les opérations commerciales des multinationales de part le monde, leur accès aux ressources naturelles et à une main d'oeuvre peu chère. La logique est la même que celle qui guidait les puissances européennes au début du XX<sup>ième</sup> siècle. Le seule différence est que cette fois les gagnants et les meneurs du jeu sont les multinationales. Les ALE mettent clairement à jour la course au profit qui oppose les grandes compagnies partout dans le monde.

Pour augmenter les rendements et réduire les coûts, la main d'oeuvre est exploitée dans tous les secteurs. Et ce d'autant plus facilement qu'en cas de grève des travailleurs, les multinationales peuvent choisir de délocaliser leur activité. Pour trouver un emploi, les hommes et les femmes doivent migrer et accepter des conditions de travail humiliantes. Les ALE sont responsables d'un nombre croissant de réfugiés agricoles : les habitants des zones rurales doivent migrer vers les villes ou vers d'autres pays parce qu'ils ne peuvent plus vivre de l'agriculture chez eux

Cette nouvelle forme de colonialisme n'est pas seulement une exploitation du Sud par le Nord. C'est aussi bien souvent un exploitation du Sud par le Sud. En effet, des accords de libre échanges sont signés entre pays du Sud avec les mêmes dommages pour la plus faible des deux parties que dans un accord Nord /Sud.

## **Comment résistons-nous aux Accords de Libre Echange?**

Au niveau régional, la résistance aux ALE s'est faite au travers d'alliances regroupant des hommes et des femmes d'horizons divers : agriculteurs, travailleurs, pêcheurs, peuples indigènes, professeurs, et scientifiques.

Par exemple, en janvier 2006, au moment de la sixième étape des négociations de l'accord entre les Etats-Unis et la Thaïlande , l'ampleur des manifestations qui ont eu en Thaïlande, a permis de bloquer les négociations. Inspirés par la méthode employée par les Coréens à Hong Kong en décembre 2005, les thaïlandais ont cherché à pénétrer dans le lieu des négociations. Cette tentative a mis les négociateurs dans une telle confusion que la plupart d'entre eux ont pris la fuite ou ont été évacués du lieu de la réunion.

Sur un autre continent, au Costa Rica, les paysans et les paysannes ont réussi à prendre le contrôle de la Capitale San José pendant 24 heures. Leur action a eu pour effet une véritable prise de conscience de l'ensemble de la population quant à la gravité de la situation sociale du pays. Un demi-million de personnes s'est alors mobilisé pour obtenir un référendum sur la question de l'accord entre les Etats Unis et le Costa Rica. La lutte pour l'obtention du

référendum a créé des alliances très solides entre les différents secteurs de la société civile au Costa Rica. Des alliances entre les sociétés civiles de plusieurs pays d'Amérique Centrale et Latine ont aussi vu le jour à cette occasion. Ces alliances sont toujours actives aujourd'hui pour résister à la mise en place de l'accord et à ses conséquences (changement de la loi nationale sur la biodiversité par exemple)

En Corée, les agriculteurs sont parvenus à construire des alliances avec les secteurs les plus touchés par la libéralisation : les patients atteints du virus du sida ou les réalisateurs de films. Des clips vidéo montrant les impacts sur la société coréenne des accords entre la Corée et les Etats Unis ou entre l'Union Européenne et la Corée ont été diffusés. Ce support a été très utile pour toucher les jeunes coréens et la population des villes et les impliquer dans les manifestations et les veillées silencieuses.

Toutes ces victoires sont extrêmement importantes car elles renouvellent notre élan pour résister ensemble aux ALE et notre espoir d'en stopper certains. Dans certains cas, la pression de la société civile et les résistances locales n'ont pas permis de stopper complètement un accord mais ont fait gagner du temps. En Afrique par exemple, en décembre 2007, plusieurs gouvernements ont refusé de signer les accords de partenariats économiques (APE) proposés par l'Union Européenne. Ils ont pu le faire car ils ont parlé d'une seule voix au sein de la CEDEAO<sup>3</sup>, où les positions de nos organisations paysannes sont entendues.

Aujourd'hui, pour faire passer en force les accords, l'Union Européenne négocie en direct avec certains pays (Côte d'Ivoire et Ghana par exemple). Par ailleurs, l'Union Européenne mine l'unanimité trouvée au sein de la CEDEAO en prenant comme nouvel interlocuteur : l'UEMOA<sup>4</sup>. Pour ne pas être totalement exclu du jeu politique, la CEDEAO, bien que convaincue de la dangerosité des accords, se voit obligée de s'aligner sur les positions de l'UEMOA. Dans ce contexte de jeux de pouvoir et d'ambition politique des dirigeants de l'UEMOA, la tâche de la société civile africaine pour contrer ce « sous marin nucléaire » de l'Union Européenne, est particulièrement ardue.

## Que voulons-nous?

Nous ne voulons pas choisir entre le système multilatéral de l'OMC ou celui bilatéral des accords de libre échanges. Pour nous, cela reviendrait à devoir choisir entre la peste et le choléra. Nous sommes contre l'OMC et les ALE tout simplement parce que la souveraineté alimentaire n'est pas compatible avec la libéralisation du commerce. Nous avons besoin que les législations qui protègent les petits agriculteurs, hommes et femmes, soient maintenues.

Les paysans doivent produire avant tout pour le marché local et national. Ensuite pour que les surplus puissent être exportés sans « dumping » sur les marchés des autres pays, nous avons besoin d'outils de régulation des marchés. Le commerce international en agriculture doit être régulé et non pas libéralisé. L'intégration régionale est aussi un facteur de stabilité des marchés important et peut être une échelle pertinente pour organiser les échanges entre les pays. De telles intégrations doivent cependant se faire sans recréer d'hégémonie au sein de l'union régionale au profit d'un pays dominant.

<sup>1</sup> “UPOV a été mis en place en 1961 pour permettre une sorte de brevetage des semences, appelé droits d'obtention végétal ou protection des variétés. Pendant longtemps, l'UPOV était un club constitué essentiellement des quelques principaux pays industriels. L'UPOV n'autorise pas les agriculteurs à conserver, échanger ou à vendre des semences issus de récoltes de variétés protégées. Cependant, la convention laisse la possibilité aux Etats signataires d'autoriser la conservation sur les fermes de semences d'une récolte à l'autre dans la mesure où une redevance est payée aux obtenteurs pour chaque nouveau lot de semences.” extrait du document : “Accords de Libre-Echange et biodiversité : un aperçu des thèmes ». Apport de GRAIN à la réunion de la Commission Souveraineté Alimentaire et commerce de Via Campesina, René Vellvé, juillet 2008

<sup>2</sup> Quand ils deviennent signataires du traité de Budapest, les gouvernements doivent autoriser les brevets sur les microorganismes.

<sup>3</sup> Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Elle regroupe 15 états de l'Ouest Africain : Bénin, Burkina, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo

<sup>4</sup> Union Economique et Monétaire Ouest Africaine qui regroupe huit pays de l'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo.

# Commerce et souveraineté alimentaire : Déclaration du Forum sur la Souveraineté Alimentaire, Nyéléni 2007

---

Nous, plus de 500 représentants de plus de 80 pays, d'organisations de paysans, de pêcheurs traditionnels, de peuples autochtones, de peuples sans terre, de travailleurs ruraux, de migrants, d'éleveurs nomades, de communautés habitant les forêts, de femmes, de jeunes, de consommateurs, de mouvements écologistes et urbains, nous sommes réunis dans le village de Nyéléni à Sélingué, au Mali, afin de renforcer le mouvement mondial pour la souveraineté alimentaire. Nous le faisons brique par brique, en vivant dans des cases construites à la main dans le respect de la tradition locale et en consommant des aliments produits et préparés par la communauté de Sélingué. Nous avons baptisé notre démarche collective « Nyéléni », en hommage à une légendaire paysanne malienne qui nous a inspiré, une femme qui a remarquablement cultivé les terres et nourrit les siens. La plupart d'entre nous sommes producteurs et productrices alimentaires et sommes prêts, capables et désireux de nourrir les peuples du monde. Notre patrimoine en tant que producteurs alimentaires est crucial pour l'avenir de l'humanité. Cela vaut particulièrement pour les femmes et les peuples indigènes, créateurs historiques de savoirs alimentaires et agricoles, qui sont sous-estimés. Cependant, ce patrimoine et nos capacités à produire des aliments sains, de qualité et en abondance se voient menacés, sapés, par le néolibéralisme et le capitalisme mondial. La souveraineté alimentaire nous donne l'espoir et le pouvoir de préserver, de récupérer et développer notre savoir et la capacité de produire des aliments.

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Elle place les producteurs, distributeurs et consommateurs des aliments au cœur des systèmes et politiques alimentaires en lieu et place des exigences des marchés et des transnationales. Elle défend les intérêts et l'intégration de la prochaine génération. Elle représente une stratégie de résistance et de démantèlement du commerce entrepreneurial et du régime alimentaire actuel. Elle donne des orientations pour que les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et d'élevage soient définis par les producteurs locaux. La souveraineté alimentaire donne la priorité aux économies et aux marchés locaux et nationaux et fait primer une agriculture paysanne et familiale, une pêche traditionnelle, un élevage de pasteurs, ainsi qu'une production, distribution et consommation alimentaires basées sur la durabilité environnementale, sociale et économique. La souveraineté alimentaire promeut un commerce transparent qui garantisse un revenu juste à tous les peuples et les droits des consommateurs à contrôler leurs aliments et leur alimentation. Elle garantit que les droits d'utiliser et de gérer nos terres, territoires, eaux, semences, bétail et biodiversité soient aux mains de ceux et celles qui produisent les aliments. La souveraineté alimentaire implique de nouvelles relations sociales, sans oppression et inégalités entre les hommes et les femmes, les peuples, les groupes raciaux, les classes sociales et les générations.

À Nyéléni, lors des multiples débats et échanges, nous approfondissons notre compréhension collective de la souveraineté alimentaire et avons pris conscience de la réalité des luttes de nos mouvements respectifs pour conserver leur autonomie et recouvrer leurs pouvoirs. Nous connaissons désormais mieux les instruments nécessaires pour bâtir notre mouvement et promouvoir notre vision collective.

## Pourquoi nous battons-nous ?

Un monde où ...

...où tous les peuples, nations et états puissent définir leurs propres systèmes et politiques de production alimentaire, garantissant à chacun d'entre nous une alimentation de qualité, appropriée, abordable, saine et respectueuse de la culture;

...où le rôle et les droits des femmes dans la production alimentaire ainsi que la représentation des femmes au sein de tous les organes directeurs soient reconnus et respectés;

...où tous les peuples de tous nos pays puissent vivre dignement, obtenir une rémunération décente pour leur labeur et aient la possibilité de rester chez eux;

... où la souveraineté alimentaire est considérée comme un droit humain fondamental, reconnu et respecté par les communautés, les peuples, les états et les organes internationaux;

...où nous puissions préserver et réhabiliter les milieux ruraux, les réserves halieutiques, le paysage et les traditions alimentaires reposant sur une gestion durable et respectueuse de l'environnement, des terres, sols, eaux, mers, semences, bétail et autre biodiversité ;

...où nous reconnaissons, apprécions à sa juste valeur et respectons notre diversité de savoirs, d'aliments, de langues et de cultures traditionnels et la façon dont nous nous organisons et faisons entendre notre voix ;

...où existe une véritable réforme agraire intégrale qui garantisse aux paysans tous les droits sur leurs terres, qui défende et récupère les territoires des peuples autochtones, assure aux communautés de pêcheurs l'accès et le contrôle de leurs zones de pêche et écosystèmes, honore l'accès et le contrôle des pâturages et des voies migratoires, garantisse un travail décent pour une rémunération juste ainsi que les droits de tous les travailleurs et un avenir à la jeunesse dans les campagnes. ;

...où la réforme agraire revitalise l'interdépendance entre producteurs et consommateurs, assure la survie de la communauté, la justice économique et sociale, la pérennité écologique ainsi que

l'autonomie et la gouvernance locales, dans le respect des droits égaux entre les hommes et les femmes,

…où le droit au territoire et à l'autodétermination des peuples est garanti.

…où nous partageons pacifiquement et équitablement nos territoires entre nos peuples, que nous soyons paysans, communautés autochtones, pêcheurs traditionnels, pastoralistes, etc.

…où, dans le cas de catastrophes naturelles et provoquées par l'homme et de situations post-conflit, la souveraineté alimentaire soit une « assurance » qui renforce les initiatives de reconstruction locale et atténue les répercussions négatives. Où nous gardons à l'esprit que les communautés touchées ne sont pas désespérées et où les organisations locales et fortes d'aide à l'entraide sont au cœur de la reconstruction.

…où le pouvoir des peuples à prendre des décisions relatives à leurs patrimoines matériels, naturels et spirituels soit défendu.

## Contre quoi nous battons-nous ?

L'impérialisme, le néolibéralisme, le néocolonialisme et le patriarcat ainsi que tous les systèmes qui appauvrissent la vie, les ressources et les écosystèmes mais aussi leurs promoteurs, tels que les institutions financières internationales, l'Organisation Mondiale du Commerce, les accords de libre échange les multinationales et les gouvernements ennemis des peuples.

Le dumping d'aliments à des prix inférieurs aux coûts de production dans l'économie mondiale.

La domination de nos systèmes alimentaires et agricoles par les multinationales qui font prévaloir les profits sur les peuples, la santé et l'environnement.

Les technologies et les pratiques qui minent nos capacités futures de production alimentaire, nuisent à l'environnement et mettent en péril notre santé. Entendons par là les cultures et les animaux transgéniques, la technologie terminator, l'aquaculture industrielle et les pratiques halieutiques destructives, la soi-disant révolution

blanche des pratiques laitières industrielles, l' « ancienne » et la « nouvelle » révolution verte et les « déserts verts » des monocultures industrielles d'agrocarburants et autres plantations. La privatisation et marchandisation des aliments, des services publics et de base, du savoir, de la terre, de l'eau, des semences, du bétail et de notre patrimoine naturel.

Les modèles et projets de développement et l'industrie d'extraction qui déplacent les peuples et détruisent l'environnement et notre patrimoine naturel ;

Les guerres, les conflits, les occupations, les embargos économiques, les famines, les déplacements forcés des peuples et la confiscation de leurs terres, ainsi que toutes les forces et gouvernements qui sont à leur origine et les appuient ; les programmes de reconstruction à la suite de conflits et de catastrophes naturelles qui détruisent nos environnements et nos capacités.

La criminalisation de tous ceux qui luttent pour protéger et défendre nos droits ;

L'aide alimentaire qui cache le dumping, introduit des OGM dans notre environnement et systèmes alimentaires locaux et crée un nouveau colonialisme, l'internationalisation et la mondialisation des valeurs paternalistes et patriarcales marginalisant les femmes, les diverses communautés agricoles, autochtones, pastorales et de pêcheurs dans le monde ;

## Que pouvons-nous faire ?

Tout en travaillant avec la communauté locale à Sélingué pour créer un espace de rencontre à Nyéléni, nous nous engageons à développer notre mouvement collectif pour la souveraineté alimentaire en passant des alliances, en appuyant nos luttes respectives et en offrant notre solidarité, force et créativité aux peuples du monde entier qui luttent pour la souveraineté alimentaire. Toute lutte, en tout lieu du monde, pour la souveraineté alimentaire, est notre lutte.

Nous avons abouti à plusieurs actions collectives afin de partager notre vision de la souveraineté alimentaire avec tous les peuples de

cette terre, actions qui sont reprises dans notre document de synthèse. Nous mettrons ces actions en œuvre dans nos zones locales et régions respectives, au sein de nos mouvements et conjointement avec les autres, de façon solidaire. Nous partagerons notre vision et plan d'action pour la souveraineté alimentaire avec ceux qui ne peuvent être ici avec nous à Nyéléni, de sorte que l'esprit de Nyéléni se répande dans le monde et devienne la force puissante qui fera de la souveraineté alimentaire une réalité pour tous les peuples du monde.

Enfin, nous apportons notre soutien inconditionnel et inébranlable aux mouvements paysans du Mali et au ROPPA pour répondre à leur souhait que la souveraineté alimentaire devienne une réalité au Mali et par extension dans toute l'Afrique

**L'heure de la souveraineté alimentaire est venue !**

# Commerce et souveraineté alimentaire :

## **Position sur les prix agricoles et la spéculation**

---

### **Analyse des causes de l'instabilité actuelle des prix agricoles sur les marchés mondiaux**

#### **La raison principale: la spéculation financière sur les marchés agricoles**

La hausse actuelle des prix agricoles est le résultat principalement de la spéculation sur les marchés boursiers. En 2001-2002, après l'éclatement de la bulle financière dans le secteur des télécommunications, les capitaux sont dirigés vers le secteur de l'immobilier. Ensuite, lorsqu'en 2007, la bulle des marchés immobiliers a éclaté, ils se sont déplacés vers les marchés des matières premières, le pétrole et les produits agricoles, créant une demande artificielle et une flambée des prix. Alors qu'en 2003, 13 milliards de dollars étaient investis en bourse dans les matières premières aux Etats-Unis, en 2008, ce chiffre s'élevait à \$260 milliards<sup>1</sup>.

Les fonds d'investissement achètent des « futurs », c'est à dire les récoltes des années à venir. L'objectif n'est pas de sécuriser un approvisionnement en produits agricoles, mais plutôt de gagner de l'argent en revendant plus tard et à un plus haut prix ces droits sur la production.

#### **Le rôle des agro carburants dans la hausse des prix**

En 2005, la production de céréales au niveau mondial atteint des

sommets. Les entreprises de l'agrobusiness décident alors de faire monter les prix, en orientant notamment une partie des terres agricoles vers la production d'agrocarburants. Sous couvert de lutter contre le changement climatique et de répondre à l'épuisement des combustibles fossiles, les Etats-Unis et l'Union Européenne ont commencé à soutenir fortement la production d'agro carburants. Toute une partie de la production agricole a alors été déviée de l'usage alimentaire.

Même si les quantités totales déplacées vers les agro carburants restent limitées, cela crée une certaine baisse de l'offre et nourrit la spéculation vers le haut sur les marchés des produits agricoles.

### **Les raisons fausses ou marginales**

Les analyses qui expliquent la flambée actuelle des prix agricoles par une hausse de la demande dans les pays émergents et par une baisse de la production agricole ne sont pas vérifiées par les faits.

Il n'y a pas eu de hausse subite de la demande agricole ces derniers mois. D'une part, on note plutôt une stabilisation de la croissance démographique ces dernières années. D'autre part, on ne remarque pas de hausse subite dans la consommation de viande du fait des changements des habitudes alimentaires.

La baisse de l'offre de produits agricoles a de son côté été très limitée. Si certains pays ont connu des récoltes plus difficiles du fait des conditions climatiques (sécheresse en Australie), les baisses de production sont minimales au niveau mondial et ne peuvent en aucun cas expliquer des envolées de prix.

Il y a assez d'aliments pour nourrir toute la population dans le monde. En conséquence, toutes les prétendues solutions basées sur la hausse des rendements agricoles par l'utilisation de plus d'engrais ou d'OGM pour nourrir la population ne sont que de fausses excuses pour promouvoir un modèle de production qui renforce encore plus le pouvoir des industries agrochimiques.

## **Une volatilité structurelle, une tendance à la hausse des prix durable**

Les prix agricoles sur les marchés internationaux peuvent très bien redescendre de façon brutale dans les mois ou années qui viennent, car comme on l'a vu, ils sont essentiellement liés aux mécanismes de spéculation boursière. La bulle spéculative sur les marchés agricoles peut exploser à tout moment. Si la hausse des prix est donc un phénomène très instable, la volatilité, elle, est durable. Or, tant les hausses que les baisses brutales des prix agricoles ont des conséquences dramatiques et pour les paysans, les paysannes et pour les consommateurs. Il est donc nécessaire de prendre des mesures pour faire face à ces deux situations.

Tout en insistant sur le fait que les prix risquent de connaître des mouvements brutaux ces prochaines années, on peut prévoir une hausse tendancielle des prix. En effet, la crise climatique et l'épuisement des sols mettent en péril la production agricole durable sur le moyen et le long terme.

## **Pourquoi la hausse des prix sur les marchés mondiaux a-t-elle de tels impacts sur la sécurité alimentaire au niveau local et national?**

### **Le démantèlement de la souveraineté alimentaire nationale**

Face à cette hausse subite des prix agricoles sur les marchés mondiaux, de nombreux pays se sont trouvés démunis. En effet, au cours des années 1980 et 1990, ils ont abandonné leur production nationale et sont devenus dépendants des importations agricoles pour nourrir leur population.

Durant ces deux dernières décennies, la Banque Mondiale, le FMI et le GATT puis l'OMC ont peu à peu obligé tous les pays à démanteler tous les outils de politique publique qui permettaient de maintenir une production alimentaire nationale capable de couvrir les besoins des populations.

- Les pays ont été poussés à produire pour l'exportation et à abandonner la production vivrière;
- Les barrières tarifaires qui protégeaient les petits agriculteurs et agricultrices d'une concurrence internationale destructrice ont été abaissées;
- Les plans d'ajustement structurel ont contraint les Etats à démanteler leurs réserves alimentaires et à réduire de façon drastique le soutien public à l'agriculture;
- Les mécanismes de contrôle des prix et/ou de maîtrise de la production ont été démantelés.

Ainsi, de très nombreux pays qui, dans les années 1970, étaient autosuffisants pour leur alimentation sont devenus, au cours des années 1990, très dépendants des importations alimentaires. Le changement des habitudes alimentaires joue également un rôle non négligeable dans la perte de souveraineté alimentaire. Dans de nombreuses régions du monde, les populations ont abandonné les produits locaux et se sont tournées, pour des raisons de modes et du fait de la propagande publicitaire, vers des régimes alimentaires basés sur des produits importés. Ceci a eu pour conséquence de fortement déstabiliser les agricultures paysannes locales.

### **Les marges des intermédiaires ne sont plus régulées**

La hausse des prix agricoles a aussi eu un impact important sur la sécurité alimentaire des populations, car les intermédiaires, les industries agroalimentaires et la grande distribution, augmentent leurs marges au détriment à la fois des producteurs et des consommateurs. Ainsi, alors que les prix agricoles payés aux paysans et aux paysannes sont souvent restés stables, les prix à la consommation ont flambé.

Les grandes entreprises telles que Cargill ou Bunge qui commercialisent des céréales ont multiplié leurs profits lors du premier semestre 2008 de façon scandaleuse. Un rapport de la COAG montre qu'en Espagne le prix payé par le consommateur est jusqu'à sept fois plus élevé que le prix d'origine (payé au producteur)<sup>2</sup>.

# **Les fausses recettes qui ne feront qu'empirer la situation**

## **Encore plus de libre-échange**

Alors que la libéralisation des marchés sous la pression de l'OMC et des accords bilatéraux de libre-échange ces quinze dernières années ont largement contribué à désarmer les pays face à la hausse des prix alimentaires sur les marchés mondiaux, les grandes puissances et les institutions internationales appellent à continuer sur cette voie.

Certains gouvernements nationaux, notamment en Afrique, sont aussi tentés d'abaisser les barrières tarifaires pour pouvoir fournir de l'alimentation à bas prix aux populations urbaines. Cette «solution», attirante à court terme, est très dangereuse sur le long terme. Effectivement, elle empêche les paysans à l'intérieur du pays d'écouler leur production à des prix rémunérateurs et contribue donc à accroître la dépendance du pays vis à vis de marchés internationaux très instables.

## **Une nouvelle révolution verte en Afrique**

La crise alimentaire n'est pas le résultat d'un manque d'alimentation ou d'une production alimentaire trop faible par rapport à la demande. Les paysans et paysannes du monde peuvent produire les aliments nécessaires pour alimenter en quantité et qualité suffisante toute la population.

La révolution verte qui propose d'augmenter la production en utilisant des technologies agricoles «modernes» est donc basée sur un mauvais diagnostic des raisons de la crise.

En Asie et en Amérique latine; cette soit-disant solution a entraîné une forte dépendance des paysans face aux intrants chimiques et aux semences vendues par l'industrie. Si lors du lancement de la révolution verte dans les années 1960 et 1970, ces intrants et semences étaient fortement subventionnés, la baisse du soutien public à l'agriculture du fait des plans d'ajustements structurels dans les années 1980 et 1990 a entraîné une envolée des prix de ces

produits et ainsi des coûts de production agricole. A l'heure actuelle, promouvoir l'utilisation d'engrais chimiques produits à base de pétrole serait encore plus irresponsable face à l'épuisement des ressources en hydrocarbures. De plus, si l'utilisation d'engrais et de semences industriels a fortement augmenté les rendements dans les premières années, on remarque qu'ils appauvrissent les sols et mettent en cause la capacité sur le plus long terme d'assurer une production agricole durable et saine.

La nouvelle révolution verte renforcera le pouvoir des multinationales de l'agrochimie et du modèle des monocultures au détriment des petits paysans, remettant ainsi en cause la souveraineté alimentaire des populations.

## **Alternatives pour des prix agricoles stables et plus justes**

La sécurité alimentaire de tous passe par des prix agricoles stables qui couvrent les coûts de production et assure une rémunération décente pour les producteurs. Le modèle des prix agricoles bas, promu par les gouvernements occidentaux pour augmenter la consommation de masse de produits manufacturés et des services (tourisme, divertissement, télécommunications, etc...), n'est pas durable, ni sur le plan social ni sur le plan environnemental. Ce modèle bénéficie essentiellement aux grandes entreprises et, en détournant les attentes démocratiques des populations vers la consommation de masse, aux élites politiques et économiques des pays qui confisquent ainsi le pouvoir.

Face aux crises alimentaires et environnementales actuelles, des changements radicaux sont indispensables et urgents. Les propositions ci-dessous offrent des pistes pour des politiques agricoles et commerciales basées sur la souveraineté alimentaire. Elles permettraient une stabilisation des prix agricoles à des niveaux capables d'assurer une production alimentaire durable dans la grande majorité des pays du monde.

### **Au niveau local :**

- Soutenir la production agricole locale, notamment en soutenant l'installation en agriculture et en facilitant des mécanismes de crédit pour les petits producteurs, hommes et femmes;
- Soutenir et développer les circuits de commercialisation directs/courts entre producteurs et consommateurs pour assurer des prix rémunérateurs pour les paysans et abordables pour les consommateurs;
- Encourager la consommation de produits locaux;
- Soutenir des modes de production plus autonomes par rapport aux intrants chimiques et ainsi moins sujets aux variations des coûts de production (élevage à l'herbe plutôt qu'au maïs/soja par exemple).

### **Au niveau national :**

Le droit international permet aux États de poser des actes unilatéraux souverains afin de protéger leur agriculture et de garantir l'utilisation souveraine des ressources naturelles. Ainsi, le Pacte sur les Droits Économiques, Sociaux et Culturels reconnaît le droit à l'alimentation. Il est de la responsabilité des États de faire en sorte que ce droit fondamental prime sur, par exemple, le droit commercial. Les États peuvent justifier la rupture avec des traités signés mais qui menacent la souveraineté et la sécurité alimentaire de leur population.

Ils peuvent le faire au nom de changements fondamentaux des circonstances et de l'état de nécessité pour maintenir la paix sociale et permettre aux populations de remplir leurs besoins fondamentaux. C'est sur cette base juridique que s'appuient les propositions suivantes, que les États ont la responsabilité de mettre en place.

- Rétablir de vraies politiques de soutien à la production agricole familiale;
- Ne pas signer et le cas échéant dénoncer les accords de libre-échange multilatéraux (OMC) et bilatéraux (ALE et APE) qui sont en contradiction avec la souveraineté alimentaire;

- Établir ou rétablir des protections douanières face aux importations agricoles;
- Reconstituer des réserves alimentaires publiques dans chaque pays;
- Rétablir des mécanismes de garantie des prix agricoles;
- Développer des politiques de maîtrise de la production pour stabiliser les prix agricoles;
- Contrôler les marges des intermédiaires;
- Mettre en place des réformes agraires globales (sur la terre, mais aussi l'eau et les semences) pour assurer que les paysans et les paysannes qui produisent l'alimentation pour les populations aient accès aux ressources agricoles, plutôt que les grandes entreprises qui produisent pour l'exportation.

#### **Au niveau international :**

- Interdire la spéculation sur l'alimentation. Spéculer sur la vie des gens est un crime, c'est pourquoi les gouvernements et les institutions internationales doivent interdire les investissements spéculatifs sur les produits agricoles;
- Inscrire le droit à la souveraineté alimentaire dans le droit international pour que le droit de chaque pays à développer ses propres politiques agricoles et à protéger son agriculture, sans nuire aux autres pays, soit reconnu (notamment dans la Charte des droits économiques, sociaux et culturels);
- Mettre en place un moratoire sur les agrocarburants industriels;
- Établir ou rétablir des organisations internationales de régulation des marchés et des productions des principaux produits d'exportation (cartels de pays producteurs par exemple dans les secteurs du café, cacao, bananes,...) pour assurer des prix stables au niveau international;
- Mettre fin aux Plans d'Ajustements Structurels (PAS) qui obligent les États à renoncer à leur souveraineté alimentaire;

- Mettre fin aux mécanismes asservissants de la dette extérieure;
- Réformer la Politique Agricole Commune de l'Union Européenne et le Farm Bill des États-Unis qui ont des effets dévastateurs sur l'équilibre des marchés agricoles.

---

1 Témoignage de Mr. Michael W. Masters devant le Comité de la Sécurité Intérieure et des affaires publiques du Congrès des Etats-Unis d'Amérique, 20 mai 2008.

2 Rapport de la Campagne « Que nous revient-il de ce que tu payes? », 19 janvier 2006, COAG. Rapport disponible en espagnol sur:  
[http://www.coag.org/rep\\_ficheros\\_web/e17613fbb3f3455fb90809f12ac890fe.pdf](http://www.coag.org/rep_ficheros_web/e17613fbb3f3455fb90809f12ac890fe.pdf)

Femmes :

# **Campagne mondiale de la Via Campesina pour mettre fin aux violences faites aux femmes**

---

## **Appel pour une campagne**

Ensemble, nous, hommes et femmes de Via Campesina, nous dénonçons toutes les formes de violences qui s'exercent contre les personnes et en particulier les femmes.

Les statistiques sur les agressions et les décès des femmes dans le monde montrent, et ce sans qu'aucun doute ne soit possible, que les femmes sont particulièrement exposées à la violence, non seulement celle des institutions et des Etats, mais aussi celle exercée dans leur propre foyer et communautés. Ceci est d'autant plus paradoxal, que c'est dans ces derniers lieux qu'elles mériteraient d'être respectées et seraient en droit d'attendre paix et sécurité.

Les femmes des communautés rurales se trouvent dans une situation de forte exclusion et d'oppression sociale et économique. Ceci est la raison pour laquelle, nous devons, en tant que mouvement paysan, nous mobiliser contre cette injustice terrible.

Nous savons que nous, hommes et femmes, nous devons rester unis contre le système néolibéral qui piétine notre dignité, nous spolie de nos ressources et des moyens de subsistance dont nous avons besoin pour survivre. Ce système nous vole notre travail, exploite notre faiblesse et notre pauvreté pour augmenter sa propre richesse, son contrôle et son pouvoir.

En réalité, les hommes et les femmes sont souvent divisés en raison du manque de respect et de droits dont font part les riches et les puissants mais aussi les gouvernements et les institutions qui les soutiennent. Quand nous reproduisons nous mêmes ce modèle d'exclusion, nous leur prouvons que nous acceptons ce schéma « du pot de fer contre le pot de terre », en marge de la justice.

La tâche, que nous devons poursuivre sans cesse, consiste à construire un modèle de société qui dès la base soit un modèle où tous, hommes et femmes refusent la violence sous toutes ses formes : économiques, social, physique, morale, sexuelles et environnementale. Nous devons garantir que ce modèle NE TOLERE PAS la violence.

Une société qui excuse, pardonne, ou dissimule la violence sous le manteau de la culture ou de la religion, n'est pas le modèle de société pour lequel nous voulons travailler. Partout dans le monde, les sociétés sont confrontées à des individus, des institutions ou des gouvernements violents. Nous avons besoin d'une société qui construise des communautés humaines sûres, qui reconnaisse la richesse de chaque être humain et qui affirme que les droits des femmes sont des droits HUMAINS.

Pour cela, nous exigerons des lois à tous les niveaux de la société pour protéger et défendre les droits des femmes.

Enfin, toute violence commence dans nos coeurs, dans nos foyers et nos communautés. Nous ne gagnerons pas cette bataille tant que nous ne focaliserons pas notre colère, notre indignation et notre volonté de construire une société nouvelle, contre les systèmes et les institutions qui utilisent la violence pour contrôler et réprimer les personnes au profit de leurs besoins égoïstes et contre les femmes dont les efforts font pourtant aussi tourner la planète (au moins pour moitié).

Pour en finir avec la violence, nous aurons besoin de formation et d'une plus grande conscience de la manière dont la violence pompe l'énergie vitale de toute personne, de la famille et de la société dans son ensemble. La violence empêche que l'on puisse

accéder à une véritable égalité et à une participation des femmes, alors qu'elles sont pourtant capables d'utiliser, et que de fait elles utilisent, leur intelligence, leur talent, leur force et leur courage pour aider nos sociétés à grandir et à atteindre un monde plus juste pour tous.

Tant que nous ne nous déciderons pas à en finir vraiment avec la violence contre les femmes, nous ne pourrons pas construire un modèle de société plus juste qui fasse la promotion des principes de la Via Campesina. Pour mettre fin à la violence, unissez votre lutte à la notre en soutenant notre campagne.

## **En quoi la campagne consiste-t-elle?**

Le modèle néolibéral de production agricole basé sur les monocultures, l'agriculture d'exportation, et l'utilisation abusive de produits chimiques est venu à bout des modes de vie ruraux et a poussé des millions d'agriculteurs vers les grandes capitales. Il a détruit la nature, provoqué la faim, la misère, l'exclusion, tout cela au profit des multinationales. Ce système touche particulièrement les femmes. L'inégalité et la division sexuelle du travail a attribué aux femmes la responsabilité des travaux domestiques, du soin des enfants, des malades et des anciens. Quand elles sont salariées, les femmes qu'elles aient des qualifications équivalentes ou supérieures gagnent moins qu'un homme qui occupe le même emploi.

De plus, les femmes sont souvent victimes de violences domestiques. Les relations de pouvoir sont cachées, la soumission et la violence sont considérées comme naturelles, et la société « se lave les mains » faisant valoir le dicton que « ce qui se passe derrière une porte fermée ne regarde personne. ». Ces valeurs sont transmises de génération en génération, perpétuées et renforcées par les religions qui utilisent leurs outils, leurs rites et leurs règles pour justifier et maintenir cet état de fait patriarcal, affirmant que la femme doit obéir à l'homme.

La culture capitaliste patriarcale est soutenue par quatre piliers.

- *La violence basée sur la dépendance économique des femmes, le chômage et le sous emploi dans les villes.* Dans les campagnes, le travail des femmes n'est pas reconnu comme créant revenu et richesse mais plutôt comme une aide pour le mari ou le compagnon. Les femmes ont un accès limité aux ressources productives, à la santé, à l'éducation, au loisir, à la protection sociale, au bien-être ou à la sécurité entre autres choses.
- *La violence due au fait que les femmes ne contrôlent pas leur propre corps.* Les hommes, l'état, la religion, la famille et de nombreux mouvements sociaux imposent aux femmes une obéissance et un comportement qui les empêchent de prendre leur propre décision. Par exemple, le droit à l'avortement n'est pas garanti dans beaucoup de pays et le trafic de femmes se pratique à grande échelle dans le monde.
- *La violence fondée sur l'exclusion des femmes de la vie politique.* Les femmes participent très peu au pouvoir et aux prises de décisions que ce soit dans le domaine domestique ou au niveau de la direction des organisations : les hommes dominent la propriété, les églises, les partis politiques, les espaces de décision de l'Etat et des mouvements sociaux.
- *La violence physique et psychologique employée contre les femmes quand les hommes ne parviennent pas à les dominer par d'autres moyens* (par l'honneur, le machisme, le contrôle, le pouvoir). Quelques rites et coutumes marginalisent les femmes : les rites initiatiques, les mariages précoces, les mutilations, et les pratiques qui humilient ou blessent les femmes. Ces pratiques sont reproduites par les hommes comme par les femmes. Ainsi la répression par des gouvernements, de femmes qui manifestent démontre une forme de violence institutionnalisée.

## Objectifs de la campagne:

- Dénoncer et s'opposer à toute forme de violence envers les femmes en milieu rural dans tous les pays. Dans le même temps, mettre en évidence la violence faite aux femmes de la classe ouvrière. Nous voulons dénoncer et en finir avec toutes les formes de violence, démystifier la violence enracinée contre les femmes et montrer que la violence est structurelle dans une société néolibérale et patriarcale. Nous devons établir des mécanismes de contrôle social, et rendre public la violence dans les mouvements sociaux et dans la société.
- Renforcer l'organisation et la lutte des femmes pour leur émancipation, faire progresser l'égalité des sexes et la participation des femmes dans toutes les sphères du pouvoir.
- Augmenter le niveau de conscientisation des femmes pour qu'elles comprennent les causes de la violence et comment y échapper. Toutes les organisations de la Via Campesina devraient organiser des sessions de formations spéciales pour informer les paysannes sur leurs droits et la manière de les défendre.
- Renforcer les alliances avec tous les groupes, mouvements et personnes disposés à inclure la campagne dans leur lutte.
- Faire pression sur les gouvernements pour qu'ils appliquent les accords et les traités internationaux et qu'ils mettent en oeuvre des politiques publiques pour combattre toute forme de violence envers les femmes. Faire front face au manque de volonté politique dont font preuve la majorité de nos gouvernements à l'heure d'appliquer les lois nationales et internationales, les conventions et les traités sur les droits de la femme.
- L'objectif final de la campagne est d'en finir avec toutes les formes de violences faites aux femmes et de contribuer à la construction d'un projet pour une société globale qui soit juste et égalitaire, sachant que dans la culture capitaliste et patriarcale ce changement est impossible.

- La campagne doit être continue avec un calendrier d'actions et de confrontations à court terme, à moyen terme et à long terme pour promouvoir des luttes et des actions concrètes dans chaque pays.
- Les spécificités de chaque continent doivent être prises en compte dans la campagne. Il faut éliminer les inégalités qu'elles soient sociales, culturelles, ethniques, de classes ou de genres.

Femmes :

# La Parité Homme Femme dans la Via Campesina

---

## Marginalisation des femmes:

Le concept de patriarcat se réfère à un système social de domination des hommes sur les femmes. La violence de genre est constitutive de l'ordre social et sous-tend la construction des arrangements spécifiques matériels et idéologiques qui permettent à une société d'exister en un moment donné. De tels "arrangements" entraînent une distribution du pouvoir et des biens matériels inégale et suppose donc la domination d'un groupe sur les autres comme dans le cas qui nous concerne.

On calcule que actuellement il y a plus d'un milliard de personnes qui se trouvent dans un état de pauvreté absolue (moins d'un dollar par jour). Selon le Fonds des Nations Unies pour les Femmes (UNIFEM), 70% d'entre elles sont des femmes. En outre, il est estimé que sur 10 personnes mourant de faim, 7 sont des femmes et des fillettes.

Les femmes constituent également le plus grand groupe de travailleurs dits pauvres, à savoir les personnes qui travaillent mais ne gagnent pas suffisamment pour pouvoir sortir de la pauvreté absolue. Selon l'Organisation mondiale du Travail, les femmes constituent de nos jours 60% des travailleurs/travailleuses pauvres. Toutes les statistiques indiquent que les femmes sont celles qui souffrent le plus du manque d'opportunités à tous les niveaux (santé, professionnel, éducation, revenus, politique...).

Les femmes continuent à être les responsables des tâches domestiques, de l'éducation des enfants et des soins auprès des personnes âgées, sans que ce travail ne soit ni reconnu ni rémunéré. L'apport à l'économie mondiale de l'économie des soins n'est pas valorisé et reste invisible.

Dans le monde rural, la FAO reconnaît que 70% de la production alimentaire mondiale est le fait des femmes. Pour autant, cet apport n'est pas reconnu et de plus, ce chiffre contraste avec le fait que les paysannes ne sont propriétaires que de 1% des terres.

## **Les femmes dans la Via Campesina**

Dans la Via Campesina, la lutte des femmes se situe à deux niveaux. D'une part, nous luttons pour défendre nos droits en tant que femmes au sein de nos organisations et de la société. D'autre part, nous luttons en tant que paysannes, avec les hommes, contre le modèle d'agriculture néolibérale qui opprime autant les paysannes que les paysans.

Les droits sexuels et de reproduction sont quotidiennement lésés tant dans le domaine privé que dans l'espace public. La violence politique, sociale et économique envers les femmes est permanente et systématique, souvent encouragée et soutenue par les Etats. Dans le monde, la moitié des morts violentes de femmes est due à la violence sexiste, annulant ainsi des capacités productrices, détruisant des foyers, augmentant le nombre de victimes. La diminution du nombre de femmes actives affecte le soutien familial ainsi que la production d'aliments. Les statistiques indiquent qu'il faut renforcer la protection et l'assistance auprès des femmes maltraitées tout en dénonçant et en mettant en place des actions concernant les violations des droits des femmes et la violence comme étant des phénomènes préjudiciables pour notre société.

Par ailleurs, les postes de responsabilité ont été traditionnellement entre les mains des hommes. D'où le fait que toutes les décisions se prennent et sont orientées par les hommes, la pratique du pouvoir a structurellement toujours été réservée au sexe masculin. Ces pratiques peuvent et doivent être changées. Voilà l'un des engagements le plus important que doivent prendre nos

organisations, qui sont des organisations d'hommes et de femmes, pour qu'ensemble nous puissions obtenir l'égalité tant souhaitée des chances entre les sexes. Cette égalité est une condition indispensable pour démocratiser nos pays et pouvoir en obtenir le plein développement.

La lutte des femmes pour un espace propre est du même ordre que celle que les hommes devraient entreprendre pour pouvoir exprimer plus librement leurs émotions et leurs valeurs. En effet, les sociétés patriarcales les ont toujours empêché de laisser libre cours à leurs émotions car l'expression des sentiments c'est l'affaire des femmes. Si nous, les femmes, nous avons pris conscience de cette déplorable situation, les hommes, eux n'ont pas encore fait le premiers pas. Cette contradiction ne devrait jamais déboucher sur une lutte antagonique entre femmes et hommes à l'heure de conserver et de contrôler le pouvoir dans les différents espaces. Ce n'est qu'en unissant nos efforts que nous pouvons changer les structures sociales qui séparent les hommes et les femmes et marginalisent particulièrement les femmes, qui de ce fait sont doublement victimes.

Les femmes ont un accès limité à deux types d'informations nécessaires pour pouvoir participer aux postes de responsabilité: l'information de fond sur les thèmes essentiels et celle leur expliquant comment elle peuvent participer aux processus de prise de décision. Les canaux traditionnels d'information, comme la presse, n'arrivent pas aux femmes rurales non seulement à cause des coûts de distribution dans les zones rurales mais, surtout, à cause d'un problème beaucoup plus grave, l'analphabétisme. Les migrations souvent plus fréquentes chez les femmes que chez les hommes les éloignent des opportunités de développement d'une vie plus stable.

D'autre part, la situation difficile des femmes rurales et autochtones est due à la crise affectant actuellement le secteur rural. A une réforme agraire inefficace, aux problèmes liés à la détention de la terre, au manque d'investissement public et de services de base, se surajoutent l'absence de régulation du commerce des aliments C'est pourquoi les femmes sont à la tête des luttes contre les politiques économiques néolibérales, telles que

les traités de libre échange et les accords d'association économique, parce que dans nos pays ces politiques ont aggravé la situation de crise et la marginalisation sociale et politique de la majorité et en particulier des femmes rurales.

Les femmes de la Via Campesina ont joué un rôle pour obtenir la parité et, contrairement au modèle en vigueur, cela nous permet de nouer des alliances et de renforcer nos organisations paysannes dans nos pays. L'intégration des femmes à cette lutte a permis de renforcer les plans et les actions du mouvement mondial des organisations paysannes. En interne de la Via Campesina, nous avons progressé, non sans effort, vers la parité hommes/femmes. Mais il nous reste encore un grand défi à relever, à savoir la lutte contre le modèle capitaliste qui marginalise et renforce le patriarcat.

## **Notre engagement pour l'avenir**

A l'intérieur de La Via Campesina, les femmes devront poursuivre leur tâche exigeant partout l'application de la parité hommes-femmes sans que cela ne se traduise par une augmentation du nombre de personnes dans les différentes entités. Elles devront en outre disposer d'un poste budgétaire propre pour rendre cela possible. Nous devons profiter de toutes les rencontres pour organiser des ateliers spécifiquement destinés aux femmes (contenu politique et formation en communication). De plus, les hommes devraient participer aux actions de formation contre la discrimination pour les sensibiliser à ce problème.

Il est temps que les femmes rurales et des communautés indigènes reprennent l'initiative des actions de luttes féministes, non seulement sur des sujets politiques mais aussi sur des thèmes qui nous concernent très spécifiquement. Il nous faut construire un pouvoir populaire qui prenne en compte la question des genres, pour avancer de façon décisive depuis l'intérieur de Via Campesina vers l'extérieur.

Il est nécessaire d'élaborer un plan d'actions de formation et d'éducation pour acquérir des compétences politiques, et ce, au niveau régional, national et international. Ce plan devra porter,

entre autres, sur les origines du patriarcat, sa structuration et les moyens à mettre en oeuvre pour l'affronter et changer sa structure. Ce projet, c'est celui que nous menons dans la Via Campesina en coordination avec d'autres organisations de femmes et d'hommes estimant qu'un monde d'égalité est possible.

Nous ne devons pas sous estimer les efforts faits pour la construction d'alliances stratégiques avec d'autres organisations de femmes et d'autres mouvements sociaux ayant des préoccupations similaires aux nôtres. Ensemble, nous lutterons contre le modèle néolibéral, capitaliste et patriarcal pour développer à tous les niveaux la Souveraineté alimentaire. Par souveraineté alimentaire, nous entendons le droit des peuples de pouvoir décider sur la base de leur propre capacité de production, sans aucun type d'intervention ou de discrimination. Nous devons exiger que les politiques publiques et les législations qui font respecter les droits élémentaires et une plus grande égalité des chances entre hommes et femmes dans le monde rural soient garanties. Ces politiques devraient assurer l'accès et le contrôle des femmes sur les ressources naturelles et productives (terre, capital) dans les mêmes conditions que les hommes et permettre le développement de modes de vie solidaires, d'échanges équitables, et respectueux de l'environnement, de l'eau, des ressources naturelles et minières.

- **L'éducation, la formation non sexiste et la résistance** constituent les principaux instruments pour lutter contre le modèle qui favorise les discriminations qui vont jusqu'à limiter l'accès des femmes à l'école. Nous devons développer une formation initiale de base et supérieure permettant de doter les femmes des outils nécessaires pour défendre leurs droits et obtenir la parité hommes- femmes. C'est ainsi qu'une plus grande participation et intégration politique, économique, professionnelle et sociale sera possible et débouchera non seulement sur l'indépendance financière des femmes mais aussi sur la réduction de la violence sexiste et familiale.
- Rendre visible les efforts et les résultats obtenus à l'intérieur de VC par les femmes - indigènes, afro descendantes et paysannes –en ce qui concerne la parité hommes - femmes. Partager nos

expériences et analyser les origines des inégalités dans l'assignation patriarcale des rôles de chaque sexe. Comprendre comment au cours de l'histoire, cette différence s'est mise en place et avec elle, les discriminations, oppressions, la marginalisation des femmes, l'atteinte à leurs droits qui peut aller jusqu'à la violence et l'assassinat.

- Analyser à partir des organisations, la portée et les apports du féminisme pour l'insertion des femmes dans certains espaces sociaux, politiques et économiques. Connaître le rôle des femmes et des hommes dans les relations de couples, dans les organisations, dans les institutions. S'intéresser au processus de formation et d'éducation des filles et des garçons et ce dès la naissance afin de pouvoir obtenir un changement structurel et culturel avec une nouvelle assignation des rôles en accord avec les principes et valeurs d'égalité et de respect de l'humain.

Via Campesina, par le truchement de la Commission internationale des Femmes, devrait convoquer une grande rencontre contre la discrimination et la violence sexiste, dans chacun de nos pays, conjointement avec, entre autres, les organisations de la société civile, les partis politiques, les gouvernements, les organismes internationaux de soutien aux femmes, les médias. Le but serait d'une part de signer un pacte pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques de genre. D'autre part, d'organiser une mobilisation en vue de sensibiliser les gens pour qu'ils changent leurs pratiques et leurs attitudes. Il faut en effet créer des opportunités d'accès aux lieux de décisions pour les femmes et repartir du principe d'égalité entre les hommes et les femmes pour semer la graine du changement.

Femmes :

## **Déclaration des femmes pour la souveraineté alimentaire, Nyéléni 2007**

---

Nous sommes des femmes provenant de plus de 86 pays, de divers peuples autochtones, d'Afrique, des Amériques, d'Europe, d'Asie, d'Océanie et de divers secteurs et mouvements sociaux. Nous sommes réunies à Sélingué (Mali) dans le cadre de Nyéléni 2007 pour participer à la construction d'un nouveau droit : le droit à la souveraineté alimentaire. Nous réaffirmons notre volonté d'agir pour changer le monde capitaliste et patriarcal qui met les intérêts du marché avant le droit des personnes.

Les femmes, créatrices historiques des connaissances en agriculture et en alimentation, qui continuent de produire jusqu'à 80 % des aliments dans les pays les plus pauvres et qui sont aujourd'hui les principales gardiennes de la biodiversité et des semences fermières, sont particulièrement affectées par les politiques néolibérales et sexistes.

Nous subissons les conséquences dramatiques de ces politiques : pauvreté, insuffisance de l'accès aux ressources, brevets sur le vivant, exode rural et migration forcée, guerre et toutes les formes de violences physiques et sexuelles. Les monocultures, dont celles consacrées aux agrocombustibles, ainsi que l'utilisation massive de produits chimiques et d'organismes génétiquement modifiés ont des effets négatifs sur l'environnement et sur la santé humaine, notamment sur la santé de la reproduction.

Le modèle industriel et les transnationales menacent l'existence de

l'agriculture paysanne, de la pêche artisanale, du pastoralisme, ainsi que de la préparation artisanale et du petit commerce des aliments en milieu urbain et rural, secteurs où les femmes jouent un rôle important.

Nous voulons voir l'alimentation et l'agriculture sortir de l'OMC et des accords de libre échange. Plus encore, nous rejetons les institutions capitalistes et patriarcales qui conçoivent les aliments, l'eau, la terre, les connaissances des peuples et le corps des femmes comme une simple marchandise.

Inscrivant notre lutte dans celle pour l'égalité entre les sexes, nous ne voulons plus subir ni l'oppression des sociétés traditionnelles, ni celles des sociétés modernes, ni celles du marché. Nous voulons saisir cette opportunité de laisser derrière nous tous les préjugés sexistes et de développer une nouvelle vision du monde bâtie sur les principes de respect, d'égalité, de justice, de solidarité, de paix et de liberté.

Nous sommes mobilisées. Nous luttons pour l'accès à la terre, aux territoires, à l'eau et aux semences. Nous luttons pour l'accès au financement et aux équipements agricoles. Nous luttons pour de bonnes conditions de travail. Nous luttons pour l'accès à la formation et à l'information. Nous luttons pour notre autonomie et pour le droit de décider pour nous-mêmes, ainsi que de participer pleinement aux instances de prise de décision.

Sous l'œil de Nyéléni, femme d'Afrique qui a défié les règles discriminatoires, qui a brillé par sa créativité et ses performances agricoles, nous trouverons l'énergie pour la mise en œuvre du droit à la souveraineté alimentaire porteur de l'espoir de construire un autre monde. Cette énergie nous la puisons dans notre solidarité. Nous porterons ce message aux femmes du monde entier.

Nyéleni, 27 février 2007

**Droits humains:**

## **Vers une convention internationale des droits paysans et des paysannes**

---

Les droits de l'homme expriment les visions des peuples opprimés et leur envie de liberté. Beaucoup de luttes pour la liberté, des esclaves, des femmes, étaient menées pour rompre les chaînes de l'oppression, à la fois durant l'antiquité, le moyen-âge et le début des temps modernes. Les instruments des Droits de l'Homme fournissent un moyen pour faciliter l'élimination de l'oppression. Ces instruments tentent de couvrir toutes les sphères de la vie humaine. En effet, les droits de l'Homme existent pour que les opprimé(e)s puissent défendre ou obtenir un niveau de vie correct dans les situations d'oppression.

La Via Campesina a attiré l'attention sur le fait que le système international des droits de l'homme ne fait pas assez attention à la promotion et à la protection des droits humains des paysans et des paysannes. Même si les critères et les procédures de la loi internationale sur les droits de l'homme sont supposés universels, en pratique le système des droits de l'homme a largement ignoré les violations des droits de l'homme pour les paysan(ne)s. D'autres mouvements sociaux comme le mouvement des femmes et celui des peuples indigènes ont aussi déjà contesté le système des droits de l'homme. Les instruments existants des droits de l'homme des Nations Unies n'ont pas été entièrement capables de prévenir les violations des droits de l'homme des paysans et des paysannes. La Convention Internationale des droits Economiques, Sociaux et Culturels montre les limites en matières de protection des droits des paysans. En plus de cela, la Charte des Paysans établie lors de la Conférence Mondiale sur la Réforme Agraire et le

Développement Rural en 1979 ne fut pas capable de protéger les paysans et les paysannes des politiques internationales de libéralisations. D'autres instruments comme la Convention ILO n°169, clause 8-J de la Convention sur la Biodiversité et le Protocole de Carthagène n'ont été que très peu mis en œuvre.

Au nom du développement, les terres des paysan(ne)s et des peuples indigènes ont été saisies pour ouvrir la route à un type de développement auquel les pauvres n'auront jamais accès (grandes plantations, complexes miniers et barrages). Pendant que la plupart des personnes affamées et sous-alimentées et les petits paysans propriétaires vivant dans les zones rurales sont marginalisés, les politiques nationales et internationales de développement ne convergent que trop rarement vers les besoins des paysans et des paysannes qui souffrent de la faim et de la pauvreté. Les besoins du développement sont encore définis comme une croissance macro-économique. Les systèmes de production paysans ont évolué pendant des centaines d'années, souvent en équilibre avec l'environnement, assurant une nourriture en abondance et eau de qualité. Il n'est pas rare qu'au nom du développement, imposé aux familles paysannes et qui favorise les acteurs privés tels que les grandes multinationales, les grands propriétaires terriens, etc.. les paysans soient expulsés de leur terre pendant que leur environnement traditionnel est détruit, sans aucune préoccupation de durabilité.

A cause des limitations et des défauts des actuels instruments des droits de l'homme, il est important de créer une politique internationale pour protéger, satisfaire et maintenir les droits des paysans et des paysannes – La Convention Internationale des Droits des Paysans (ICPR). Une pression sur les Nations Unies pour créer cette charte est la chose logique à faire. Il y a déjà des conventions pour protéger des groupes comme les femmes (convention pour l'élimination de toutes formes de discrimination contre les femmes) ou les enfants (convention pour les droits des enfants). L'ICPR contiendra les droits paysan(ne)s qui devront être protégés et satisfaits par les gouvernements et les institutions internationales. Depuis 2000, la Via Campesina parle d'une convention internationale sur les droits des paysan(ne)s et nous avons rédigé la déclaration des droits paysan(ne)s.

# La formation dans La Via Campesina

---

Ce document est une synthèse des débats lors du séminaire sur les méthodologies de formation (juin 2007) qui a eu lieu suite à une proposition du MST. Le présent document est un document de travail qui sera alimenté par vos contributions; nous vous invitons donc à le commenter et le compléter. La formation doit constituer une priorité pour nos organisations et nous espérons que ce document pourra contribuer à un débat dynamique sur le rôle et le contenu de nos démarches de formation.

*Le texte étant long nous avons choisi de ne laisser ici que certains paragraphes. L'ensemble du texte et l'intégralité des paragraphes 1. 3. 4. 5. et 9. sont disponibles auprès de vos bureaux régionaux sur simple demande.*

## **1. Approches politiques et principes de la formation – une conception de la formation**

Nous pouvons énumérer quelques principes :

- a) La formation doit être liée à un projet stratégique, politique, à un projet de transformation de la société. Ce projet est en construction ; la formation doit étayer cette démarche. Elle doit faire surgir maintes questions, maints doutes et maintes vérités.
- b) La formation doit faire partie de nos luttes qu'elle vise à renforcer. Toute activité est un espace de formation. Elle doit avoir des objectifs à moyen et à long terme.
- c) Le point de départ doit être la pratique sociale des paysans. Ceci permet de comprendre, orienter, corriger, réorienter la pratique, en construisant ainsi une interaction dynamique et permanente entre la pratique et la théorie. Nous devons

- valoriser les savoirs autochtones dans ce processus.
- d) La démarche formation doit être mise en œuvre auprès des bases, à divers moments, sous diverses formes : la pratique permanente des dirigeant(e)s lors des réunions et des assemblées ; les mobilisations ; les rencontres ; les séminaires ; les lectures individuelles ; les cours ; les échanges d'expériences ; les visites d'étude. La formation ne saurait se limiter exclusivement à des cours de formation. L'insertion et l'exemple des dirigeant(e)s et des formateurs/trices sont mobilisateurs pour l'organisation.
  - e) La formation doit être préparée et mise en œuvre à tous les niveaux : la base, les militant(e)s, les dirigeant(e)s, les cadres, toujours à partir des objectifs et des demandes de l'organisation. Chaque niveau de l'organisation requiert une formation adaptée avec des contenus, un langage et des méthodologies ad hoc. La formation doit être permanente à chaque niveau. Les méthodes de formation doivent être créatives, collectives, joyeuses, ouvertes, non autoritaires, pour impulser ainsi la participation et renforcer l'autonomie de l'organisation.
  - f) Nous devons intégrer une pensée politique ouverte. Il est important de reconnaître la diversité interne de La Via Campesina. Il faut respecter les positions minoritaires. Nous ne voulons pas créer une élite de dirigeant(e)s chargés du pouvoir. Lorsque nous invitons des « experts », hommes et femmes, nous voulons nous réapproprier de ce qu'ils nous disent.
  - g) La formation développe les diverses facettes de la personne, renforce son autonomie, crée l'égalité des chances, augmente l'estime de soi chez les paysans et les paysannes. Elle doit stimuler la capacité d'autoréflexion et d'autocritique de la personne sur sa propre manière de fonctionner et d'agir. La démarche de formation doit partir des idées de la base où les personnes savent ce qu'elles veulent apprendre et forgent leurs idées en fonction de leurs besoins.
  - h) Interpréter la stratégie des transnationales, des institutions, des autres secteurs sociaux, etc. est tout un enjeu.
  - i) La Souveraineté Alimentaire et les propositions de La Via Campesina doivent être les approches centrales.

### Effort spécial nécessaire pour la formation des jeunes

Le processus de formation doit permettre la relève des générations. Il faut former des cadres nouveaux, jeunes. Les jeunes hommes et jeunes femmes veulent abandonner la campagne, aller vers des zones franches, connaître d'autres jeunes. Il s'avère difficile de suivre une démarche continue auprès des jeunes face à une forte émigration.

### Situation des femmes

Les différences sont fort importantes entre les hommes et les femmes. Les femmes assument de nombreuses tâches qui rendent leur participation difficile, notamment les jeunes femmes. Les méthodes de formation doivent prendre cela en compte. L'information doit parvenir aux femmes, nous devons faciliter leur intégration dans l'organisation.

## **2. Quelques idées centrales pour la formation au niveau national et régional**

### Écoles de Formation:

Chaque mouvement membre de La Via Campesina doit construire son **École de Formation**. Il ne s'agit pas de construire une structure physique, mais bien de développer une politique de formation des militants et des leaders (hommes et femmes). Il est nécessaire de disposer d'espaces de formation avec une planification et une division des tâches et des responsabilités qui engagent l'ensemble des mouvements. La formation fait partie de l'organisation et des luttes, raison pour laquelle elle doit être assumée en tant que tâche politique de l'ensemble de l'organisation.

L'école de formation doit être l'ensemble des idées politiques, des principes qui fondent, fédèrent et renforcent l'organisation, qui orientent la praxis politique des militant(e)s et des dirigeant(e)s en tant que bâtisseurs de l'organisation.

### Cours continentaux:

Chaque continent peut commencer à considérer la possibilité d'organiser et de réaliser au minimum un cours de formation politique par an pour les militants, dirigeants et formateurs

(hommes et femmes). Il faut définir soigneusement le public, mettre au point un programme adéquat et préparer une bonne coordination pédagogique. Les contenus peuvent être coordonnés en partie au niveau international pour intégrer ce niveau dans le cours continental

Ces cours constitueraient en plus de la théorie : a) un espace pour unifier le débat concernant les problèmes communs; b) un moment important pour un partage d'expériences entre les différents mouvements et pays; c) un espace pour discuter et approfondir les méthodologies et les stratégies de formation dans les différents pays; d) un espace pour comprendre le contexte international et La Via Campesina.

### Instances d'éducation formelle

Nous devons profiter des instances d'éducation formelle. Diverses expériences existent dans de nombreux pays. Nous devons voir comment on peut influencer les universités une éducation différente et plus variée.

### Partage d'expériences entre les pays

Les échanges de personnes entre pays sont cruciaux pour le travail de formation. Ils font déjà partie des activités de nombreuses organisations et nous pensons qu'il est important de les amplifier. Pour les personnes qui ont peu d'expérience et pour une formation de base, ce qu'il y a de mieux c'est un échange dans la région. L'avantage est que cela permet de limiter les coûts (voyage par terre) et cela permet une participation plus nombreuse. Le partage d'expériences avec d'autres régions est important pour échanger des expériences de luttes, de formation et pour renforcer des analyses et stratégie communes. Une autre manière importante est l'échange de matériaux et de méthodes sur la page Web, au moyen du courriel, de vidéos etc.. Il existe déjà de nombreuses initiatives qui peuvent servir d'exemple:

- L'IALA (Institut d'Agro-écologie Paulo Freire) au Venezuela. Peut devenir un espace important pour la formation des jeunes.
- Cours universitaires spéciaux pour les paysans et paysannes. (agro-écologie à Paraná, Brésil).
- Formation spéciale pour les femmes (séminaires, écoles,...).
- Collaborations avec des radios communautaires, des

collectivités artistiques.

- Groupes de partage des connaissances
- Ecoles de la mémoire historique,
- Ecole Francisco Morazán du Nicaragua,
- Le centre de formation “Nyeleni” à Selingué – au Mali,
- un centre de formation pour l'agriculture écologique en Indonésie,
- l'Université paysanne d'été en France et tant d'autres initiatives.

### **3. Quel rôle pour la Via Campesina au niveau international**

Au niveau international, La Via Campesina doit avoir une vision et une mission très claire pour être en mesure de proposer une formation cohérente. Elle doit analyser le contexte international pour définir les besoins de formation et pour engager une analyse continue des processus dans les régions afin de détecter les éventuelles complémentarités.. La Via Campesina doit développer la mémoire de son histoire, la mémoire des paysans et des paysannes avec des mots et des images. Elle doit montrer le rôle de la paysannerie face à la globalisation de chaque pays. Il faut construire, au niveau de La Via Campesina, une idée culturelle de la paysannerie, construire des valeurs ainsi qu'une multiple identité. La Via Campesina peut aider en articulant une dynamique de collaboration entre les organisations de La Via Campesina et des ONG, des réseaux bien concrets de personnes, de chercheurs etc. Il faut créer une équipe pour coordonner et pour articuler le travail de formation à l'échelle internationale.

#### Traitement des principaux thèmes de La Via Campesina et du contexte international

La Via Campesina doit diffuser des résultats d'analyse, des textes sur les stratégies et des propositions pertinentes sur le contexte international et les thèmes clés de La Via Campesina (Souveraineté Alimentaire, femmes, réforme agraire, biodiversité, droits humains, émigration, agriculture paysanne durable, commerce international, changement climatique, transgéniques...)

Les organisations peuvent aborder ces thèmes en choisissant la pédagogie et les méthodologies les plus adaptées à leur propre culture nationale ou au niveau idéologique du groupe. Elles

peuvent élaborer des documents de base en les adaptant à la situation de chaque région et pays. En outre, chaque organisation pourra incorporer/ajouter les thèmes qu'elle considère opportuns.

#### Formation particulière pour les militants qui doivent intervenir au niveau international

Au cours de ses réunions internationales La Via Campesina doit intégrer des temps de formation pour que les participants puissent améliorer leur influence dans les processus politiques internationaux. Cela demande d'y consacrer concrètement du temps, de disposer d'un matériel adapté aux besoins, et peut-être la présence de personnes appartenant à La Via Campesina ou externes capables de contribuer à ce processus.

#### Partager des expériences pratiques de production

Mettre à disposition et socialiser entre toutes les organisations de La Via Campesina des expériences pratiques qui avalisent notre théorie politique. Si nous pensons que la défense des semences est importante, nous devons faire connaître des expériences concrètes de réseaux de semences pour continuer à cultiver des semences et continuer à lutter contre l'imposition de transgéniques des transnationales.

#### Le partage du matériel et des expériences de formation

Récupérer les programmes de formation pour nourrir l'offre de formation de La Via Campesina. La Via Campesina doit faire un inventaire des expériences de formation, en socialisant les problèmes et les défis. Réaliser des échanges de formateurs pour évaluer le progrès de la formation dans nos pays. Nous devons chercher les moyens de consolider les initiatives de formation au sein de nos organisations.

### **4. Actions concrètes de formation possibles à coordonner à l'échelle internationale**

- a. Inaugurer une édition de "Cahiers de La Via Campesina" pour la formation de militants, de formateurs et de leaders (hommes et femmes). Ces cahiers peuvent aborder des thèmes d'étude; être des documents officiels issues de rencontres, des documents d'analyses, des documents qui relie le contexte international à nos réalités locales, etc. Il

faudra coordonner et planifier les thèmes de ces cahiers, les traduire et les distribuer.

- b. Produire des documents concrets pour préparer les personnes de La Via Campesina qui sont directement impliquées dans des actions (par exemples “la stratégie concernant la Conférence Internationale sur le changement climatique de la FAO” ou “l’analyse et les propositions pour la lutte contre les accords de libre échange”.)
- c. Développer un matériel de formation pour tous, et plus spécifiquement pour les femmes et les jeunes.
- d. Développer un système de promotion et de distribution de l’information qui soit efficace ainsi qu’un *intranet* pour centraliser le matériel ainsi que la liste de personnes « ressources » internes et externes. Les organisations devront avoir facilement accès à ces informations.
- e. Soutenir le partage d’expériences entre les écoles de formation au sein de La Via Campesina. L’école Francisco Morazán de l’Amérique Centrale pourrait apporter son aide pour cette tâche.
- f. Stimuler les échanges entre régions sur les expériences essentielles de luttes et de formations (après avoir défini des priorités).

# L'agriculture paysanne durable: l'avenir de la planète

---

## Introduction

La défense du modèle de l'agriculture paysanne durable est pour nous une question primordiale. La production paysanne n'est pas une alternative! C'est le modèle de production qui a permis de nourrir le monde pendant des milliers d'années et c'est encore le modèle dominant pour la production alimentaire. Plus de la moitié de la population travaille dans le secteur de l'agriculture paysanne et la majorité de la population mondiale dépend de ce type d'agriculture pour se nourrir. Ce modèle, La voie paysanne («La Via Campesina») est la meilleure manière de nourrir le monde à l'avenir, de répondre aux besoins des populations, de protéger l'environnement et de préserver notre patrimoine naturel ainsi que nos biens communs. L'agriculture paysanne durable ne se limite pas à l'agriculture « biologique ».

Elle répond aux caractéristiques suivantes : c'est un modèle de production socialement juste, respectueux des identités et des savoir-faire des communautés, qui privilégie les marchés locaux et nationaux et renforce l'autonomie des personnes et des communautés.

L'agriculture paysanne durable est un mode de production imaginé et pratiqué par des agriculteurs et agricultrices qui travaillent à l'échelle familiale. Elle est basée sur l'utilisation des ressources locales et sur des technologies qui permettent de trouver un équilibre entre la nature, le développement social et économique et la diversité culturelle des population. Elle fournit de l'emploi au sein communautés rurales.

Les crises alimentaire, climatique et énergétique ont porté la question de l'alimentation et des modes de production sur de devant des scènes nationales et internationales. Au lieu de voir une réduction du nombre de pauvres, ce nombre a augmenté en raison des multiples crises actuelles. La crise alimentaire est le résultat direct du néo-libéralisme et du modèle adopté par les multinationales actives tant au niveau de la production que de la consommation.

Les entreprises multinationales ont lancé une autre offensive contre la paysannerie, sous prétexte d'aider à résoudre les problèmes climatiques et alimentaires. Les multinationales se sont emparé des meilleures terres agricoles, occupées par les paysans pour produire des agrocarburants et d'autres monocultures. Leur intérêt est de détruire nos propres pratiques agricole et technologies et de nous forcer à utiliser leurs technologies et intrants qui ruinent l'environnement et la santé de nos familles. Cette logique provoque des déplacements massifs d'agriculteurs, de communautés autochtones et de communautés noires vers des zones marginalisées, arides et sans ressources en eau. Les paysans et les paysannes doivent quitter leurs terres et migrer vers les villes où ils ont faim en raison du manque d'emploi et d'argent.

## **Qu'est-ce que l'agriculture paysanne durable?**

L'agriculture paysanne n'est pas un «modèle économique de production», c'est un mode de vie, et il a donc des aspects complexes.

Les pratiques de production et de consommation que La Via Campesina défend ont les caractéristiques suivantes:

## **Les paysans et les petits agriculteurs sont au cœur du système de production**

Ce système est diversifié, fondé sur une agriculture familiale et paysanne, qui développe et perpétue une manière de produire dont les fondements culturels, ont été conçus et sont toujours pratiqués par des paysans, hommes et femmes, sur des fermes familiales. Ce modèle est capable de nourrir des populations entières. Il est en

mesure de garantir à toute la population paysanne une vie, socialement, culturellement et économiquement digne à partir du travail de la terre et a fait ses preuves depuis de nombreuses générations.

Dans le modèle de l'agriculture paysanne, les droits fondamentaux sont respectés. Les bénéficiaires de toutes politiques devraient être les personnes et non le marché: nous parlons de sociétés rurales justes. Ce modèle protège les agriculteurs, hommes et femmes, les populations autochtones et les communautés noires, ainsi que leur patrimoine culturel et leurs valeurs, parce qu'ils sont la force vitale indispensable au fonctionnement du système de production. S'il n'y a ni hommes ni femmes pour travailler la terre, il ne peut y avoir d'agriculture. Et sans agriculture, que mangeraient les gens ?

### **Les femmes et les hommes sur le même pied d'égalité**

Les femmes sont traitées d'égal à égal avec les hommes et ont un accès complet aux moyens de production. Les femmes participent aussi entièrement aux prises de décisions par leurs communautés ainsi que dans les organisations qui les représentent.

### **La production est aussi autonome que possible**

La production est aussi autonome que possible, indépendante d'intrants extérieurs (engrais, pesticides, capitaux, semences hybrides...), sans pour autant nier le rôle des gouvernements dans le soutien à l'agriculture paysanne. Elle préserve les ressources naturelles qui sont utilisées dans la production (terre, semences, sol, biodiversité, eau, connaissances humaines diverses, etc.). Pour cela, la reproduction de semences à la ferme et le rejet des semences hybrides et brevetées est fondamental. En Afrique, 60% de l'agriculture est encore autonome, nous voulons maintenir et renforcer ce modèle.

### **Accès et contrôle sur l'usage des moyens de production**

Les paysans, hommes et femmes, et les communautés rurales devraient être en mesure de contrôler l'usage de la terre, de reproduire leurs propres semences, de contrôler l'usage de l'eau, et d'avoir accès à suffisamment de crédits. Cela leur permettrait de

laisser aux générations futures un sol riche et fertile capable de fournir de nombreux produits dans un système de production diversifié. Une véritable réforme agraire est indispensable pour remettre la terre dans les mains de ceux qui la travaillent et permettre de créer une agriculture paysanne dynamique!

### **L'agriculture paysanne est une production diversifiée**

Contrairement à la production industrielle qui travaille avec un système mono cultural, la production paysanne est diversifiée : pour la même superficie on peut trouver jusqu'à 10-12 cultures ou produits différents. Les paysans et les paysannes combinent également de manière efficace des cultures végétales variées et les animaux d'élevage (poissons, bovins, poulets, etc ...).

### **Les marchés locaux et nationaux ont la priorité**

Les besoins des collectivités locales et du marché national devraient être prioritaires : les paysans et les petits agriculteurs devraient avoir accès à leurs propres marchés locaux et nationaux! Ils devraient être en mesure de contrôler la manière dont les cultures sont commercialisées en collaboration avec les communautés urbaines et les consommateurs afin que les produits soient vendus à des prix équitables pour les producteurs et les consommateurs.

### **Alimentation de haute qualité**

Ce modèle produit de la nourriture diverse et culturellement appropriée pour la consommation alimentaire dans les lieux les plus proches de la production. Cela permet de réduire les coûts des transports ainsi que ceux des transformations industrielles inutiles.

### **Technologie appropriée**

Cette agriculture paysanne est dynamique, intègre des innovations et nécessite d'intégrer un mélange de traditions et de connaissances et technologies modernes. Toutefois, cette technologie doit être adaptée au mode de production respectueux de l'environnement. Elle doit être contrôlée par les paysans eux-mêmes. La technologie doit être au service des gens et non pas au service du capital, en générant des profits pour les banques et

l'industrie. Nous nous opposons aux OGM et aux produits chimiques.

## **La connaissance des peuples et des populations autochtones est la clé**

Ce modèle considère les connaissances et expériences traditionnelles des populations autochtones comme clé du développement de ce modèle de production. Elle soutient les variétés et races locales, ainsi que la biodiversité dans l'environnement (flore et faune).

## **Promouvoir des méthodes agro-écologique**

Les méthodes de production agro-écologiques visent à obtenir des produits alimentaires de bonne qualité sans nuire à l'environnement, et tout en améliorant et en conservant la fertilité des sols (ce grâce à un bon usage des ressources naturelles et de la plus petite quantité possible de produits chimiques industriels) . L'agro-écologie requiert un développement technologique basé sur les connaissances indigènes et traditionnelles et sur la science agro-écologique, laquelle favorise la protection de l'environnement naturel, la biodiversité, la viabilité économique et sociale et ce de façon durable. L'expérience de beaucoup d'organisations membres de Via Campesina, plus particulièrement celle de L'ANAP à Cuba, ont démontré que la méthode "Campesino a Campesino" (agriculteur à agriculteur) est le meilleur moyen pour les paysans et les familles agricoles de développer et de partager leurs propres moyens de cultures, systèmes et technologies agro-écologiques. En revanche, les méthodes conventionnelles dites « top down » dont les institutions internationales et les multinationales font la promotion auprès des agriculteurs conduisent ces derniers à utiliser des technologies inappropriées qui détruisent l'environnement, empoisonnent les gens, mènent les agriculteurs à la faillite, et enrichissent le secteur privé.

Une production diversifiée est la clé pour répondre à tous les besoins et obtenir une forme stable de la production.

## **L'agriculture paysanne est lié à un espace géographique ou un territoire**

L'agriculture paysanne est lié à un espace géographique spécifique, un territoire. Les paysans et les paysannes sont enracinés là où ils ont construit des moyens de subsistance depuis de nombreuses générations. On ne peut pas comprendre l'agriculture paysanne sans comprendre les liens des peuples à leurs terres.

## **Pilier de l'économie locale**

L'agriculture paysanne donne de l'emploi à de nombreuses personnes, pas seulement à ceux qui travaillent directement dans la production. L'agriculture paysanne est un pilier de l'économie locale et contribue à maintenir et à accroître l'emploi rural et permet la survie de villes et villages. Elle permet aux collectivités de renforcer leur propre culture et leur identité. Une économie rurale paysanne bien répartie sur le territoire assure aussi les fondements d'un développement économique national solide.

## **Ce modèle permet de mener une vie digne pour tous**

Ce modèle devrait permettre un revenu suffisant, ainsi que des soins de santé de qualité et l'éducation pour tous les membres de la communauté (hommes, femmes et enfants, petits paysans-propriétaires fonciers et travailleurs agricoles).

## **La coopération plutôt que la compétition et les conflits**

La solidarité et la coopération et non la concurrence et la compétition devraient être un principe de base des organisations pour résoudre les conflits à propos de l'usage de la terre et de l'eau. La volonté de chercher des solutions dans les conflits d'intérêts entre agriculteurs, travailleurs agricoles, éleveurs et populations autochtones doit aussi être une préoccupation permanente.

## **Des liens directs avec les consommateurs et les organismes en milieu urbain**

Les communautés paysannes devraient développer des liens directs avec les consommateurs et les groupes urbains pour échanger produits et services. Cela permettra aux communautés de jouir du

fruit de leur travail de voir leurs revenus filer dans les poches des multinationales et de distributeurs.

## **L'agriculture paysanne nourrit le monde et est beaucoup plus productive que la production industrielle**

À l'heure actuelle, la production alimentaire est suffisante pour nourrir le monde et il y a encore un énorme potentiel pour accroître cette production. De plus, la productivité de la production paysanne est beaucoup plus élevée que celle de la production industrielle. Les modèles industriels affichent "de meilleurs rendements à l'hectare" par des produits spécifiques. Les paysans produisent jusqu'à 10-12 fois plus de cultures et de produits sur la même superficie et rentabilisent de manière plus efficace leur travail. En outre, la qualité de leur travail est meilleure, plus efficace pour préserver la productivité du sol et permet d'utiliser moins d'intrants industriels achetés.

Pour cette raison, la nourriture est produite avec un rendement supérieur à l'hectare en comparaison aux exploitations industrielles. Il arrive que ce rendement soit 10 fois supérieur dans l'agriculture paysanne! De plus, les paysans produisent des denrées alimentaires directement pour les communautés qui en ont besoin, ils donnent à beaucoup plus de personnes un accès direct à la production et à l'alimentation. Par ailleurs, les paysans gèrent d'autres ressources plus efficacement comme les forêts et les ressources aquatiques.

Sur les grandes exploitations industrielles, le travail est remplacé par la mécanisation et l'achat d'intrants industriels (semences, pesticides et engrais). Cela nécessite des systèmes de production simplifiés (mono-culture). Bien que le rendement d'un produit (la mono culture) soit plus élevé, la production totale diminue de façon spectaculaire, et la destruction du sol augmente. Enfin, l'efficacité globale des différents facteurs entrants dans la production est moindre sur les plus grandes exploitations agricoles que sur les petites ou moyennes fermes.

## **L'agriculture paysanne refroidit la planète**

l'agriculture durable à petite échelle et la consommation de produits alimentaires locaux permettra d'inverser le désastre actuel et permettra à des millions de familles d'agriculteurs de se maintenir.

L'agriculture durable à petite échelle, qui demande beaucoup de travail et nécessite peu d'énergie, peut effectivement contribuer à stopper et inverser les effets du changement climatique:

- en stockant plus de CO<sub>2</sub> dans la matière organique du sol par le biais de la production durable ;
- en substituant des engrais azotés chimiques par des engrais organiques et / ou des cultures fixatrices d'azote (plantes qui captent directement l'azote de l'air) cela se pratique en agriculture biologique ;
- en rendant possible la production, la collecte et l'utilisation décentralisée de l'énergie;

## **La défense d'un modèle où le pouvoir est redonné aux hommes et les femmes et non aux multinationales**

Les entreprises ont l'intention de détruire le modèle paysan afin de les convertir en habitants de bidonvilles ou en travailleurs pour leurs plantations. Dans un cas comme dans l'autre, ils deviennent des consommateurs des produits de l'industrie alimentaire!

Les paysans, les populations autochtones et les travailleurs agricoles sont confrontés à des prix extrêmement bas pour leurs produits agricoles. La libéralisation totale des marchés conduit le paysan à la ruine, les obligent à quitter leurs terres et leurs villages.

L'industrie a poussé en faveur d'un modèle basé sur la monoculture, la production hors sol, les OGM, utilisateurs d'énormes quantités de pesticides dangereux et gaspillant d'énormes quantités d'énergies fossiles (engrais, la mécanisation intensive...). En conséquence, il y a eu une accumulation de PCB, de DDT et des composés de métaux lourds dans l'écosystème marin. Les coûts de production élevés de ce que l'on appelle «la révolution verte» (imposition de l'usage d'intrants industriels coûteux) absorbent

tout revenu possible et empêche les paysans pauvres d'utiliser leurs propres méthodes de production.

En général, l'énorme besoin d'énergie fossile dans l'agriculture industrielle en fait une des principale cause de la crise climatique. Elle induit la désertification et détruit les sols (érosion, salinisation, épuisement et pollution des réserves en eau notamment en cas d'irrigation intensive).

L'agriculture industrielle accélère la déforestation qui aggrave la crise du climat et crée d'énormes pertes au niveau de la biodiversité. Plus de 5000 espèces de notre patrimoine génétique disparaissent chaque année.

Elle provoque une augmentation du nombre de parasites qui en raison, du développement de la monoculture, de la standardisation génétique des plantes et des animaux, de l'élimination des parasites naturels des ravageurs, et de l'augmentation de la résistance aux insecticides et aux fongicides, deviennent de plus en plus dangereux.

Elle produit des denrées de mauvaise qualité et dont les modes de transformations sont aussi très consommateurs d'énergie. Le résultat sont des produits alimentaires très chers, mauvais pour la santé et pour l'environnement en raison de la grande utilisation d'énergie fossile.

Dans les zones rurales, ce modèle de production industriel crée une nouvelle catégorie de gens, sans terres et désœuvrés, qui migrent vers les villes. Il crée des famines endémique, la sous-alimentation et de la misère. Il provoque la maladie et la mort en raison de l'usage de pesticides dangereuses imposées par les multinationales. Les conséquences négatives sur la santé générées par des denrées alimentaires produites avec des produits agrochimiques crée la nécessité d'une science médicale qui consacre une grande quantité de temps, de ressources humaines et matérielles pour le traitement des maladies qui ne devraient jamais avoir existé.

Ce modèle est violent, induit des déplacement des personnes de leurs terres, utilise des moyens paramilitaires et des forces de

sécurité pour tuer les paysans dirigeants, pour détruire les communautés et créer un climat de peur et de répression. La misère et la violence de ce modèle affectent particulièrement les femmes et les enfants, qui souffrent plus des violences et de mauvais traitements, au delà de leur surexploitation et des violations de leurs droits.

## **Via Campesina rejette avec détermination ces méthodes agricoles industrielles**

Nous devons nous méfier de la notion de durabilité que les sociétés multinationales nous propose. Ils tentent de remplacer des intrants qui ont des effets négatifs sur l'environnement par des intrants qui sont soit-disant moins destructeurs. Cette stratégie est uniquement basé sur la recherche d'autres intrants, il ne remet pas en question la structure même de la monoculture ou la dépendance générée par l'usage de ces intrants. Les multinationales utilisent les fondations, ONG et institutions gouvernementales pour se camoufler, et laissent ces dernières introduire les programmes qui vendent leurs produits aux agriculteurs. Dans d'autres domaines, les sociétés multinationales développent des programmes de soutien social et apportent "des solutions pour les gens". Elles tentent de cette manière de saper la résistance de la population locale à leur domination. Au lieu d'expulser les paysans de leur terre, ils offrent dans certaines régions des contrats sur l'achat de leurs produits. Mais en même temps, ils imposent des conditions et obligent les agriculteurs à acheter des intrants coûteux. Au bout du compte le paysan reste pauvre ou fait faillite, forcé de quitter sa terre.

## **Plan d'action de Via Campesina**

### **Activités des organisations**

- Produire et diffuser des informations entre ses organisations membres, afin de communiquer le contenu des ateliers, des cours et des visites d'échange, en vue de promouvoir l'adoption par ces organisations de l'agriculture paysanne basée sur une agriculture durable.
- Créer un réseau interne au sein même de Via Campesina qui lie tous les programmes de formations et d'éducation en agro-écologie et agriculture paysanne durable des membres du

mouvement, pour partager les méthodes pédagogiques, le matériel, les expériences et les technologies.

- Lancer un processus de documentation, de systématisation et de socialisation des expériences des organisations membres de Via Campesina, dans le domaine de l'agro-écologie, de l'agriculture paysanne durable, et des méthodes de transmission d'agriculteurs à agriculteurs, afin de faciliter l'échange horizontal et l'apprentissage.
- Promouvoir les visites croisées entre des organisations membres de Via Campesina pour apprendre à travers les expériences des autres l'agro-écologie et l'agriculture paysanne durable.
- Élaborer une stratégie d'alliances avec les ONG, les chercheurs et ceux qui ont des connaissances et qui sont engagés dans l'agro-écologie et agriculture paysanne durable.
- Promouvoir des activités spécifiques pour les femmes étant donné qu'elles ont toujours joué un rôle clé.
- Définir les mécanismes de financement alternatif.
- Promouvoir par le biais des médias les avantages de ce modèle de production, faire connaître au grand public certaines initiatives populaires. Montrer ce modèle comme l'expression de la souveraineté alimentaire au niveau local.
- Nous devrions inclure dans les documents des textes dans des langues des différents continents, afin de mieux prendre en compte les différences culturelles dans les manières de communiquer, il faut mieux allier les langues et les cultures.
- Développer et améliorer la transmission des connaissances et l'échange d'expériences à travers des programmes tels que "Campesino a Campesino» en Amérique centrale et aux Caraïbes.
- Développer les campagnes de communication pour les consommateurs pour les persuader d'acheter des produits sains et socio-économiquement justes.
- Contribuer à l'élaboration des politiques et activités de recherche menées conjointement par les consommateurs et les

producteurs afin de promouvoir l'agriculture paysanne et lui faire gagner en reconnaissance.

- Élaborer une stratégie pour contrer l'influence de la production agricole industrielle conduite par les multinationales.
- Lutter contre les mesures administratives qui restreignent l'autonomie des producteurs et qui les empêchent de participer au marketing et à la commercialisation de leurs produits. (par exemple les codes d'hygiène de l'industrie pour les petits producteurs).
- Lutter contre la nouvelle agriculture industrielle écologique élitiste axée sur l'exportation et dominé par les sociétés multinationales.
- Développer des relations et une communication plus directes avec les consommateurs. La vente directe. Les ventes locales reposant sur des principes de solidarité, telles que les coopératives.
- Mettre au point des solutions qui répondent à la fois aux réalités locales et aux objectifs généraux de La Via Campesina (technologies alternatives aux OGM, alternatives aux banques de terres...).
- Elaborer des politiques sur les questions de l'eau.
- Il devrait y avoir des alliances et des stratégies et plus de travail politique au niveau régional. L'agriculture paysanne durable doit être considérée comme un processus et la réalisation des organisations paysannes de base. Un contrat social est nécessaire: l'agriculture paysanne fait partie de la société, relève d'un engagement avec la société.

## **Demande de politiques spécifiques**

- Des règles de commerce équitable qui donne la priorité aux marchés locaux et nationaux
- Des programmes pour les crédits, le support technique, la formation et l'échange
- Une véritable réforme agraire.

- Veiller à ce que les politiques agricoles soutiennent des systèmes durable de fermes familiales.
- L'agriculture familiale durable doit faire partie des programmes d'éducation de base afin d'ouvrir la voie à un changement d'attitude de la société en ce qui concerne les questions foncières.
- Les recherches locales et les centres de formation sur les technologies doivent être mis en place pour favoriser le développement durable de l'agriculture familiale. Ils doivent utiliser des méthodes appropriées afin de garantir la participation des petits agriculteurs.
- Les programmes nationaux doivent être lancés afin de permettre et de donner la priorité à la sécurité alimentaire (aussi au sens de l'accès à une nourriture saine)
- Les grandes sociétés multinationales doivent être critiquées, dénoncées et contrées en raison de leurs actions en faveur du néo-libéralisme qui ont des répercussions sur ceux qui pratiquent l'agriculture familiale de subsistance. De même, l'opposition radicale à la privatisation de l'eau et des ressources énergétiques doit être poursuivie. Les semences doivent être produites par les paysans et les paysannes et non pas dans les laboratoires des multinationales.
- Les gouvernements nationaux devraient jouer la carte de l'agriculture paysanne durable pour garantir une production sûre au lieu de renforcer la spéculation et de l'agriculture industrielle.
- Le droit à l'alimentation et la préservation de la culture doit être considéré comme faisant partie des droits fondamentaux.
- Élaborer des politiques et des législations visant à arrêter l'expansion des agro carburants industriels.

---

Voir "The Multiple functions and benefits of small farm agriculture. Policy brief Nr 4 by Food first and Transnational Institute <http://www.foodfirst.org/en/node/246>

## Migrations et travailleurs agricoles:

# La question des migrations

---

Les sociétés affrontent aujourd'hui l'une des plus importantes crises sociales et humaines de toute l'histoire de l'humanité. Il s'agit des migrations. Le mouvement de millions d'êtres humains qui se déplacent de toutes parts, essayant désespérément de fuir des sociétés qui excluent, d'échapper à la faim, à la persécution ou à la violence et à la spoliation.

Cette crise est par ailleurs le signe non équivoque de l'échec du modèle capitaliste néolibéral.

À partir de sa 4<sup>ème</sup> Conférence internationale, à Itaici (Brésil), La Via Campesina a inclus la question des migrations comme étant l'un des thèmes fondamentaux dans l'élaboration de sa stratégie de lutte. Lors de cette conférence fut débattu le thème dans le cadre du groupe de travail ad hoc, chargé d'élaborer un rapport avec des propositions à soumettre à l'Assemblée de la 4<sup>ème</sup> Conférence internationale.

Comme organisations de paysan(ne)s et de travailleurs ruraux, lors de cette 4<sup>ème</sup> Conférence internationale, nous sommes arrivés à la conclusion que l'intensification des migrations était due au modèle capitaliste néolibéral. En outre, concernant les paysans, les paysannes et le milieu rural, le déplacement massif d'êtres humains est attribuable aux politiques agricoles qui vont à l'encontre de l'agriculture paysanne et aux traités de libre échange, deux instruments qui constituent la moelle épinière du modèle néolibéral. C'est ainsi qu'il a été décidé de créer la Commission internationale des migrations et des travailleurs ruraux de La Via Campesina. La 5<sup>ème</sup> Conférence internationale est une

opportunité d'avancer dans la construction de cette Commission et d'approfondir notre entendement politique sur le sujet.

En tant que La Via Campesina, nous avons tenu deux réunions internationales pour débattre sur les éléments nous permettant d'adopter un positionnement politique sur la question de la migration. La première eut lieu à Séville en 2004 et la deuxième à Murcie, l'année dernière. Dans les deux cas, nous avons souligné comme étant au cœur de la problématique, la dé-ruralisation accélérée que subissent nos pays sous l'influence d'un modèle agricole néolibéral désastreux. En même temps que le néolibéralisme continue de ruiner les petits producteurs et les paysans, de nombreux jeunes, jeunes hommes et jeunes filles, perdent tout intérêt à rester à la campagne. Ils viennent augmenter le nombre de ceux qui migrent massivement à l'intérieur de leur pays, du milieu rural vers les grandes villes ainsi qu' à l'extérieur de leur pays principalement vers les pays du Nord. Par ailleurs les femmes font de plus en plus partie de ces courants migratoires et de plus en plus ces migrations sont le résultat de la violence, des guerres, des spoliations et des occupations. Nous ne saurions oublier de mentionner dans nos conclusions que l'appropriation de la terre et des territoires ruraux par différents acteurs, et notamment l'appropriation des terres des peuples indigènes intensifie les migrations d'êtres humains. Par ailleurs, ce phénomène constitue la plus grave des offensives jamais vues contre l'environnement et les ressources naturelles des peuples, en particulier ceux du Sud.

D'autre part, les travailleurs migrants constituent une main d'oeuvre bon marché où puisent l'agriculture industrielle et les producteurs d'aliments à grande échelle. Quelques multinationales peuvent ainsi inonder les marchés avec des produits agricoles et alimentaires à des prix inférieurs aux coûts de production. Paradoxalement, ces marchandises produites par des migrant(e)s détruisent à leur tour les communautés et génèrent encore plus de déplacements d'êtres humains qui perdent toute capacité de survivre sur leurs terres. En d'autres termes, les travailleurs agricoles du Nord, qui sont précisément ces paysan(ne)s ruinés du Sud, produisent pour ruiner encore plus de paysan(ne)s et les convertir en migrant(e)s.

La crise actuelle se traduit par des milliers de morts de migrants qui essaient de passer du Sud au Nord. Mais aussi par des politiques de criminalisation, principalement de la part des gouvernements du Nord, par des persécutions, des emprisonnements et des déportations, par la militarisation des frontières et par l'élévation de murs. Au milieu de tout cela, au cours des dernières années, un mouvement migratoire s'est développé, son ampleur est inédite dans l'histoire de l'humanité.

Le modèle capitaliste néolibéral, ne sert plus qu'à concentrer la richesse entre un nombre de plus en plus faible de mains (une poignée d'entreprises multinationales). Il entraîne de plus en plus les peuples vers une pauvreté extrême, déchaîne les forces-mêmes qui se chargent de l'éroder. Actuellement, les migrations involontaires massives constituent la fracture la plus visible du système. Les millions de dépossédé(e)s désespéré(e)s, qui selon l'Organisation internationale pour les migrations sont plus de 200 millions, représentent aujourd'hui une force importante dans la lutte contre le néolibéralisme. C'est pour cela que pour La Via Campesina, les migrant(e)s du monde et la question des migrations, constituent des éléments clés dans la construction de la stratégie de lutte qui nous permettra de créer une alternative au modèle capitaliste néolibéral.



Paysannes des coopératives du l'Unsião sindical  
paysanne du Mozambique (UNAC) du district de  
Marracuene vendant leur production dans la rue.

# Texte additionnel

# Accélérer en plein désastre: **Quand les banques gèrent la crise alimentaire<sup>(\*)</sup>**

---

C'est en pleine crise économique et alimentaire mondiale que le gouvernement espagnol organise la "Réunion de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire pour tous" les 26 et 27 janvier 2009 à Madrid.

L'urgence d'aujourd'hui a son origine dans des décennies de politiques néolibérales qui ont démantelé le cadre institutionnel international pour l'alimentation et l'agriculture et miné les capacités des gouvernements à protéger les producteurs agricoles et les consommateurs. La crise alimentaire actuelle est causée principalement par la promotion constante des intérêts des grandes entreprises industrielles et du commerce international qu'elles contrôlent, au détriment de la production alimentaire de niveau local et national et des besoins et intérêts des producteurs agricoles locaux et des populations locales.

Au Sommet Mondial sur l'Alimentation de 1996, alors qu'on estimait à 830 millions la population souffrant de la faim, les gouvernements se sont engagés à réduire ce nombre de moitié en 2015. A ce jour, en plein dans cette terrible crise alimentaire le nombre de personnes souffrant de la faim est supérieur à un milliard.

## **Arrêtons de monopoliser la terre pour les agrocarburants et la production industrielle**

Dans ce contexte l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International (FMI)

demandent une augmentation de la libéralisation du commerce, du soutien à l'agribusiness et des ventes d'engrais et de semences transgéniques.

Alors que cette crise brutale des prix alimentaires empire, les entreprises multinationales s'installent dans les pays du sud et commencent à accaparer des millions d'hectares de terre afin de placer sous leur contrôle la production industrielle alimentaire et la production d'agrocarburants pour le marché international. Des millions de paysans seront dépossédés de leur moyen de production de nourriture et iront se joindre aux affamés des zones rurales ou des bidonvilles des grandes agglomérations. Ceux qui restent, travailleront sous le contrôle des entreprises internationales comme employés ou sous contrat avec des entreprises privées. C'est exactement le modèle que la Banque Mondiale et le projet AGRA (Alliance pour la Révolution Verte en Afrique) essaient d'imposer avec les fonds qu'ils ont destinés pour résoudre la crise alimentaire.

## **La solution existe: la souveraineté alimentaire**

Contrairement à l'opinion souvent exprimée par des politiciens déconcertés: il y a une solution à la crise et qui est facile à mettre en place si la volonté politique est suffisante. Une agriculture paysanne, un élevage du bétail et une pêche artisanale peuvent produire une alimentation suffisante dans la mesure où ces petits producteurs peuvent avoir accès à la terre et aux ressources halieutiques; cela peut aussi conduire à la formation d'un marché local stable. Ce modèle a un rendement à l'hectare supérieur au modèle de production industrielle et permet à la population locale de produire l'alimentation qui lui est nécessaire garantissant un approvisionnement stable <sup>(1)</sup>.

En juin 2008 lors de la Conférence de Haut Niveau sur les crises alimentaire et climatique, organisée par la FAO, de nombreuses propositions concrètes ont été présentées par des associations et des organisations non gouvernementales dans une déclaration « Ne répétons pas les échecs habituels » ;

déclaration qui a reçu le soutien de 800 organisations <sup>(2)</sup>.

Cette déclaration exigeait des gouvernements de:

- Rétablir le droit des gouvernements à intervenir et réglementer le secteur agricole et alimentaire afin de parvenir à la souveraineté alimentaire.
- Rejeter les modèles de révolution verte. L'agriculture et la pêche industrialisées ne sont pas une solution. Cette opinion était soutenue par une évaluation internationale<sup>(3)</sup>.
- Donner la priorité à la participation des petits exploitants agricoles, des éleveurs, des pêcheurs dans l'élaboration des politiques,
- Faire que la souveraineté alimentaire et le droit à l'alimentation l'emportent sur tout autre accord commercial ou toutes politiques internationales.
- Restructurer les agences onusiennes ayant trait à l'alimentation et l'agriculture pour les rendre plus efficaces.
- Les gouvernements devront tenir compte de ces demandes lors de la Réunion de Madrid

## **Aucune réponse véritable à ce jour**

Depuis la crise alimentaire précédente dans les années 1970, de nombreuses initiatives ont été mises en place pour résoudre la crise alimentaire; tel que le Conseil sur l'Alimentation Mondiale qui datent des années 70. Ce Conseil n'a jamais fonctionné et a été aboli dans les années 90. En 2002, l'Alliance Internationale contre la Faim a été adoptée par le Sommet sur la Faim dans le Monde par la FAO et cinq ans plus tard s'est avérée totalement inefficace.

En ce moment la France, l'Espagne et d'autres pays du G8 proposent une "Alliance globale". Cette initiative ne fera qu'augmenter la fragmentation actuelle, fournissant encore plus de mauvaises solutions. Pour la première fois aux Nations unies, cette alliance va offrir une participation officielle aux entreprises multinationales et aux grandes fondations telle que la Fondation Bill Gates.

L'année dernière un Groupe de Travail de Haut Niveau a été mis en place pour coordonner les actions des agences onusiennes, de l'Institution Bretton Woods et de l'OMC: le Cadre commun pour l'Action (CFA) s'est développé. Il est certain qu'une meilleure coordination entre les Agences onusiennes est fortement nécessaire, mais ce groupe de travail est dirigé principalement par les pays donateurs du G8 et par des institutions multilatérales telles que la Banque Mondiale, l'OMC et le FMI.

Le CFA a été constitué sans que se soit tenues de sérieuses consultations avec les gouvernements et la société civile. Bien que le soutien aux petits paysans soit mentionné dans le texte, les intérêts des institutions multilatérales et des membres du G8 sont les plus forts. Le texte pousse clairement à une augmentation de la libéralisation du commerce et la Banque Mondiale veut utiliser ce mécanisme pour canaliser des fonds vers l'agribusiness en vue d'une seconde révolution verte, particulièrement en Afrique. La FAO et les Agences Onusiennes qui ont mandat et expertise pour mettre en place des programmes efficaces sont isolées et marginalisées.

## **Où se trouve la volonté politique pour affronter la crise de façon sérieuse?**

A Madrid, le spectacle orchestré par Jeffrey Sachs et le gouvernement espagnol qui comprend quelques "panels avec la société civile" est une imposture totale. En préparation pour cette réunion, le gouvernement espagnol a présenté une proposition de «Partenariat Mondial», dans lequel «les voix des plus pauvres seront amplifiées, entendues et prises en compte dans le processus complet», mais la façon dont la réunion de Madrid est organisée, ne reflète pas cet engagement.

Un ou deux représentants des paysans parleront peut être quelques minutes de la salle alors que les entreprises multinationales telle que Monsanto et la Fondation Bill Gates, l'OMC, la Banque Mondiale et le FMI seront sur le podium! En pleine crise financière, alors que les banques font faillite, l'une après l'autre, car elles ont

pris trop de risques, il est absurde de demander aux banques et aux institutions financières de résoudre la crise alimentaire. Le principe de “un dollar – un vote” que la Banque Mondiale et les pays donateurs essaient d’introduire doit être rejeté. Aucun effort sérieux n’a été fait pour inclure des représentants des paysannes et des paysans, des pêcheurs, des peuples autochtones ni des associations urbaines, tous affectés par la crise. Encore un fois, ceux qui sont le plus concernés sont tenus à l’écart. Seules certaines ONG triées sur le volet sont consultées. Cette conférence ne sert qu’à promouvoir certaines initiatives sans aucune légitimité qui resteront inefficaces ou pourraient même aggraver la situation!

## **Un besoin crucial de politiques basées sur la souveraineté alimentaire**

Les gouvernements nationaux doivent prendre leur responsabilité et de toute urgence mettre en place les mesures suivantes:

- Mettre fin à la désastreuse instabilité des prix alimentaires sur les marchés nationaux. Les gouvernements nationaux devraient contrôler complètement les importations et les exportations de denrées alimentaires afin de stabiliser les marchés locaux.
- Mettre en place des mesures de soutien pour une agriculture et une pêche vivrières servant les marchés locaux et basées sur une réforme agraire et aquatique. Il s’est avéré que les petites exploitations familiales, pratiquant l’agriculture biologique, sont plus efficaces et ont un rendement à l’hectare supérieur, donnant emploi et accès à l’alimentation à un plus grand nombre de personnes.
- Arrêter les expulsions forcées pour la production alimentaire industrielle et les agrocarburants.

Les agences onusiennes doivent soutenir les initiatives des gouvernements nationaux et interdire l’intervention de l’OMC, de la Banque Mondiale et du FMI dans les politiques liées à l’alimentation et l’agriculture. Ces dernières institutions doivent donc être exclues de la mise en œuvre des propositions du Groupe de Travail des Nations Unies.

## **Nous refusons de nouvelles structures ou initiatives!**

Nous protestons vigoureusement contre tout ce cirque de création continue de nouvelles structures et de nouveaux espaces. Ils sont voués à l'échec car ils sapent les organisations existantes et continuent à mettre en place les même politiques néfastes. Dans le passé, l'espace international de discussion des questions alimentaires était la FAO: une agence unique.

Cet espace a été fragmenté, depuis la dernière crise alimentaire, en plusieurs institutions qui ont, toutes, leur mot à dire: la FAO, le Fonds international pour le Développement de l'Agriculture (FIDA), le Programme Alimentaire Mondial (PAM) le Groupe Consultatif sur le Recherche Agricole Internationale (CGIAR), l'OMC, la Banque Mondiale, le FMI, etc.

De plus ces organisations qui portent la plus grande responsabilité de la crise (OMC, BM, FMI) vont dominer ces nouvelle structures. Un seul espace est nécessaire dans le système onusien Jusqu'à présent les agences onusiennes (FAO, FIDA, PAM) ainsi que le CGIAR ont échoué dans leurs efforts à apporter une solution à la crise, cela est dû à un manque de financement, un fonctionnement inefficace et un manque de soutien de l'agriculture vivrière. Cet état de fait doit changer.

La gouvernance mondiale dans les secteurs agricoles et alimentaires doit être considérablement améliorée. Nous avons besoin d'un espace unique au sein de l'ONU qui soit complètement indépendant de l'OMC, de la BM, et du FMI, qui ait un mandat clair de la part des gouvernements, et une participation décisive des paysannes et des paysans, des pêcheurs et autres organisations de la société civile et qui prennent des décisions de façon transparente et démocratique.

Cela doit être l'unique espace où les questions agricole et alimentaire sont discutées, où les politiques et les règlements sont décidés et où les ressources financières sont contrôlées. Les pays donateurs doivent aborder la lutte contre la crise financière et la crise alimentaire avec le même engagement et donner aux agences onusiennes les moyens financiers de s'attaquer réellement aux

problèmes. Car, des 24 milliards de dollars américains promis à la Conférence de Rome de juin 2008, seule une petite partie a été versée.

Le financement pour résoudre la crise alimentaire est important. Mais nous ne voulons pas, comme cela se passe maintenant, que ces fonds soient consacrés à des semences de haute technologie, à des engrais chimiques ainsi qu'à d'autres projets qui ont déjà échoué dans le passé. Nous voulons de l'aide pour une véritable réorientation du système alimentaire mondial vers la souveraineté alimentaire.

(1) voir [www.foodfirst.org/en/node/246](http://www.foodfirst.org/en/node/246)

(2) pour des propositions plus concrètes de la déclaration "No more failures as usual"

publiée à l'occasion de la Conférence de Haut Niveau de la FAO, juin 2008 et approuvée par plus de 800 organisations consulter ([www.nyeleni.eu/foodemergency](http://www.nyeleni.eu/foodemergency))

(3) consulter <http://www.agassessment.org>, cette soi-disante Evaluation Internationale des Connaissances Agricoles, des Sciences et Technologies de Développement (IAASTD)

*Cette déclaration a été écrite à l'initiative d'organisations membres du Comité International de Planification pour la Souveraineté Alimentaire (CIP). Il s'agit d'un réseau au travers duquel divers mouvements et organisations travaillent de manière collective le thème de la souveraineté alimentaire.*

*Pour consulter la liste des signataires de cette déclaration et pour en savoir plus: [www.foodsovereignty.org](http://www.foodsovereignty.org)*

(\*) Ce texte est le seul à avoir été ajouté à cette compilation quelques mois après la V<sup>ème</sup> conférence.

## **La Via Campesina**

International Peasants Movement  
Movimiento Campesino Internacional  
Mouvement Paysan International  
Movimento Camponês Internacional

### **Contacts :**

**Secrétariat Opérationnel International (SOI) de La Via Campesina**

**Coordinateur général : Henry Saragih**

Adresse: Jl. Mampang Prapatan XIV No. 5 Djakarta – Indonésie 12790

Téléphone:+62-21-7991890 ; Fax:+62-21-7993426

E-mail: [viacampesina@viacampesina.org](mailto:viacampesina@viacampesina.org)

[www.viacampesina.org](http://www.viacampesina.org)

*Existe também a versão portuguesa deste documento!*

*¡Este documento también existe en español!*

*This document also exists in English!*

Copy Free! Nous encourageons la libre reproduction, circulation et les échanges des documents présentés dans cette publication – comme nous le faisons pour les semences paysannes. Nous vous demandons seulement de mentionner les sources.

Photos : Douglas Mansur

Design : Ikez

